

# **VéLa** **rité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**



## **Ukraine : révolution ou dislocation ?**

---

**Guerres et révolution  
en Afrique des Grands lacs  
et de l'Est**

---

**Espagne : la classe ouvrière,  
les droits des peuples,  
vers une crise révolutionnaire**

---

**N° 81**

**Nouvelle série (n° 687) - mars 2014 - Prix : 4 euros - 8 FS**

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# VéLa Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **Notes éditoriales** ..... p. 3
- **Ukraine : révolution  
ou dislocation ?** ..... p. 13  
(par Dominique Ferré)
- **Guerres et révolution  
en Afrique des Grands Lacs  
et de l'Est** ..... p. 25  
(par Paul Nkuzimana)
- **Espagne : la classe ouvrière,  
les droits des peuples,  
vers une crise révolutionnaire** ..... p. 37  
(par A. Tubau)
- **Brésil : à propos du congrès  
du PT** ..... p. 47  
(par João Alfredo Luna)
- **Où va le Japon ?** ..... p. 53  
(par Jean-Pierre Fitoussi)
- **L'analyse marxiste  
face au « bon capitalisme »  
du PCF et autres** ..... p. 63  
(par Xabier Arrizabalo Montoro)
- **Les leçons actuelles  
du combat de Marx  
pour un parti prolétarien** ..... p. 67  
(par Lucien Gauthier)

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Notes éditoriales

La crise majeure qui, sur tous les plans, frappe le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, a connu dans la dernière période une brusque accélération. Les convulsions brutales se succèdent qui secouent « l'ordre mondial » maintenu sous l'égide de l'impérialisme américain.

L'année 2014 a débuté par une avalanche de déclarations sur le fait que les « pays émergents », présentés jusque-là comme « *le recours de l'économie mondiale et la garantie d'une reprise de la croissance* », étaient à leur tour plongés dans la crise économique amorcée en 2007, devenant ainsi un facteur d'instabilité supplémentaire.

En même temps, à un rythme de plus en plus précipité, la politique de déstabilisation, d'agressions et de dislocation des nations mise en œuvre par l'impérialisme conduit à la multiplication de crises majeures qui mettent à l'ordre du jour le recours à la guerre d'une manière de plus en plus systématique et se généralisent.

Le dernier numéro de notre revue (décembre 2013) a été bouclé juste après que l'accord signé entre l'Iran et les puissances impérialistes sur les questions du nucléaire iranien a clos une phase marquée par la menace d'intervention militaire imminente contre l'Iran. Jusqu'à la dernière minute, les différentes fractions de l'impérialisme avaient hésité entre différentes options, l'une d'elles étant l'agression militaire contre l'Iran.

Ce numéro de *La Vérité* s'ouvre, trois mois plus tard, en pleine crise ukrainienne. A l'heure où nous bouclons, Poutine a fait voter par le Parlement russe l'autorisation d'une intervention militaire en Ukraine, en même temps qu'il a accepté une mission de contact avec les puissances impérialistes, à l'initiative de Merkel agissant en accord avec Obama.

Que sortira-t-il de cette situation ? Toutes les options sont ouvertes. Comme on le verra dans l'article publié dans ce numéro de *La Vérité*, l'origine de la crise réside d'abord et avant tout dans l'initiative prise par l'Union européenne, le FMI et l'impérialisme américain d'exiger du gouvernement Ianoukovitch qu'il se plie aux exigences de restructurations et de réformes structurelles. Traduisons : exigence de pillage ouvert par l'impérialisme en Ukraine.

L'enchaînement des événements trouve son point de départ dans l'essence même de l'impérialisme en crise en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Ecrire cela n'est pas donner un signe plus au gouvernement Ianoukovitch, gouvernement de mafieux corrompus, ne vivant que pour et par les prévarications et les pillages de la propriété sociale, transformant celle-ci en source de fortunes considérables, parasitant et écrasant le peuple ukrainien. Comme le souligne l'article de Dominique Ferré, les prédécesseurs et les successeurs de Ianoukovitch, ses « opposants », plongent leurs racines dans le même terreau, celui de la

décomposition de la bureaucratie, et représentent la même couche mafieuse vivant de pillage et de destruction des forces productives. Mais à un moment donné, Ianoukovitch s'est trouvé confronté à deux options, et il n'a pas choisi celle dictée par le capital financier américain à travers ses instruments que sont le FMI et l'Union européenne.

D'ailleurs, à peine le nouveau « Premier ministre » a-t-il été investi qu'il a souscrit aux engagements exigés par ses commanditaires (1). Ce Premier ministre, allié d'un parti ouvertement nostalgique du nazisme, déclarait dès son investiture que le gouvernement allait « *devoir prendre des mesures extrêmement impopulaires* », n'hésitant pas à préciser : « *Nous sommes au bord du désastre. Bienvenue en enfer* ». Le quotidien français *Le Monde*, chaud partisan de la prétendue « révolution » ukrainienne, commente cette déclaration en signalant qu'elle va se traduire par la « *réduction des programmes sociaux* » et « *le sauvetage du système financier* ». Et qu'en conséquence, « *l'Ukraine connaîtra sa première thérapie de choc avec ses traumatismes sociaux inévitables* ». L'enfer, en effet, de la destruction dictée par la survie du régime décomposé fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La situation qui se développe aujourd'hui en Ukraine rappelle des scénarios précédents qui ont vu d'autres gouvernements passer du jour au lendemain du statut d'amis de l'impérialisme à celui de parias : hier encore interlocuteur privilégié de l'Union européenne et du FMI, Ianoukovitch est aujourd'hui chassé par un véritable coup de force, comme avant lui, dans des conditions résultant d'une agression impérialiste ouverte, Kadhafi, Saddam Hussein et bien d'autres encore.

Le journal *Le Monde*, fidèle porte-parole des exigences internationales de l'impérialisme, n'hésite pas à se référer, à mots couverts, à l'Ukraine pour appeler « le peuple algérien » à suivre la même voie. Il écrit (26 février) : « *Les Algériens voient, ailleurs dans le monde, des dirigeants élus balayés en quelques semaines.* » Au même moment, le gouvernement Obama — qui jusqu'à aujourd'hui n'a pas reconnu la légitimité du président Maduro — présente un rapport sur la situation des droits de l'homme au Venezuela qui accuse le gouvernement de ce pays de violer les « *droits fondamentaux* » et dénonce « *les actions du gouvernement visant à limiter la liberté de la presse* ».

Les développements en Ukraine s'inscrivent dans un contexte particulier : celui de la dislocation de l'ex-URSS et du processus de « restauration du capitalisme ». Cette situation particulière s'exprime sur deux plans : d'une part, il est indiscutable que la chute de l'URSS en 1991 — résultat de l'offensive du capital financier pour s'ouvrir ce marché gigantesque qui, pour une large part, lui échappait encore — s'est traduite non par la constitution d'une bourgeoisie nationale développant le capitalisme par les moyens traditionnels de la croissance de l'industrie et de l'extorsion de la plus-value, mais par le propagation d'un capitalisme de pillage, mafieux, gangrénant toutes l'économie mondiale, un capitalisme de spéculation fondé, d'abord et avant tout, sur la destruction en masse des forces productives.

Cette restauration capitaliste d'un genre particulier a, dans un premier temps, satisfait aux exigences du capital financier. Mais elle a très rapidement montré ses limites. D'abord parce que, comme le souligne l'article publié dans ce numéro, elle n'a pas pu aller jusqu'au bout de la tâche qui lui était assignée de briser tous les segments de la propriété sociale. D'autre part, parce que la constitution de ces gigantesques mafias ne correspond pas exactement à la forme de pillage souhaitée par les cercles dirigeants du

---

(1) L'impérialisme américain a, au mois de décembre 2013, offert des millions de dollars à « l'opposition » ukrainienne.

capital financier, dans la phase actuelle de la décomposition impérialiste. En effet, les gigantesques richesses naturelles de l'ex-URSS, si elles n'échappent pas au système impérialiste de manière globale, ne se trouvent pas placées sous la mainmise directe des multinationales qui dominent l'économie capitaliste. De ce point de vue, il y a nécessité pour elles aujourd'hui d'aller plus loin. Ce qui conduit l'impérialisme à se heurter à ce qu'il a largement contribué à fabriquer lui-même : la couche de spéculateurs issue de la vieille bureaucratie stalinienne qui contrôle aujourd'hui l'Etat (toujours propriétaire de larges pans de l'économie). Pour des besoins qui lui sont propres, cette couche ne voit pas d'un bon œil la tentative du capital financier américain de prendre directement les affaires en main, remettant en cause ses privilèges monstrueux.

A ce premier aspect, qui a une valeur internationale, se combine, dans le cas de l'Ukraine, la question nationale. Nation opprimée pendant des siècles par les pays voisins, puis très largement par l'empire tsariste, confrontée de nouveau à la réalité de l'oppression nationale sous le stalinisme, l'Ukraine occupe une situation particulière. Dans un article rédigé à la veille de la Seconde Guerre mondiale (« La question ukrainienne », 22 avril 1939), Trotsky rappelle que « *le parti bolchevique était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne* », c'est-à-dire à se prononcer pour le droit à l'autodétermination. Mais si la révolution d'octobre 1917 et la constitution de l'URSS ont permis un développement considérable de la culture et de la nation ukrainiennes, la cristallisation bureaucratique contre-révolutionnaire stalinienne qui a suivi a modifié les données du problème. « *Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion* », écrit Trotsky, pour qui, en 1939, « *il faut un mot d'ordre clair et précis qui corresponde à la situation nouvelle. A mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !* » A l'époque où Trotsky écrit, l'Ukraine est morcelée, écartelée entre l'Ukraine soviétique et les parties de l'Ukraine dominées par la Pologne, la Hongrie, etc. La perspective de « *l'indépendance d'une Ukraine unifiée* » ne fait pas peur à Trotsky. « *Qu'y a-t-il de si terrible ? L'adoration béate des frontières des Etats nous est totalement étrangère* », écrit-il. En revanche, il insiste sur le fait que « *le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit.* » Et s'il envisage la possibilité « *qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante* » puisse « *ultérieurement rejoindre la fédération soviétique* », cela ne pourrait se faire que « *de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait elle-même acceptables, ce qui présuppose à son tour une régénérescence révolutionnaire de l'URSS* ». Une telle « *émancipation véritable du peuple ukrainien* » serait inconcevable « *sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des Etats unis soviétiques d'Europe* ». Après avoir envisagé toutes ces hypothèses, Trotsky revient à ce qu'il appelle « *la question principale* », à savoir : « *La garantie révolutionnaire de l'unité et de l'indépendance d'une Ukraine ouvrière et paysanne dans la lutte contre l'impérialisme, d'une part, et contre le bonapartisme de Moscou, de l'autre.* »

Dans un autre article publié quelques mois plus tard en réponse à la polémique déclenchée par le précédent (« L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires », 30 juillet 1939), Trotsky précise le rapport entre l'indépendance de l'Ukraine et la révolution prolétarienne mondiale : « *Le droit à l'autodétermination nationale est bien entendu un principe démocratique et pas socialiste. Mais les principes authentiquement démocratiques ne sont soutenus et réalisés à notre époque que par le prolétariat révolutionnaire ; c'est pour cette raison même qu'ils sont aussi étroitement entrelacés*

*avec les tâches socialistes.* » Trotsky rappelle que « *la lutte résolue des bolcheviks pour le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées en Russie a facilité considérablement la prise du pouvoir par le prolétariat* ». S'agissant plus précisément de l'Ukraine, il insiste sur la nécessité de partir « *des faits et non de normes idéales* ». Et ces faits sont les suivants : « *La réaction thermidorienne en URSS, la défaite d'un certain nombre de révolutions, les victoires du fascisme (...) devront être payées en monnaie véritable dans tous les domaines, y compris la question ukrainienne. Si nous devons ignorer la situation nouvelle née des défaites, si nous devons prétendre que rien d'extraordinaire ne s'est produit, et si nous devons opposer des abstractions familières à des faits déplaisants, alors nous pourrions bel et bien livrer à la réaction nos dernières chances de nous venger dans un avenir plus ou moins proche.* » Et Trotsky de préciser : « *La lutte nationale, une des plus complexes (est), un véritable labyrinthe, mais en même temps des plus importantes des formes de la lutte des classes.* » Par conséquent, « *elle ne peut pas être suspendue par de simples références à la révolution mondiale future* ». Trotsky martèle : certes, « *la variante la plus favorable serait une révolution éclatant simultanément dans toutes les parties de l'Union soviétique* », mais même dans ce cas, « *pour déterminer librement ses rapports avec les autres républiques soviétiques, pour posséder le droit de dire oui ou non, l'Ukraine doit reprendre sa totale liberté d'action, au moins pour la durée de cette période constituante. Il n'existe aucun autre nom pour cela que l'indépendance étatique.* »

Les événements se sont-ils déroulés conformément au pronostic de Trotsky ? D'un strict point de vue factuel, il semblerait que non. Mais à y regarder de plus près... Que s'est-il passé en 1991 ? La dislocation de l'URSS est apparue, en particulier aux yeux des nationalités opprimées, comme ouvrant la possibilité de satisfaire leurs légitimes aspirations nationales. Le référendum qui s'est tenu en 1991 en Ukraine a recueilli 90 % des suffrages en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Cette approbation a été majoritaire dans toutes les régions, ukrainophones et russophones, et même en Crimée où, on le sait, vivait et vit une très importante composante russe. Tous identifiaient la fin de l'oppression avec la nécessité d'imposer la souveraineté de la nation ukrainienne.

Or ce qui apparaissait comme un sentiment indiscutable partagé par près de 50 millions d'Ukrainiens il y a vingt ans, a aujourd'hui volé en éclats. Les ultimes provocations de l'impérialisme poussent l'Ukraine sur la voie de la dislocation, préparant ce qui sera présenté demain comme « l'inévitable » résurgence de conflits ethniques, d'oppositions nationales, de haines irréductibles.

La réalité est tout autre. Et en cela, elle vérifie totalement l'analyse de Trotsky. L'aspiration à l'indépendance de l'Ukraine, c'est-à-dire à la souveraineté, est indissociable de la réalisation des moyens de cette souveraineté. Moyens qui ne peuvent être dégagés sous la férule de l'impérialisme. Car celui-ci n'a qu'une obsession : piller les richesses nationales de l'Ukraine, substituer à l'oppression bureaucratique stalinienne les mécanismes de l'exploitation capitaliste, introduire le chômage de masse, la déqualification, la destruction des systèmes sociaux. C'est ainsi qu'en quelque vingt années, les espoirs et les illusions ont cédé à nouveau la place aux plus grandes désillusions, aux plus grands rejets, et pour une part aussi aux plus grands désespoirs. Impossible de satisfaire l'aspiration à l'indépendance nationale en se soumettant aux diktats de l'impérialisme et à ses plans de dislocation qu'il fomenté. Il n'en découle nullement que la solution puisse être recherchée du côté du régime de Poutine. Bien au contraire. Ce qui pose tout le problème de l'indépendance des organisations ouvrières. Mais cela vérifie pleinement qu'à l'époque de l'impérialisme décomposé et décadent, la solution des questions nationales — qu'il s'agisse de l'Ukraine ou d'autres nations du monde — est une question centrale. L'aspiration à

l'indépendance et à la souveraineté, comme le rappelle Trotsky, prend à l'époque de la décomposition impérialiste (qui remet en cause dans le monde entier l'existence et la souveraineté des nations) un caractère profondément révolutionnaire. Mais en même temps, elle ne pourra être assurée pleinement et jusqu'au bout qu'à la condition de ne pas céder aux exigences de décomposition de l'impérialisme lui-même, c'est-à-dire d'avancer vers la solution « socialiste », celle de l'expropriation du capital. C'est en ce sens qu'émancipation nationale et émancipation sociale restent totalement reliées, comme le vérifie de manière tragique ce qui se passe en Ukraine.

Lourde est la responsabilité de ceux qui, au sein du mouvement ouvrier, parce qu'ils se refusent à rompre avec le système capitaliste en décomposition, cherchent à interdire à la classe ouvrière de lutter pour la moindre revendication démocratique et nationale, en voulant la soumettre aux diktats de l'Union européenne et du FMI, instruments de l'impérialisme. La IV<sup>e</sup> Internationale combat inconditionnellement pour le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même, ce qui passe par la lutte contre les mesures réactionnaires prises par le gouvernement Iatseniouk qui visent à la dislocation de l'Ukraine.

Sous une autre forme, c'est également le sens des leçons qui se dégagent des processus en cours en Tunisie et en Egypte, trois ans après l'éclatement de la révolution. La révolution prolétarienne a commencé en Tunisie, écrivions-nous, il y a trois ans. Au vu des événements récents, faudrait-il reconsidérer cette appréciation ?

Dans une note soumise à la discussion du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale réuni au mois de février 2014, il est écrit : « *Il y a trois ans, lors du surgissement des masses en Tunisie, chassant Ben Ali, puis en Egypte, avec la chute de Moubarak, nous avons, à l'inverse des forces pro-impérialistes (incluant les pablistes), refusé de caractériser ces processus de "révolution arabe". Nous avons dit : il s'agit de la marche de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire du mouvement du prolétariat entraînant le peuple contre l'impérialisme. Nous avons indiqué que c'était un facteur clef de la situation mondiale, que cette vague se liait à l'ensemble des processus de la lutte de classe dans le monde et qu'en rapport avec la situation en Europe, la révolution frappait à la porte de ce continent. (...) La réaction de l'impérialisme combinant guerre contre-révolutionnaire et utilisation en alternance des islamistes et des laïques pour maintenir des régimes "rénovés" a permis de contenir la vague révolutionnaire. Mais, si la révolution a connu un reflux, cela ne signifie pas qu'elle a été écrasée et que l'impérialisme a pu inverser le cours des choses. Les régimes en place sont fragiles et ne tiennent que par la marche à l'union nationale qui, à tout moment, peut exploser par sa dynamique propre ou sous une nouvelle vague de mobilisation. Si la révolution a été contenue, la crise de l'impérialisme américain (...) n'a pas été résorbée pour autant, au contraire. Provisoirement, l'impérialisme a réussi à maintenir les régimes à sa solde, notamment l'armée en Egypte, et à préserver les accords avec l'Etat d'Israël, l'un des piliers de l'ordre mondial, mais à quel prix. A celui d'une aggravation sans précédent de la crise de la domination politique américaine, aiguissant toutes les contradictions ouvertes au sein de la classe dominante américaine. Cette situation est dès lors un facteur direct de la déstabilisation de l'ordre mondial. Les volte-face sur l'intervention en Syrie, sur les menaces contre l'Iran, sur le dossier Palestine-Israël, par crainte d'une explosion immaîtrisable, traduisent cette crise majeure dans laquelle on voit s'affronter directement différents secteurs de la bourgeoisie américaine. (...) La logique de la situation mondiale ouverte après la deuxième guerre impérialiste, qui a vu les impérialismes européens affaiblis se mettre sous bouclier américain — et, après la chute de l'URSS, aggravant toutes les contradictions du système capitaliste — pousse à ce que l'impérialisme américain soit un super-impérialisme maîtrisant l'ordre mondial. Mais,*

*l'impérialisme américain n'est pas et ne peut pas être ce super-impérialisme. Il a, du fait de la chute de la bureaucratie stalinienne, (...) concentré toutes les contradictions de la situation mondiale, et s'ajoutant à sa propre crise, la crise des impérialismes européens. (...) Les révolutionnaires doivent, par tous les moyens, sur la base des principes, se lier au mouvement syndical, établir les rapports les plus étroits pour mettre en œuvre, de manière résolument audacieuse, une politique de front uni anti-impérialiste (FUA [2]), pour la défense de la nation. La ligne du FUA n'est pas l'alliance inter-classiste chère au maoïste (voir Tunisie), mais l'alliance de ceux qui cherchent à résister à l'impérialisme, même partiellement, avec, en son centre, pour nous, la classe ouvrière. Face aux menaces du guerre, d'interventions étrangères, une telle politique peut aller très loin pour la défense de la nation souveraine, cadre de la lutte de classe par laquelle les opprimés peuvent triompher (...). C'est ce qui différencie la IV<sup>e</sup> Internationale des courants petits-bourgeois réactionnaires partisans de la "révolution démocratique" pour faire obstacle à la révolution prolétarienne. Le FUA est strictement l'opposition à l'"union nationale" qui est l'alliance de toutes les forces pour sauver... la domination impérialiste, comme le démontrent les derniers développements en Tunisie. L'orientation du FUA, avec en son centre le mouvement ouvrier, s'adresse à toutes les forces, partis et même institutions qui sont susceptibles de résister, même partiellement, afin de les souder dans la défense de l'unité de la nation, contre les ingérences, et, pour cela, s'appuyer sur la résistance du peuple, notamment en mettant en avant, par les révolutionnaires prolétariens, sur une ligne d'indépendance de classe, les revendications ouvrières qui, dans cette situation, peuvent trouver des satisfactions partielles, renforçant ainsi le mouvement de la classe ouvrière. En Tunisie en revanche, l'union nationale est un obstacle à la réalisation du FUA, soumettant le pays à l'impérialisme et menaçant l'indépendance du mouvement ouvrier. Dans le même temps, les grèves sectorielles, appuyées par le syndicat UGTT, se heurtent et se heurteront à l'union nationale et au "gouvernement de techniciens" appuyés par tous les partis. C'est donc de la lutte des travailleurs pour les revendications ouvrières que resurgiront les revendications démocratiques et nationales. Démocratiques parce que le gouvernement en place s'oppose et s'opposera à ces revendications en s'appuyant sur les institutions du régime, et nationales car c'est au nom des accords avec l'Union européenne qu'il les refusera. Il faut donc s'orienter dans notre action en Tunisie sur le fait que c'est directement la lutte des travailleurs, cherchant à se réapproprier leur centrale syndicale, qui pourra reposer les tâches de la souveraineté nationale. »*

Ces questions sont posées sur tous les continents et dans le monde entier. A l'occasion de la préparation de la prochaine élection présidentielle en Algérie, l'offensive est relancée par l'impérialisme, menaçant l'Algérie du déclenchement d'une prétendue « révolution arabe » qui n'est rien d'autre qu'une tentative de déstabiliser une nation coupable de ne pas céder à toutes les exigences de l'impérialisme. Mais il est certain qu'en Algérie comme dans le monde entier, les peuples n'ont pas dit leur dernier mot. Car si les coups de boutoir de la dislocation impérialiste frappent tous les continents, ils se heurtent, partout, à la résistance des travailleurs et des peuples.

Il n'est pas possible, dans les limites de ces notes éditoriales, de traiter de tous les aspects de cette offensive impérialiste et de la résistance des travailleurs et des peuples. Aux exemples déjà évoqués, il faudrait ajouter des développements sur les phénomènes du même ordre qui concernent le continent asiatique, où l'offensive économique et diplomatique de l'impérialisme (visant à faire adopter par les Etats de la région un grand

---

(2) Front uni anti-impérialiste dans les pays dominés, que les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale combinent à la stratégie du front unique ouvrier.

traité de libre commerce avec les Etats-Unis) se combine avec le renforcement de la pression militaire sur la Chine et prépare — comme l'illustre déjà le cas de la Thaïlande — de nouveaux désastres pour tous les peuples du continent. Il faudrait également revenir sur ce que signifie, aujourd'hui, la déstabilisation de tout le système politique édifié en Afrique du Sud depuis vingt ans, après la chute de l'apartheid, pour préserver la domination de fait de la minorité capitaliste blanche, seule forme sous laquelle peut être préservé en Afrique du Sud le système capitaliste lui-même. Aujourd'hui, plus d'un an après la grève de Marikana, les mineurs exploités par les grandes multinationales qui détiennent l'essentiel des richesses énergétiques de l'Afrique du Sud sont à nouveau en grève. La grande centrale syndicale, la Cosatu, dont la direction avait refusé de se solidariser avec les mineurs face à la sanglante répression patronale, est aujourd'hui en proie à une crise sans précédent. Sa principale fédération, celle des métallurgistes, la Numsa, avec l'appui de neuf autres fédérations, appelle à un congrès extraordinaire pour rompre avec le gouvernement Zuma. En même temps, à quelques mois de l'élection générale, Julius Malema, ex-dirigeant de la jeunesse de l'ANC, a constitué une organisation politique dont la fondation repose sur ce constat : vingt ans après la chute de l'apartheid, le sort de la majorité noire et de la classe ouvrière noire n'a pas été modifié, la terre est toujours la propriété exclusive d'une poignée de grands propriétaires blancs ; les richesses industrielles sont toujours sous la coupe des capitalistes blancs et des multinationales. Malema, dans une plate-forme électorale qu'il a présentée devant 50 000 travailleurs, appelle à la nationalisation des mines, à l'expropriation des grands propriétaires blancs et au retour de la terre à ceux qui la travaillent.

Comment la crise de domination de l'impérialisme américain se manifeste-t-elle aux Etats-Unis mêmes ? La crise spécifique de l'impérialisme américain procède d'abord de son rôle mondial, du fait que l'impérialisme américain, clé de voûte du maintien du système d'exploitation capitaliste à l'échelle de la planète, est directement frappé par toutes les crises qui secouent cet ordre capitaliste mondial, par le fait que le recours au chaos comme moyen de perpétuer cette domination a, à son tour, des conséquences déstabilisatrices dans la mesure où la base même de cette domination s'effrite. Cette crise a aussi une dimension particulière aux Etats-Unis, qui procède de la lutte de la classe ouvrière américaine, en particulier au sein du mouvement ouvrier où le choc s'aiguise entre le combat pour l'indépendance de classe et les appareils, notamment aux sommets de la centrale syndicale AFL-CIO, qui voudraient à toute force subordonner le mouvement ouvrier à l'impérialisme.

Le contexte politique déterminé par le fonctionnement des institutions de l'Etat bourgeois aux Etats-Unis est dominé non seulement par la proximité des élections de mi-mandat de novembre 2014, mais par l'horizon visible de l'élection présidentielle de 2016. Dans cette perspective, le Parti républicain a, sans l'éliminer, contraint le Tea Party à se plier aux besoins généraux de l'ordre capitaliste aux Etats-Unis. Cela s'est notamment manifesté dans le fait que ses représentants, écartant tout nouveau chantage au « Shut Down », ont accepté l'élévation automatique du plafond de la dette jusqu'en 2015. Cela n'élimine pas les contradictions : Obama, dans son message sur l'état de l'Union en janvier 2014, a mis en garde contre toute tentative de saboter une négociation avec l'Iran et d'imposer de nouvelles sanctions (ce qui est précisément l'objet d'un projet de loi actuellement préparé par des parlementaires démocrates et républicains). Aujourd'hui, au sujet de l'Ukraine, les mêmes contradictions se manifestent. S'opposant à Obama, le *Washington Post* (28 février) écrit que « *la condamnation des actions russes en Crimée ne suffit pas* ». Tandis que David J. Kramer, ancien secrétaire d'Etat adjoint de l'administration Bush, appelle une « *action résolue* » pour « *réaliser la vision américaine d'une Europe unie, libre et en paix* ». En même temps, sur la question du

Fast Track (autorisant l'exécutif à utiliser une procédure rapide pour faire ratifier les traités de libre commerce), certains des leaders parlementaires du Parti démocrate, comme le sénateur Harry Reid, s'opposent à cette autorisation réclamée par Obama. Cette position de certains leaders démocrates est à mettre en relation avec l'attitude de la direction de l'AFL-CIO qui, au nom de la défense de l'emploi, s'oppose au Fast Track.

Si l'appareil dirigeant de l'AFL-CIO reste politiquement subordonné à Obama, cela ne va pas sans contradictions du fait même des développements en cours dans la classe ouvrière américaine. Dans la dernière période, ces contradictions se sont exprimées dans le combat à l'intérieur de l'organisation syndicale des machinistes (IAM) au sujet de l'accord proposé par Boeing qui exigeait des syndicats qu'ils prennent en charge eux-mêmes le démantèlement des garanties collectives. Cet accord, en faveur duquel se sont prononcés les élus démocrates et républicains, la direction nationale du syndicat des machinistes et la direction confédérale de l'AFL-CIO, a été rejeté par une majorité des deux tiers des 30 000 travailleurs consultés, répondant à l'appel de la direction de leur syndicat local. Puis, sous la pression combinée des dirigeants de l'AFL-CIO, des dirigeants de IAM et de l'appareil du Parti démocrate, un second vote a été imposé. Malgré cette immense pression, l'accord n'a été approuvé que par 51 %, et ce alors que des milliers de travailleurs n'ont pu participer au vote. C'est pourquoi la direction locale de l'IAM combat pour qu'une nouvelle consultation soit organisée.

D'autre part, comme le souligne *The Organizer*, le journal dans lequel s'expriment les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, dans son premier numéro de l'année 2014, un mouvement se développe dans le sens de l'indépendance politique, d'une expression politique indépendante appuyée sur les syndicats. Et le journal de souligner l'élection, à l'automne 2013, de douze délégués syndicaux mandatés par leurs syndicats sur une liste intitulée « Independent Labor Party » (parti ouvrier indépendant), dans la ville de Lorain (Ohio), dans le même temps où, à Chicago, le syndicat des enseignants qui avait conduit la grande grève de septembre 2012 (au moment même de la campagne pour la réélection d'Obama) a décidé, en janvier 2014, de créer ce qu'il appelle l'Independent Political Organisation (l'organisation politique indépendante), marquant le franchissement d'une première étape dans le sens de la rupture du lien de subordination du mouvement ouvrier vis-à-vis du Parti démocrate.

Cette question de la rupture des liens de subordination aux institutions du capital a été également au cœur des discussions de la conférence ouvrière européenne qui s'est tenue les 1<sup>er</sup> et 2 mars 2014 à Paris dans la continuité de la conférence de Tarragone un an plus tôt. D'une conférence à l'autre, s'est ainsi tissé un fil de continuité entre des militants ouvriers de toutes tendances, politiques et syndicaux (parmi lesquels des militants participant à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples), continuité dans la recherche de l'échange, de l'action commune à l'échelle de chaque pays comme au plan continental contre les politiques d'austérité et les pactes que les gouvernements aux ordres de l'Union européenne et du capital financier prétendent imposer. Car, comme l'a dit un camarade dans cette conférence européenne, si l'Ukraine montre à toute l'Europe le visage que lui réservent l'Union européenne et le FMI, si la dislocation ukrainienne rejoint la misère et la faillite imposées au peuple de Grèce par la troïka, et, sous d'autres formes, le sort imposé aux peuples du Portugal, d'Espagne, et tout cela au nom d'une dette qui n'est pas celle des peuples..., il est un autre visage de l'Europe qui émerge : celui qui s'est dessiné dans les premières semaines de janvier en Bosnie. Prenant la parole à la conférence européenne, un camarade slovène, de retour de Bosnie, exposait les faits suivants : « *En Bosnie, la guerre civile de 1992-1995 a fait 100 000 morts, et environ un million et demi de personnes ont quitté la Bosnie comme réfugiés. La Bosnie était auparavant un pays multi-ethnique, multiculturel, multireligieux où tout le monde*

*parlait la même langue. Après la signature des accords de Dayton qui garantissaient la domination américaine dans les Balkans, la Bosnie-Herzégovine a été divisée sur des lignes ethniques en deux républiques, dix cantons et un district. Ainsi morcelée, la Bosnie et l'Herzégovine sont aujourd'hui un véritable protectorat de la prétendue "communauté internationale", avec deux hauts délégués, l'un de l'Union européenne, l'autre des Etats-Unis. Les gens en Bosnie-Herzégovine appellent leur propre pays ainsi redessiné par les accords de Dayton un "Etat Frankenstein". Vingt ans après la signature des accords de Dayton, la Bosnie-Herzégovine est le pays le plus pauvre d'Europe. Plus de 50 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté, 20 % sont considérés comme totalement pauvres. Les deux tiers des jeunes de moins de 30 ans sont au chômage, tandis que le taux de chômage au niveau de toute la population atteint 48 %. Au même moment, environ 50 % des richesses produites en Bosnie-Herzégovine sont utilisées pour financer une administration tentaculaire dont la seule fonction est de diviser les peuples, diviser la classe ouvrière. Mais même dans un tel pays, la classe ouvrière conserve sa vitalité. On l'a vu avec la révolte qui a commencé le 5 février à Tuzla, une ville industrielle de l'est de la Bosnie. La révolte des travailleurs travaillant dans cinq entreprises récemment privatisées a explosé, et en deux jours a fait voler en éclats toutes les institutions issues des accords coloniaux de Dayton. Trois autres entreprises sont très rapidement venues à l'appui des travailleurs révolutionnaires de Tuzla. Ce processus révolutionnaire s'est étendu à tout le pays. Partout les institutions de Dayton ont été brûlées et détruites. Les travailleurs, et la population plus généralement, ont soutenu ce mouvement en criant "Mort aux nationalisme" et : "Nous ne voulons pas de division ethnique". De telles mobilisations rapides et massives de la population, impulsées par la classe ouvrière, sont un espoir pour l'avenir. Cela montre la direction et indique la voie, non seulement pour le mouvement ouvrier en Bosnie, mais pour les Balkans et, de manière plus générale, pour tout le continent. Les maîtres de la Bosnie-Herzégovine ont parfaitement compris le message. Ils ont à leur tour impulsé ce qu'ils appellent des "plénums" de démocratie directe. Mais en fait, les travailleurs de Tuzla ont gardé leurs propres revendications depuis le début. Ils n'avaient pas besoin de ces prétendus plénums bourgeois pour comprendre de quoi ils ont besoin. Leurs mots d'ordre fondamentaux sont : "Non à Dayton, non au nationalisme, arrêt des privatisations, gouvernement du peuple". Les travailleurs de Bosnie-Herzégovine sont parvenus à ébranler l'institution néocoloniale de Dayton et à donner confiance au peuple de Bosnie-Herzégovine et aux peuples des Balkans en général. »*

D'un côté la dislocation ukrainienne ; de l'autre la résurgence d'un mouvement ouvrier capable d'unir toutes les catégories et toutes les communautés dans la Bosnie-Herzégovine, hier saignée à mort par les guerres impérialistes. Cette alternative est posée devant tous les travailleurs et les peuples d'Europe.

Dans cette conférence des 1<sup>er</sup> et 2 mars, nombre de délégués ont fait état de ce qui, selon eux, avait évolué depuis la conférence précédente de Tarragone. Certes, les coups portés par les gouvernements aux ordres de l'impérialisme sont toujours plus violents, toujours plus destructeurs. Certes, la pression n'a pas faibli qui cherche à intégrer les organisations ouvrières aux pactes politiques directement inspirés par l'Union européenne et reliés dans chaque pays. Mais il est non moins incontestable que parallèlement aux processus de Bosnie, on a vu dans de nombreux pays mûrir le mouvement par lequel les travailleurs cherchent à se réapproprier leurs organisations pour imposer, par leur propre lutte de classe, de bloquer l'offensive de destruction et ouvrir la voie à une autre perspective. Ce sont ces délégués italiens faisant état de ce que l'échec du gouvernement Letta résulte de son incapacité à contenir des grèves puissantes

et victorieuses, comme celle qui, à Gênes, a bloqué les privatisations. Ce sont les mouvements de grève qui, au Portugal, en Espagne, ont, là aussi, contraint à des reculs partiels dans la politique de destruction des services publics. C'est, en France, le mouvement qui a conduit les deux principales confédérations, la CGT et CGT-Force ouvrière, appuyées par deux autres organisations syndicales, la FSU et Solidaires, à refuser de s'intégrer dans le pacte de responsabilité que le gouvernement de « gauche » prétendait leur imposer et à appeler à la grève interprofessionnelle le 18 mars 2014. Autant d'initiatives qui montrent ce qui mûrit dans la classe ouvrière et qui constituent autant de points d'appui pour progresser sur cette voie, pour aider la classe ouvrière à prendre ses affaires entre ses mains, à réaliser les conditions de sa propre lutte de classe, intégrant les organisations, imposant leur unité afin de balayer la politique destructrice de l'Union européenne et des gouvernements qui lui sont inféodés.

*C'est pourquoi la conférence de Paris, où se sont retrouvées des délégations de 19 pays, s'est conclu par un appel qui déclare notamment : « Nous, 140 militants ouvriers et responsables appartenant à différentes organisations syndicales et diverses organisations politiques du mouvement ouvrier de 19 pays d'Europe (...), nous nous élevons contre la fable d'une "démocratisation" possible des institutions européennes par un prétendu "Parlement" et nous soutenons de toutes nos forces le rejet de l'Union européenne et de ses institutions qui va s'exprimer le 25 mais prochain (...). L'espoir de la classe ouvrière de tous nos pays réside dans sa propre capacité à se rassembler avec ses organisations, dont l'indépendance aura été préservée, afin d'ouvrir la voie à la mobilisation unie qui triomphera des obstacles qui s'y opposent encore. Nous décidons par tous les moyens dont nous disposons de l'y aider. »*

Encore une fois, il s'agit là d'un premier pas, de premières initiatives. Mais comme l'a souligné un délégué, de même que le mouvement concret des travailleurs dressés contre la privatisation en Bosnie-Herzégovine porte en lui l'abrogation des accords de Dayton, de même le mouvement qui, dans toute l'Europe, cherche à réaliser les conditions de la lutte de classe afin de bloquer la politique des différents gouvernements porte en lui l'abrogation des traités constitutifs de l'Union européenne, balayant les institutions antidémocratiques que sont le Parlement européen, la Banque centrale européenne, ouvrant la voie à la seule réponse possible : les Etats unis socialistes d'Europe plaçant à égalité tous les peuples, toutes les nations, toutes les composantes nationales débarrassés des chaînes de l'oppression et de l'exploitation capitaliste. C'est en ce sens que les militants de la IVe Internationale, respectueux du cadre constitué avec d'autres organisations et d'autres courants, entendent agir sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, aussi bien dans sa lutte de classe immédiate que dans la défense de l'indépendance de ses organisations, ou encore dans le combat pour d'authentiques représentations politiques ouvrières indépendantes, fidèles aux seuls intérêts de classe. Car plus que jamais, la lutte contre la guerre que l'impérialisme impose à un nombre grandissant de nations de par le monde, la lutte contre la guerre dont la généralisation menace l'humanité tout entière ne peut être menée efficacement qu'en allant à sa racine, c'est-à-dire en la liant à la lutte pour en finir avec le régime d'exploitation capitaliste.

**Daniel Gluckstein**

# Ukraine : "révolution" ou dislocation des nations ?

Par Dominique Ferré

Fin février 2014, de Bruxelles à Washington, en passant par Paris, Berlin et Londres, les « grands de ce monde » célèbrent la « révolution » qui, selon eux, en Ukraine, vient de chasser l'ex-président Ianoukovitch (1). Au Kremlin, on fustige le nouveau pouvoir à Kiev, d'autant qu'il « est issu d'une révolte ».

Révolte ? Révolution ? Une révolution, c'est un puissant mouvement venu d'en bas, cherchant à détruire l'ordre politique et/ou social existant et à le remplacer par un autre. Est-ce de cela qu'il s'agit ?

Dans la *Süddeutsche Zeitung* (25 février), Lilia Chevtsova, au nom d'un « think tank » visant à la promotion des intérêts des Etats-Unis, le Carnegie Endowment for International Peace, et s'enthousiasmant à la perspective que l'Ukraine rejoigne bientôt l'OTAN, déclare :

*« L'Ukraine a montré qu'elle était le maillon faible de la chaîne post-soviétique. Chacun doit avoir à l'esprit que de tels soulèvements populaires sont possibles dans d'autres pays. (...) Chacun peut espérer que les Ukrainiens ne seront pas déçus à nouveau par l'Europe, et aussi que les forces démocratiques en Russie (2) seront capables de surmonter leur actuelle déception vis-à-vis de l'Europe. »*

Et dame Chevtsova de s'extasier sur l'action des « groupes radicaux », citant notamment le groupe ouvertement pronazi « Pravyi Sektor » (3). La veille, c'est l'ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski, qui, dans le *Financial Times*, écrit que :

*« Tôt ou tard, la Russie devra suivre, sous peine de s'isoler et de devenir une relique impériale en stagnation. »*

Même son de cloche du côté de l'agence d'information privée Stratfor (connue pour

être étroitement liée aux services secrets américains) :

*« L'Occident veut faire fructifier le succès de son soutien aux protestataires antigouvernementaux en Ukraine à une échelle plus large, dans une campagne dans toute la région. »*

Ces porte-parole de l'impérialisme mondial, commentant les événements ukrainiens, ont non seulement les yeux tournés vers « l'est », mais aussi vers « l'ouest ». « Les crises ukrainiennes donnent à l'Union européenne l'occasion de redonner du sens

---

(1) Considéré quelques heures avant sa fuite en Russie comme un interlocuteur respectable par l'Union européenne, en particulier par les ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais qui ont négocié durant six heures un accord entre lui et les représentants de l'opposition le 21 février.

(2) Notons qu'il n'y a pas qu'en Ukraine où l'impérialisme américain va chercher des supplétifs dans les forces les plus réactionnaires semi-fascistes. En Russie, l'une des figures de « l'opposition démocratique » au régime de Poutine, invitée en 2008 à rapporter sur « la corruption en Russie » devant le Congrès des Etats-Unis, n'était autre qu'Alexeï Navalny. « *Blogger anticorruption* » médiatique, et auteur de la célèbre formule qualifiant le parti du Kremlin, de « parti des escrocs et des voleurs », il est aussi un habitué de la manifestation raciste annuelle appelée la « Marche russe », où l'on fait le salut nazi sous le drapeau impérial noir-jaune-blanc. Il est aussi l'auteur du slogan raciste « *Assez de nourrir le Caucase* ». Et ces gens-là vous parlent de démocratie !

(3) Il est vrai qu'en régime capitaliste, chaque dollar n'est investi que s'il peut rapporter un « retour sur investissement » au propriétaire de capital. Le 13 décembre 2013 à Washington, lors d'une conférence de l'US-Ukraine Foundation, Victoria Nuland, du Département d'Etat américain, a informé que son gouvernement a investi 5 milliards de dollars dans le financement de l'opposition « démocratique » en Ukraine, à travers des ONG diverses. Un phénomène qui existe dans le monde entier.

à son projet et de la fierté à ses citoyens », écrivent *Les Echos*, le quotidien du capital financier en France. Soulignant le choix de la date de l'élection présidentielle anticipée en Ukraine, fixée le 25 mai, date des élections au « Parlement » européen dans les pays de l'Union européenne, le quotidien ajoute : « *Se peut-il que (...) les Ukrainiens votent pour les valeurs de l'Europe, au moment même où des citoyens de l'Union, par leur vote ou leur abstention, expriment leur défiance à l'égard du projet européen ?* »

Ces quelques déclarations (4) indiquent à quel point, pour l'impérialisme mondial, et singulièrement pour l'impérialisme américain, les événements en Ukraine s'inscrivent pleinement dans la politique de dislocations des nations, conséquence du régime failli de la propriété privée des moyens de production. Une politique qui, sous le nom de « Nouveau Moyen-Orient » ici, de conflits prétendument « ethniques » ailleurs, de remise en cause de la souveraineté nationale, frappe le monde entier.

La dislocation en cours de l'Ukraine, indiquent ces porte-parole de l'impérialisme, doit donc servir de tête de pont pour une nouvelle offensive visant à la dislocation et au pillage de la Russie. Elle doit tout autant être utilisée comme un élément de pression et de terreur contre la lutte de classe qui, dans chaque pays de l'Union européenne, voit les travailleurs chercher à se saisir de leurs organisations pour se dresser contre la politique de destruction des gouvernements mettant en œuvre les plans de l'Union européenne, de la BCE et du FMI (la « troïka »).

---

## L'UKRAINE EN VOIE D'ÉCLATEMENT ?

---

Les nombreuses déclarations des dirigeants américains et de l'Union européenne, prétendant vouloir « *maintenir l'intégrité territoriale* » de l'Ukraine, sont une pure hypocrisie : au moment où ces lignes sont écrites, le processus de dislocation de l'Ukraine est d'ores et déjà engagé. Et même s'ils ne maîtrisent pas tous les processus d'éclatement qu'ils ont eux-mêmes déclenchés, ces dirigeants en sont pleinement responsables.

Dès le lendemain de la fuite de Ianoukovitch, la Rada suprême (Parlement) — la

même assemblée qui, hier, prêtait allégeance à Ianoukovitch — adoptait une batterie de projets de loi tous plus réactionnaires les uns que les autres, préparant les conditions d'une guerre civile de décomposition. Parmi ces mesures, attirons l'attention sur l'abrogation de la loi Kolesnichenko sur les langues officielles. Cette loi établissait que dans chaque région ou département comprenant au moins 10 % de la population locale parlant une autre langue que l'ukrainien (dans la majorité des cas la langue russe, mais aussi les langues hongroise, roumaine, etc.), cette deuxième langue était reconnue comme langue officielle, au même titre que l'ukrainien.

L'Ukraine actuelle, issue de l'éclatement de l'Union soviétique et d'une longue histoire auparavant (lire encadré), est composée majoritairement d'une population ukrainienne, mais aussi de minorités nationales (Russes — eux-mêmes majoritaires en Crimée —, Hongrois, Tatars de Crimée...). Sans même parler de ces minorités nationales qui parlent leur propre langue, environ la moitié de la population ukrainienne elle-même ne parle pas la langue ukrainienne comme langue maternelle, mais le russe. Quelles que soient les limitations de la loi Kolesnichenko, le fait de reconnaître comme langue officielle d'autres langues que l'ukrainien était la reconnaissance d'un droit démocratique fondamental, et donc un facteur d'unité nationale de l'Ukraine, nation reconnaissant toutes les langues de ses citoyens, y compris des minorités nationales non ukrainiennes.

Concrètement, l'abrogation d'une telle loi rend la vie impossible pour tout citoyen ukrainien, non « ukrainophone », qu'il soit de nationalité ukrainienne mais russophone, qu'il soit membre d'une minorité nationale (russe, tatare, hongroise...), soit près de la moitié de la population, le moindre document administratif étant rédigé ou devant être rédigé dans une langue qu'il ne maîtrise pas

---

(4) Signalons également l'utilisation faite de ce qui se passe en Ukraine par l'impérialisme, du Venezuela, où des manifestations de rue contestent la politique du gouvernement Maduro... jusqu'à l'Algérie, à la veille de l'élection présidentielle à haut risque. Le quotidien français exprimant le mieux les intérêts de l'impérialisme américain, *Le Monde*, écrit, menaçant, le 26 février : « *Les Algériens (...) voient ailleurs dans le monde, des dirigeants élus balayés en quelques semaines.* »

ou insuffisamment. En décidant d'abroger une telle loi, le nouveau pouvoir ukrainien et ses « parrains » de Bruxelles et Washington décident sciemment de fabriquer, à brève échéance, ce que les médias présenteront demain hypocritement comme un « conflit ethnique » (5).

---

### DISLOCATION DES NATIONS ET FMI : DE L'EX-YOUGOSLAVIE À L'UKRAINE

---

Au moment même où cet article est rédigé, tous les ingrédients d'une explosion généralisée de l'Ukraine sont rassemblés. Une semaine avant la chute de Ianoukovitch, les milices armées du parti d'extrême droite Svoboda (6) avaient déjà pris le pouvoir dans toutes les grandes villes de l'ouest. A l'est du pays, où la population ukrainienne est majoritairement russophone, bastion traditionnel des « clans » qui soutenaient Ianoukovitch, des gouverneurs menacent, en réaction, de ne plus obéir aux ordres du pouvoir central. A Kiev, où les milices du « Maïdan », y compris les groupes comme « Pravyi Sektor », qui défilent sous le signe de la croix gammée, viennent d'être intégrées aux forces de l'ordre, on appelle à la constitution de colonnes armées pour aller « libérer » l'est du pays et la Crimée...

En Crimée, la situation est explosive. Cette presqu'île sur la mer Noire, que Nikita Khrouchtchev fit rattacher à l'Ukraine en 1954, est peuplée majoritairement de Russes, mais abrite également une forte minorité tatare (turcophone et musulmane), déportée massivement sur ordre de Staline en 1944 (7). En réaction aux lois réactionnaires du nouveau gouvernement de Kiev, des dizaines de milliers de Russes de Crimée, poussés par les autorités locales (dont la nature mafieuse ne se distingue en rien du pouvoir à Kiev), demandent leur rattachement à la Russie. De premiers affrontements mortels viennent d'avoir lieu entre Russes et Tatars (8). La veille du départ de Ianoukovitch, le journal, proche de l'opposition d'alors, *Oukraïnskaïa Pravda*, publiait un rapport du SBOu (l'ex-KGB ukrainien) annonçant une explosion imminente du pays. Une semaine après, tous les ingrédients sont rassemblés. Pourquoi ?

Répétons-le, pas plus en Ukraine qu'en Syrie, en Irak ou dans l'Afrique des Grands

Lacs, les « apprentis sorciers » au sommet de l'impérialisme américain — lui-même en crise — ne sont toujours pas en mesure de maîtriser des processus qu'ils ont pourtant déclenchés, et avec lesquels ils ont cherché à « jouer » jusqu'à un certain point. Mais une chose est certaine, si l'Ukraine s'engageait dans la voie qu'ont connue, il y a plus de vingt ans, les républiques de l'ex-Yougoslavie, comme en 1991, seul l'impérialisme et tous ceux qui ont accompagné ses plans, pourrait en être tenu pour responsable. Les prétendues « haines ancestrales » et « ethniques » que ne manqueront pas d'invoquer les mêmes « apprentis sorciers » devront être rejetées comme de pures fabrications.

Une telle explosion de l'Ukraine, entraînant inévitablement celle des pays avoisinants et de la Russie, aurait bien entendu des conséquences encore plus tragiques que la dislocation — organisée par les grandes puissances impérialistes et leurs relais dans

---

(5) Parmi les autres lois réactionnaires, signalons la loi n° 4176 qui abroge l'article 436-1 du Code pénal, qui punissait l'apologie des crimes des nazis et de leurs collaborateurs. Une provocation, dans un pays qui a payé cher l'occupation nazie. Le député Yarovsky, du parti de Timoshenko, qui a déposé le projet de loi, fut membre du Parti communiste de l'Union soviétique de 1981 à 1990, et collaborateur dès 1972 du 5<sup>e</sup> bureau du KGB, spécialisé dans la lutte contre le « nationalisme ukrainien ».

(6) Svoboda, l'un des trois principaux partis du nouveau gouvernement ukrainien, héritier des collaborateurs des nazis, revendique l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'OTAN. Ses dirigeants qualifiaient le régime de Ianoukovitch de « clique de youpins et de Moskali » (terme péjoratif ukrainien désignant les Russes).

(7) Après avoir signé le pacte germano-soviétique avec Hitler, décapité l'Armée rouge avec le procès des généraux, désorganisé la défense de l'URSS, facilitant l'agression nazie du 22 juin 1941, la bureaucratie stalinienne se déchâna brutalement contre des peuples entiers de l'URSS, accusés de façon mensongère de « collaboration avec l'ennemi », selon le principe stalinien de la « responsabilité collective ». Les Tatars de Crimée, comme les Allemands de la Volga, les Coréens, les Tchétchènes, les Kalmouks, les Grecs, etc., furent déportés en quelques heures en Sibérie ou dans les steppes d'Asie centrale. La condamnation collective des Tatars de Crimée pour un crime qu'ils n'avaient pas commis ne fut levée qu'en 1967, et ils durent se mobiliser contre la bureaucratie, des années durant, pour le droit de retourner en Crimée.

(8) S'ils se poursuivaient, de tels affrontements pourraient avoir des répercussions immédiates en Russie, où deux millions de Tatars peuplent la République du Tatarstan (capitale Kazan), sujet de la Fédération de Russie.

la bureaucratie « socialiste » — de l'ex-Yougoslavie en 1991-1994. Il y a cependant un parallèle qui doit être d'emblée établi avec ce qui s'est produit dans les Balkans. Lorsque la Fédération yougoslave a éclaté, écrivait alors Criton Zoakaos, économiste à Polyeconomics :

*« Quand la thérapie de choc initiale du FMI (9) a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtue par le désordre social ne fut pas celle des tensions ethniques, mais celle de grèves massives, répétées et d'autres actions ouvrières. (...) Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail. »*

---

## LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT IATSENIOUK : "BIENVENUE EN ENFER !"

---

Ne sommes-nous pas là au cœur du problème ? Revenons quelques mois en arrière. Les manifestations — connues sous le nom d'EuroMaïdan — ont commencé lorsque le président Ianoukovitch et son gouvernement, qui étaient jusque-là partisans de la signature d'un « accord d'association » avec l'Union européenne, ont fait volte-face à la mi-novembre, préférant une offre du gouvernement russe (un crédit de 15 milliards de dollars).

Il n'est pas inutile cependant de rappeler que cet « accord d'association », comme en Tunisie ou ailleurs, supposait la mise en œuvre d'une batterie de mesures d'une brutalité sans nom, dictée par le FMI, allant du gel des salaires et des retraites à l'augmentation vertigineuse du prix du gaz pour les ménages. Le journal français pro-Union européenne *Le Monde*, l'avouait lui-même :

*« L'aide financière offerte par Bruxelles (610 millions d'euros) est quantité négligeable. Pour ne rien arranger, l'argent aurait été déboursé à condition que Kiev adhère au programme de réformes du Fonds monétaire international (FMI) pour redresser l'économie aux abois. (...) Tout rapprochement (avec l'Union européenne) impliquait son lot de "réformes structurelles", d'effort de désendettement, de rigueur budgétaire. Angela Merkel avait prévenu. »*

Bref, la même politique que celle qui frappe brutalement les masses, de Lisbonne à Athènes, sous l'égide de la troïka.

Le « nouveau » pouvoir mis en place à Kiev après la fuite de Ianoukovitch vers la Russie n'a pas fait durer le suspense très longtemps sur son programme et ses intentions. Arseniy Yatseniouk est devenu le nouveau Premier ministre le 26 février... C'est exactement ce qu'avait proposé, dès le 6 février, la représentante du Département d'Etat américain, Victoria Nuland, dans une conversation téléphonique avec l'ambassadeur américain à Kiev — conversation enregistrée à leur insu et rendue publique, probablement par les services secrets russes. Yatseniouk a déclaré :

*« Nous allons devoir prendre des mesures extrêmement impopulaires, parce que le gouvernement et le président précédents étaient tellement corrompus que le pays est dans une situation financière désespérée. Nous sommes au bord du désastre, et ce gouvernement est un gouvernement de kamikazes. Bienvenue en enfer ! »*

La veille de l'annonce officielle de la composition du gouvernement, un groupe de militants ukrainiens (10) indiquait :

*« Le Premier ministre, Arseniy Yatseniouk, dont la candidature a été activement soutenue par les bureaucrates de l'Union européenne (Elmar Brock), a déclaré : "L'occident va nous aider à sortir de la crise... Nous demandons une aide immédiate de nos partenaires européens. Le programme du FMI devrait être mis en œuvre immédiatement." Nous rappelons que la condition du prêt du FMI est l'augmentation des impôts pour la population au niveau des prix mondiaux, la réduction des acquis sociaux et l'accélération des réformes néolibérales. Cette déclaration de Yatseniouk signifie que ce gouvernement entendra la voix des institutions financières internationales, mais pas la voix du peuple. La participation à ce gouvernement d'une personnalité aussi symbolique que Viktor Pinzenyk — le "père spirituel" et "parrain" des privatisations-pillage — montre quelle sera l'orientation de la politique économique de ce gouvernement : un maximum de capitalisme libéral, et un minimum d'Etat social. (...) L'information selon laquelle les dirigeants de structures (suite page 18)*

---

(9) FMI avec qui l'ancienne bureaucratie yougoslave avait passé des accords de subordination dès les années 1970.

(10) Communiqué (25 février) de l'organisation « Borotba », qui se réclame du socialisme, constituée en 2011.

## Ukraine : quelques repères

Sans la moindre prétention de tracer ici l’histoire de l’Ukraine, signalons simplement que cet Etat de 46 millions d’habitants, issu de l’éclatement de l’Union soviétique (1991) tire ses origines du premier Etat slave fondé au X<sup>e</sup> siècle, la « Rouss’ », qui est également l’origine de la Russie elle-même, et dont l’aristocratie et la population se convertirent au christianisme sous l’influence de l’Empire romain d’Orient (Empire byzantin) voisin. Cet Etat entre en déclin et disparaît au XII<sup>e</sup> siècle sous les coups des invasions des peuples nomades d’origine tataro-mongole. A la suite de ces invasions, le territoire de l’Ukraine actuelle va être successivement dominé et partagé par différentes puissances voisines : la Lituanie et la Pologne, l’Empire d’Autriche-Hongrie (à l’ouest) et l’Empire tsariste russe à l’est au XVIII<sup>e</sup> siècle. L’Empire tsariste russe, « prison des peuples » comprenant plus de cent nations, opprime la nation ukrainienne, ne reconnaissant ni sa langue, ni sa culture, ni son existence même. Lénine et le Parti bolchevique, combattant pour le « droit des nations à disposer d’elles-mêmes » en particulier dans l’Empire russe, combattent impitoyablement, dans le mouvement ouvrier de l’Empire toute adaptation au chauvinisme russe de grande-puissance, pour les droits démocratiques des nations opprimées (y compris le droit de se séparer de la Russie), condition pour l’unité du prolétariat quelle que soit sa nationalité. Lorsque la révolution de février 1917 balaye le tsarisme, une république est proclamée en Ukraine. Mais les nationalistes bourgeois ukrainiens, en s’alliant à une puissance impérialiste (l’Allemagne) en 1918, inaugurent une longue tradition réactionnaire qui en fait les jouets des grandes puissances, de la collaboration avec les nazis en 1941 à la soumission à l’OTAN aujourd’hui.

Après la révolution d’octobre 1917, la guerre civile et l’intervention des armées impérialistes ravagent l’Ukraine, une République soviétique est constituée, fédérée dans l’URSS en 1922. Un immense développement de la langue, de la culture, de l’économie de la nation ukrainienne a lieu dans ce cadre. La dégénérescence de l’Etat ouvrier constitué en 1917 va prendre, en Ukraine, la forme du retour brutal du chauvinisme russe : les dirigeants communistes ukrainiens sont éliminés au nom de la lutte contre leur prétendu « nationalisme ». La collectivisation forcée, la famine qui en découle et les méthodes brutales de la bureaucratie mettent en péril le pouvoir soviétique. Lors de l’agression de l’impérialisme hitlérien contre l’URSS (22 juin 1941), un « nationaliste » nommé Stepan Bandera rédige la « proclamation d’indépendance » de l’Ukraine, s’engageant à collaborer « avec la grande Allemagne national-socialiste, sous la direction de son chef Adolf Hitler, qui est en train d’instaurer un ordre nouveau en Europe ». L’Organisation des nationalistes ukrainiens-Armée insurrectionnelle d’Ukraine de Bandera (dont les drapeaux rouge et noir ont fleuri sur le Maïdan en 2013-2014) jouera le rôle de supplétif des nazis, liquidant les partisans, les Juifs, les Hongrois, les Polonais, les Tsiganes... C’est de cette tradition ultra réactionnaire dont se réclame le parti « Svoboda » aujourd’hui, qui s’appelait encore il y a peu le « Parti national-social d’Ukraine ».

Lors du II<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (1948), aimait à raconter notre camarade Pierre Lambert, le militant ukrainien Babenko expliqua que lors de l’invasion nazie, les paysans ukrainiens — qui avaient souffert de la collectivisation forcée — n’accueillirent pas les troupes allemandes avec hostilité. Quelques semaines après pourtant, raconta Babenko, apparaissaient les premiers groupes de partisans qui regroupèrent très vite des centaines de milliers de membres en Ukraine et en Biélorussie, réaction à la tentative de l’envahisseur de rétablir la propriété privée, sous la forme de la réduction en esclavage des peuples soviétiques. Une illustration

de ce que « *les conquêtes d'octobre 1917 vivent dans la conscience des masses* » (Léon Trotsky). Le peuple ukrainien et les autres peuples soviétiques paieront au prix fort de 23 millions de morts leur victoire contre le fascisme hitlérien.

Outre leurs liens historiques, Russie et Ukraine (comme les autres pays de l'URSS) sont liées par l'ensemble du développement industriel, agricole, culturel que l'expropriation du capital a rendu possible, malgré la domination bureaucratique et l'isolement international. La bureaucratie, « *courroie de transmission de l'impérialisme* » dans l'Etat ouvrier dégénéré (selon la caractérisation marxiste de Léon Trotsky), allant jusqu'au bout de sa nature « *restaurationniste* » (ouvrant la voie à la restauration du capitalisme pour transformer des privilèges de caste en propriété privée) détruit l'Union soviétique en 1991. Les Etats « *indépendants* », dont l'Ukraine, qui en sont issus, à la tête desquels on retrouve les anciens bureaucrates reconvertis à « *l'économie de marché* » (Elsine en Russie, Kravtchouk, puis Koutchma en Ukraine, etc.) passent sous la coupe du FMI. A l'hiver 2004-2005, la « *révolution orange* », s'appuyant sur les ONG financées par les Etats-Unis, met en place un gouvernement (Viktor Ioushenko, Ioulia Timochenko) soutenu par les Etats-Unis. L'impopularité du gouvernement de Ioulia Timochenko favorise l'élection de Ianoukovitch, ancien ministre de Koutchma, s'appuyant sur quelques clans d'oligarques mafieux implantés à l'est du pays (région de Donetsk). Après avoir été le plus fervent partisan de la signature d'un « *accord d'association avec l'Union européenne* », Ianoukovitch fait volte-face à la veille du sommet européen de Vilnius (27-28 novembre 2013), préférant un accord avec le gouvernement russe de Poutine qui offre un crédit de 15 milliards de dollars à l'Ukraine.

Peuplé majoritairement d'Ukrainiens, tant locuteurs de l'ukrainien que du russe, le pays compte également des minorités russe (majoritaire en Crimée), hongroise, roumanophone, tatare de Crimée, biélorusse, etc. Historiquement appelée le « *grenier à blé* » de l'Empire russe, puis de l'Union soviétique, compte tenu de son agriculture, l'Ukraine est un pays industriel (mines, métallurgie, sidérurgie) qui compte une classe ouvrière nombreuse.

*ouvertement nazies comme "Pravyi sektor" seront intégrées au SBOu (Sécurité d'Etat — NDR) et au ministère de l'Intérieur, les tentatives d'interdire les "activités communistes" et les pressions sur les médias illustrent le caractère répressif et antidémocratique de ce gouvernement. »*

Soulignons le caractère totalement inféodé aux institutions de l'impérialisme, Union européenne et FMI, de ce gouvernement. Et la signification de la présence à un poste important de Viktor Pynzenyk, considéré comme le « *père des privatisations* » et de la « *thérapie de choc* » du début des années 1990. Cet individu, dès 2010, suggérait à l'ambassadeur américain (11) quelques mesures d'urgence à prendre, parmi lesquelles « *l'augmentation de l'âge du départ en retraite, le triplement du prix du gaz pour les ménages, la privatisation de toutes les mines de charbon, l'arrêt de toutes les subventions d'Etat :*

*primes de naissance, repas gratuits, fournitures scolaires, etc. »*

Un véritable programme de guerre sociale — qui, en même temps, indique que malgré vingt-trois ans de privatisations-pillage mafieuses, la classe ouvrière ukrainienne a, par sa résistance, maintenu un certain nombre d'acquis qui la fondent comme classe (retraites, propriété d'Etat des mines et d'une partie de l'industrie, avantages sociaux), héritage non encore détruit des « *conquêtes d'octobre 1917* ». Comme hier en ex-Yougoslavie, pour reprendre la phrase cynique de l'économiste cité plus haut, on comprend pourquoi il est nécessaire, pour l'impérialisme, que le « *nettoyage ethnique* » accompagne la « *thérapie de choc du FMI* ».

(11) Dans un câble diplomatique rendu public par « *WikiLeaks* ».

---

## RETOUR SUR LES CONDITIONS DE LA DISLOCATION DE L'URSS IL Y A VINGT-TROIS ANS

---

Pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, cette dislocation-décomposition ramène aux conditions mêmes dans lesquelles l'Union soviétique s'est effondrée il y a vingt-trois ans. On ne peut être que frappé par le fait que, en Ukraine comme en Russie, au Kazakhstan, en Moldavie, en Biélorussie, etc., la couche sociale dominante et les différents régimes qui la représentent depuis vingt-trois ans, tire ses origine dans la bureaucratie de l'URSS elle-même.

Il n'est pas le lieu ici de rappeler quelle furent les raisons de la dégénérescence de l'URSS et la nature de cette bureaucratie, sa place comme « *courroie de transmission de l'impérialisme* »... La IV<sup>e</sup> Internationale tire ses racines du combat de Léon Trotsky et de l'Opposition de gauche dans le Parti bolchevique, contre la dégénérescence de la révolution d'Octobre. Au prix de l'extermination physique de dizaines de milliers d'entre eux, les bolcheviks-léninistes ont combattu, aux côtés des ouvriers et paysans soviétiques, pour la révolution politique pour renverser la bureaucratie — partie intégrante de l'unité mondiale de la lutte de classe. Elle a combattu en URSS et à l'est de l'Europe, contre la « restauration capitaliste ». Lorsque, allant jusqu'au bout de sa capitulation devant l'impérialisme mondial, la bureaucratie de l'URSS a décidé de saborder l'Union soviétique en 1991, la IV<sup>e</sup> Internationale écrivait :

*« A la paupérisation vertigineuse de la population laborieuse s'oppose le train de vie luxueux d'une petite couche de margoulins et de mafieux issus de l'appareil, qui, sous le couvert du "bloc des démocrates", tentent de brader les richesses du pays pour s'emplier les poches de commissions diverses au passage » (La Vérité, décembre 1991).*

Et nous ajoutons :

*« Le caractère bourgeois de la bureaucratie se révèle aujourd'hui de façon presque caricaturale dans la manière avec laquelle elle cherche à réintégrer le giron de la bourgeoisie mondiale. Cet ultime stade de son développement ne lui fait perdre à aucun degré (au contraire) son origine et sa nature parasitaire. Elle*

*ne peut pas même devenir une bourgeoisie croupion. Elle n'a pas les moyens (ni l'ambition) de constituer un capital national. Même si les mafieux de l'économie parallèle injectaient leurs 150 milliards de roubles qui, en tout état de cause, ne s'investiraient que dans les secteurs spéculatifs, la crise énorme de liquidités qui frappe de plus en plus brutalement l'économie mondiale et fonde les plans de sacage du FMI interdit tout espoir d'investissement à la hauteur d'une fraction, même modeste, des gigantesques besoins de l'économie soviétique. Il ne reste donc aux mafieux jaillies des entrailles mêmes de l'appareil qu'à compter les dividendes de sa subordination politique à l'impérialisme américain et les pourboires de la privatisation. La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche annexe et supplétive de l'impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoulins, de traficoteurs, de mafieux prête à se vendre et à vendre la propriété d'Etat au plus offrant, et même à ceux qui n'offrent à peu près rien » (La Vérité, décembre 1991).*

N'avons-nous pas là une caractérisation, tout à la fois des Ianoukovitch et des « clans » sur lesquels il s'est appuyé... et de ceux qui soutiennent aujourd'hui le « nouveau pouvoir » en place à Kiev ? Mais aussi des groupes « d'oligarques » sur lesquels s'appuie le Kremlin en Russie, ou encore de la couche sociale sur laquelle s'appuie le régime de Nazarbaïev (ancien secrétaire général du PC du Kazakhstan et président du Kazakhstan « démocratique » et « indépendant » depuis 1991 [12]) ?

---

(12) Au Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev et son régime ont fait tirer, le 16 décembre 2011, sur des ouvriers du pétrole grévistes. Seize morts et des dizaines de blessés ont été reconnus officiellement. Sept dirigeants de la grève, dont une femme, Rosa Touletaeva, ont été condamnés à des peines allant jusqu'à sept ans de prison. Au fait, où sont nos grands « démocrates » et les médias à leur botte, prompts à dénoncer les « dictatures » ? Ils se taisent honteusement... Car le Kazakhstan de Nazarbaïev a ouvert grand ses portes aux investisseurs et aux multinationales, américaines, françaises, britanniques...

---

## “UNE CASTE DE MARGOULINS, DE TRAFICOTEURS, DE MAFIEUX PRÊTE À SE VENDRE”

---

Le brillant parcours de l'ex-égérie de la « révolution orange » en Ukraine, Ioulia Timochenko, libérée de sa résidence surveillée à la suite des accords signés par Ianoukovitch et l'Union européenne le 21 février, est saisissant.

Comme le souligne un journaliste français (13) qui en dresse le portrait,

*elle « n'a pas mis longtemps à assimiler toutes les subtilités de la finance internationale. Un an après l'indépendance du pays, elle crée à Chypre, le 8 octobre 1992, la société Somolli Enterprises, qui va rapidement accueillir 140 millions de dollars. La manne provient de United Energy Systems of Ukraine, une compagnie justement dirigée par Ioulia Timochenko qui achète du gaz à la Russie et le distribue dans la région de Dnipropetrovsk. Elle a été placée à ce poste stratégique par Pavel Lazarenko, ministre de l'Énergie, puis Premier ministre de l'Ukraine en 1996-1997. (...) Ioulia Timochenko, la trentaine, est alors brune, sans ses tresses typiques. “Elle a été relookée depuis par des conseillers occidentaux, sans doute des Américains, pour jouer les paysannes ukrainiennes”, constate Emilia Nazarenko, correspondante à Genève du quotidien ukrainien Den. Avant de devenir l'égérie de la révolution orange, Ioulia Timochenko penchait davantage pour le grand voisin russe. Quant à Pavel Lazarenko, soupçonné de détournements de fonds, il préfère prendre la fuite. En décembre 1998, il est arrêté à Bâle (Suisse) en possession d'un passeport... panaméen. Le juge d'instruction genevois Laurent Kasper-Ansermet, en charge du dossier, est contraint de jouer au Petit Poucet pour tenter de localiser les fonds détournés. L'argent part de Chypre vers quatre cantons suisses, Fribourg, Genève, Vaud et Zurich. (...) Arrêté ensuite aux États-Unis, l'ancien Premier ministre écope de neuf ans de prison en 2006 en Californie, également pour “blanchiment”. Au départ, Ioulia Timochenko apparaît dans la procédure américaine comme “co-conspiratrice”, mais, fort curieusement, elle est ensuite blanchie. Il est vrai qu'entre-temps en Ukraine, à la tête du Bloc Ioulia Timochenko — une coalition de partis de centre droit —, elle est devenue l'égérie de*

*la révolution orange, considérée comme pro-occidentale.»*

Le caractère mafieux de cette couche sociale — expression de la pourriture du « marché mondial » capitaliste — s'explique par le fait que la « restauration capitaliste » par la bureaucratie en 1991 s'est faite dans des conditions où la décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production ne pouvait aboutir à la constitution de véritables bourgeoisies, ni en Russie, ni en Ukraine, ni ailleurs, mais à transformer l'ex-bureaucratie en une couche bourgeoise, mafieuse et comprador, qui, tout en se soumettant à l'impérialisme mondial, peut être également amenée, par instinct d'autopréservation, à mener une politique qui ne coïncide pas totalement aux besoins de l'impérialisme mondial et de l'impérialisme américain en particulier.

C'est cela qui explique que Ianoukovitch et les « clans » qu'il représente, avant-hier partisans acharnés de « l'accord d'association » avec l'Union européenne, ont hier fait volte-face et choisi « l'offre russe ». C'est aussi pour la même raison que Poutine et son régime, et la couche qu'il représente, ont considéré qu'il était de leur intérêt que l'Ukraine ne se tourne pas vers l'Union européenne et qu'ils ont donc fait cette offre.

---

## PRÉPARER UNE DEUXIÈME ÉTAPE : LA DISLOCATION ET LE PILLAGE DE LA RUSSIE

---

Poutine se souvient que la dernière vague de « l'élargissement à l'est de l'Union européenne » (en 2004-2005) s'est immédiatement traduite par l'adhésion de tous ces pays (pays baltes, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, puis Roumanie et Bulgarie) à l'OTAN, encerclant les frontières occidentales de la Russie d'une ceinture de bases militaires américaines. Une Ukraine disloquée, « yougoslavisée », serait pour l'impérialisme un puissant levier tourné contre la Fédération de Russie. Rappelons que l'ancien conseiller du président Carter déjà cité, Brzezinski,

(13) *Le Point*, 27 février 2014.

écrivait — au compte de cercles dirigeants de l’impérialisme américain — en 1997, à propos de l’Ukraine que celle-ci est un « *pivot stratégique* », c’est-à-dire un pays qui n’a aucun intérêt en soi, mais qu’il faut séparer définitivement de la Russie car, « *sans l’Ukraine, la Russie ne peut prétendre devenir un empire eurasiatique* ». Après l’Ukraine, écrivait Brzezinski, il faut préparer une deuxième étape : la dislocation de la Russie elle-même :

*« Compte tenu de la taille du pays et de sa diversité, un système politique décentralisé et une économie de marché libre réaliserait les conditions idéales pour faire fructifier (...) les vastes ressources naturelles de la Russie. Une Confédération de Russie — composée d’une Russie européenne, d’une République sibérienne et d’une République d’Extrême-Orient — serait également plus bénéfique pour développer des relations économiques plus étroites avec ses voisins. Chacune de ces entités confédérées sera mieux à même de développer le potentiel créatif local, étouffé pendant des siècles par la lourde patte bureaucratique de Moscou. Ainsi, une Russie décentralisée sera moins susceptible de faire valoir ses prétentions impériales »* (Géostratégie pour l’Eurasie, *Foreign Affairs*, 1997).

Ce qui est en jeu, derrière cela, ce sont les immenses ressources naturelles, minières, gazières et pétrolières de la Russie. C’est la « Russie utile », comme, en 1993, la Brookings Institution parlait de l’Afrique « utile » (ses richesses) et « inutile » (les Africains).

Ce qui est en jeu, c’est une deuxième étape du pillage de la Russie, car la vague de privatisations-pillage des années 1990 (sous Eltsine) n’a pas pu aller jusqu’au bout, compte tenu de la résistance de la classe ouvrière de Russie, qui, comme en Ukraine, au Kazakhstan, en Biélorussie, s’est accrochée bec et ongles à ses usines, ses écoles, ses hôpitaux, ses logements, etc. (ce que nous appelons les « conquêtes d’Octobre 1917 »).

Ce n’est pas un scénario de « sciences fiction » : quand le milliardaire Khodorkovski, dirigeant du consortium pétrolier étatique Ioukos et alors « protégé » du Kremlin, a voulu passer un accord direct, dans le dos du Kremlin, avec la multinationale américaine ExxonMobil, le Kremlin l’a jeté dix ans en prison. Voilà pourquoi Brzezinski

veut se débarrasser de « la lourde patte bureaucratique de Moscou ».

---

### POUTINE APPELLE À “POURSUIVRE LE TRAVAIL AVEC L’UKRAINE, LE FMI, LE G 8”

---

Cela signifie-t-il qu’il faudrait avoir la moindre illusion sur le fait que Poutine et son régime s’opposent à l’impérialisme, qu’ils le combattent ? En 2004, lorsque la « révolution orange » a une première fois chassé un pouvoir corrompu issu de la bureaucratie pour le remplacer par un autre, tout aussi corrompu mais donnant plus de gages d’allégeance aux institutions internationales du capital, nous écrivions :

*« Poutine est un agent américain. Mais c’est un agent américain qui, pour les besoins de sa propre survie politique, doit préserver un certain nombre de prérogatives, y compris du point de vue de son pouvoir bureaucratique-militaire, appuyé sur le pillage et la destruction du pays, ce qui peut le mettre en contradiction avec les besoins immédiats et la politique de l’impérialisme américain. »*

Et nous ajoutions :

*« Personne ne peut nier qu’il y a une explosion aujourd’hui en Ukraine qui peut conduire au démantèlement, non seulement de la nation ukrainienne, mais de l’Europe tout entière. (...) Nous avons expliqué depuis dix ans en Ukraine, que la nature même de la bureaucratie stalinienne ne pouvait que conduire, non pas à la restauration capitaliste, mais à cette politique de démantèlement des nations, de pillage du pays, de la destruction de la force de travail et de sa destruction physique »* (14).

Ces affirmations restent profondément vraies. Certes, Poutine, Medvedev et d’autres multiplient les déclarations contre l’ingérence américaine et l’opération de dislocation de l’Ukraine, accueillent en Russie Ianoukovitch (comme ils ont accueilli l’ancien président du Kirghizstan Akaïev, après la prétendue « révolution

---

(14) Extraits d’un rapport présenté le 28 novembre 2004 à la direction nationale de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, aujourd’hui courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant (POI).

des tulipes » de mars 2005, sur le modèle de la « révolution orange » et ordonnent des exercices militaires. Ils le font pour préserver leur marge de manœuvre, comprenant — comme en septembre 2013 en Syrie, lorsqu'une proposition diplomatique russe a « sauvé » Obama empêtré jusqu'au cou dans la crise de domination impérialiste à propos d'une éventuelle intervention militaire — qu'ils sont à la fois une pièce de « l'ordre mondial » impérialiste, et en même temps que l'impérialisme pourra être amené à leur faire subir le sort des Ianoukovitch, Kadhafi ou Saddam Hussein. D'un côté, Poutine « montre les muscles », de l'autre, il ordonne à son gouvernement, dans un communiqué du Kremlin du 28 février « de continuer à discuter avec l'Ukraine sur les dossiers économiques et commerciaux et de prendre contact avec ses partenaires étrangers, FMI et G 8, en ce qui concerne une aide financière ». Commentaire de l'agence Reuters : « Cet appel en faveur d'une coopération, notamment avec le G 8 et avec le FMI, confirme que Poutine n'entend pas voir la Russie laissée à l'écart de l'aide financière et économique dont a besoin l'Ukraine. »

---

## LA PRINCIPALE "CONQUÊTE D'OCTOBRE" QUI SUBSISTE, LA CLASSE OUVRIÈRE

---

Réaffirmant ce que nous avons écrit en 2004, nous pouvons également ajouter cette conclusion, tirée du même rapport que celui cité précédemment :

*« Aujourd'hui, ce qu'on voit en Ukraine, non seulement confirme cette appréciation (sur la nature de la couche issue de la bureaucratie — NDR), mais confirme qu'il n'y a pas d'issue (y compris sur le terrain démocratique le plus élémentaire de la défense de la souveraineté de la nation ukrainienne, de son unité), en dehors du combat pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1917. En dehors du combat sur le terrain de la propriété sociale, indissociable de l'existence de la classe ouvrière et de la nation ukrainienne elle-même. »*

Car il y a, en Ukraine, comme en Russie, en Biélorussie, au Kazakhstan, en Moldavie, etc., une classe ouvrière. Une classe ouvrière

qui a payé très cher la vague de privatisations-pillage des années 1990, mais qui a préservé, par sa lutte de classe, son existence malgré les coups qu'elle a subis. Le simple énoncé des mesures anti-ouvrières proposées par le gouvernement ukrainien à ses maîtres de Washington et Bruxelles indique tout ce qui n'a pas été détruit, issu des conquêtes d'octobre 1917. De ce point de vue, il est indispensable pour nous de comprendre que la principale conquête d'octobre 1917, celle qui unifie tout ce qu'il reste des autres, c'est la classe ouvrière elle-même. Une classe ouvrière qui exprime instinctivement son aspiration à survivre, comme ce mineur anonyme qui — cité par une radio française le 25 février — déclare :

*« J'extraie du charbon du matin au soir. Mais à 45 ans, je partirai en retraite, alors que vous, dans l'Union européenne, vous devez travailler jusqu'à 60 ans et même plus. »*

Malgré la marche à la dislocation de l'Ukraine, malgré les coups déjà reçus et les coups, encore plus brutaux qui sont programmés, l'existence de cette classe ouvrière laisse ouverte l'alternative historique « socialisme ou barbarie », comme vient de le montrer le soulèvement ouvrier, début février, en Bosnie-Herzégovine, qui a en quelques jours fait exploser le cadre institutionnel pourri de « cantonisation ethnique », issu des accords signés sur la base américaine de Dayton en 1994. Ce sont les ouvriers de Tuzla (grosse ville industrielle de Bosnie) qui, protestant contre la privatisation de leurs usines, se sont groupés autour de leurs syndicats, ont pris d'assaut les bâtiments officiels, ont fait exploser la division « ethnique » dans laquelle l'impérialisme avait prétendu les « cantonner » depuis vingt ans. S'unissant par-delà leurs nationalités — serbe, croate, bosniaque — au cri de « *Mort au nationalisme !* » (reprenant le mot d'ordre des Partisans de la révolution yougoslave, « *Mort au fascisme !* ») (15). En Bosnie, comme en Ukraine et dans le monde

---

(15) A cette occasion, « *L'Union européenne pourrait être amenée à envoyer plus de soldats en Bosnie-Herzégovine, pays actuellement agité par d'importantes manifestations, en cas d'escalade de la situation* », a estimé le « haut représentant de la communauté internationale en Bosnie » (9 février). L'Union européenne, qui pleurniche sur la « répression » du régime Ianoukovitch, n'hésite pas à prendre les mesures qui s'imposent, selon elle, dès lors qu'il s'agit d'écraser une révolte ouvrière.

entier, comme l'affirme le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, « *tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire* ».

---

## “L'EUROMAÏDAN” ET LE MOUVEMENT OUVRIER

---

Autrement dit, la question centrale est celle de la nécessaire indépendance du mouvement ouvrier. Structurées par les ONG et les « partis » d'opposition, agences de l'impérialisme (16), les manifestations appelées « EuroMaïdan » ont toutefois bénéficié d'un contexte favorable. Voilà plus de vingt ans que les gouvernements successifs issus de la décomposition de la bureaucratie et ses clans mafieux (Koutchma, Ianoukovitch), mais aussi les gouvernements issus de la « révolution orange » (Youshenko, Timoshenko) ont privatisé, liquidé, détruit, pillé... en se servant grassement au passage, bien entendu. Dans ces conditions, on comprend que de nombreux citoyens, retraités, paysans, étudiants, et y compris une fraction de la classe ouvrière, avec illusions et confusion, aient pu participer aux manifestations.

Le problème majeur, c'est qu'une partie des dirigeants du mouvement ouvrier a appelé à participer aux manifestations, dès la mi-novembre 2013. En particulier les dirigeants de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KSPU), qui s'est constituée autour du puissant Syndicat indépendant des mineurs. Un syndicat qui tire ses racines des puissantes grèves des mineurs soviétiques des années 1989-1990, contre la bureaucratie. Ce qui devait arriver arriva : fin décembre, de la tribune du Maïdan, les dirigeants de Svoboda lancent un appel : « *Des provocateurs communistes se sont rassemblés à l'angle de l'avenue Kreshatik !* »

Immédiatement, une centaine de nervis se dirigent vers les stands de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine et passent à tabac les militants syndicaux. Dans un article intitulé « *L'Ukraine, la “gauche” et le mouvement ouvrier* », publié dans *Rabochie Izvestiya* (n° 42, février-mars 2014) (17), un camarade interroge :

« *Pouvait-il en être autrement quand on appelle des militants ouvriers à participer aux mêmes manifestations que de*

*véritables fascistes, héritiers de Stetsko et Bandera ?* »

Le même article accroche certains groupes de « gauche », parmi lesquels un groupe bien mal nommé « Opposition de gauche » (et lié au « Secrétariat unifié » qui usurpe le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale) :

« *Le mouvement ouvrier doit non seulement défendre les intérêts sociaux des travailleurs, mais également les conditions de sa propre lutte de classe. C'est pourquoi le mouvement ouvrier ne peut ignorer l'agression permanente de l'impérialisme (en premier lieu de la principale puissance impérialiste, les Etats-Unis) contre la souveraineté des nations, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ignorant ces principes élémentaires du mouvement ouvrier, nos “gauchistes”, avec slogans et drapeaux, ont couru sur le Maïdan. Et qu'est-ce qu'ils y ont raconté ? “L'Euromaidan, nous disent-ils, c'est un mouvement du petit peuple contre un pouvoir corrompu. Au contraire, l'entrée dans l'Union européenne nous apportera une vie politique plus propre dans laquelle le mouvement ouvrier pourra se développer.” Un argument que nous avons déjà entendu, il y a deux ans en Russie, quand, au nom de la lutte contre le “parti des escrocs et des voleurs”, “l'extrême gauche” prenait la parole du haut des tribunes de la place Bolotnaïa (18) aux côtés du chauviniste Navalny et des anciens ministres-oligarques de l'époque d'Eltsine. Le mouvement ouvrier a-t-il besoin de ce genre d'alliés-prikhvatiseur (19) ?* »

Polémique excessive de ce camarade dans *Rabochie Izvestiya* ? Que nos lecteurs en

---

(16) Le parti « *Batkivshina* » de Timoshenko et Artseniouk a toujours été très proche du gouvernement polonais (lui-même supplétif des Etats-Unis), le parti « *Oudar* » du boxeur Klitschko a, lui, été créé et financé par la Fondation Konrad-Adenauer, liée à la CDU, parti d'Angela Merkel. Quant à « *Svoboda* »... sa revendication programmatique d'adhésion à l'OTAN, comme sa rencontre secrète avec Victoria Nuland (Département d'Etat américain) quelques jours avant la manifestation armée du 18 février, indiquent quels sont ses « sponsors ».

(17) Tribune libre en langue russe, publiée depuis septembre 2008 par des militants de l'ex-URSS, et dans laquelle s'expriment des militants ouvriers de toutes tendances, dont les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(18) Place de Moscou sur laquelle avait lieu les meetings de l'opposition « démocratique » à la veille de l'élection présidentielle de 2012.

(19) Jeu de mot, en langue russe, entre les mots « *privatiseur* » et « *voleur* ».

jugent par eux-mêmes : c'est sous le mot d'ordre « *Pour l'Union européenne, Europe socialiste* » que le groupe pabliste ukrainien est allé, dès novembre 2013, participer à l'EuroMaïdan.

En février 2014, *Inprecor/International Viewpoint*, la revue pabliste, publie différents articles sur l'Ukraine, dans lesquels elle justifie le soutien de la « gauche » et du mouvement ouvrier à « l'EuroMaïdan » caractérisée de « *révolte de masse des Ukrainiens pour la démocratie* » ! Un peu plus loin, on lit que « *la question la plus urgente à laquelle l'Ukraine doit faire face, ce n'est ni l'Union européenne, ni les syndicats, mais le simple fait que les oligarques doivent payer l'impôt* ». Bref, au nom de la « lutte contre les oligarques » (lutte modeste puisqu'il s'agit simplement de leur faire payer quelques impôts), il faut participer à cette véritable offensive impérialiste de dislocation ! Mouvement dont ils revendiquent d'en être partie prenante :

« *Lorsque, fin novembre 2013, les militants de gauche ont lancé l'appel à l'auto-organisation, ils ne pouvaient imaginer à quel point le peuple prendrait rapidement ses responsabilités pour balayer la classe politique hommie* » (20).

Mais la classe ouvrière, le mouvement ouvrier, en Ukraine comme dans tous les pays de l'ex-URSS, n'ont pas dit leur dernier mot. Comme le conclut l'article, cité plus haut, de *Rabochie Izvestiya* :

« *Le mouvement ouvrier, pour sa part, ne peut ignorer les aspirations nationales ukrainiennes et leur légitimité. Mais l'épanouissement de la culture, de la langue, de la nation ukrainiennes ne peut avoir lieu dans le cadre de l'explosion du pays, de l'ingérence de Bruxelles et Washington, sur la base de la désindustrialisation, de la destruction des conquêtes sociales des travailleurs, comme l'Union européenne et le FMI l'exigent du gouvernement.* »

Pour avancer dans cette voie, il faudra bien que d'une manière ou d'une autre, les forces du mouvement ouvrier qui veulent préserver une position de classe se regroupent, en lien avec le combat de la classe ouvrière au plan international, afin d'aider le prolétariat d'Ukraine et d'ex-URSS à prendre son sort entre ses mains.

**Dominique Ferré**

**1<sup>er</sup> mars 2014**

---

(20) Rien « d'ukrainien » dans cette politique : depuis des années, en Libye, puis en Syrie, au nom de prétendues « révolutions arabes », le Secrétariat unifié pabliste soutient et couvre l'ingérence et l'intervention impérialiste, comme nous l'avons démontré et dénoncé dans les précédents numéros de *La Vérité*. Cela n'a non seulement rien à voir avec le « trotskysme », mais rien à voir avec le mouvement ouvrier lui-même !

# Guerres et révolution en Afrique des Grands Lacs et de l'Est

Par Paul Nkunzimana

La période historique actuelle se caractérise par l'impasse du capitalisme dans sa phase ultime de l'impérialisme, le système lui-même étant amené à la destruction massive des forces productives pour tenter de prolonger sa survie, aidé en cela par les directions ouvrières politiques et syndicales comme l'expérience le montre au quotidien à travers le monde et dans chaque pays, ce qui prouve encore, s'il en était besoin, que *“la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat”* (Léon Trotsky, *Programme de transition*).

Des processus révolutionnaires (Tunisie, Egypte...), des mobilisations ouvrières et populaires se développent (Grèce, Turquie, Bosnie-Herzégovine, Roumanie, Slovénie, France, Italie, Espagne, Portugal, Brésil...) mais se trouvent encore confrontés à l'absence et/ou au retard de l'avant-garde révolutionnaire, posant à l'ordre du jour la formation des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et le renforcement des sections existantes sur la base de la politique de front unique. Le capitalisme, dans cette phase de putréfaction où s'affrontent révolution et contre-révolution, recourt aussi et surtout à la forme ultime de destruction des forces productives par la suppression physique des populations par des guerres impérialistes et des guerres d'occupation et de décomposition (Haïti, Irak, Libye, Syrie, Afghanistan, Ukraine, Mali, Somalie, Centrafrique, Rwanda, République démocratique du Congo [RDC], Burundi, Sud-Soudan...).

Les développements en Afrique des Grands Lacs ne peuvent qu'être reliés aux processus en cours dans les autres régions d'Afrique, eux-mêmes l'expression de la situation politique mondiale, produit de la crise de décomposition du capital financier international dominée par la crise de l'impérialisme américain.

---

## DESTRUCTION DES FORCES PRODUCTIVES PAR DES GUERRES

---

La région des Grands Lacs en Afrique, que nous avons limitée arbitrairement, dans le cadre de cet article, à l'ensemble des pays de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et de la Communauté est-africaine (CEA), comprenant la Répu-

blique démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie est secouée par les développements liés à la crise de l'impérialisme dans un contexte où la guerre dans un pays influe sur les événements dans d'autres pays. La guerre qui a détruit la Libye, menée par l'impérialisme français, par Sarkozy, a eu, entre autres, comme effet la création et la multiplication des groupes armés par l'impérialisme lui-même et l'intervention militaire de l'impérialisme français au Mali. La guerre en Centrafrique en cours n'est pas sans rapport avec les guerres de Libye, du

Mali, du Soudan, Soudan du Sud... avec la participation d'armées supplétives des pays de la région ou lointains, sous le prétexte de la lutte contre des groupes terroristes, qu'ils soient ethniques ou religieux.

**Le Burundi et le Rwanda** ont été meurtris par des guerres à caractère génocidaire ayant fait, pour le premier, plus de 300 000 morts en 1993, et près d'un million de morts tutsi et hutu dits « modérés » en 1994, pour le second. Ces pays sont marqués par des massacres *ethniques*, notamment en 1959 au Rwanda et au Burundi depuis 1965, sous les auspices de l'impérialisme international et, selon le cas, en présence des troupes du capital financier, comme ce fut le cas de la Minuar au Rwanda.

**La guerre en Centrafrique**, par armées et milices interposées — militaires français Sangaris et troupes de l'Union européenne UEFOR-RCA dès mars 2014, troupes de la Faca, milices Séléka et anti-Balaka respectivement pro-Djotodia et pro-Bozizé, chassés l'un et l'autre par les soins d'Idris Deby du Tchad au compte de l'impérialisme français —, fait des ravages chez les populations civiles sous le prétexte de conflits à caractère confessionnel (chrétiens et musulmans) !

Dans le cadre du « partage des tâches » entre les puissances impérialistes, l'aviation militaire américaine, US Air Force Army, a assuré la logistique pour le transport des troupes burundaises participant à la Mission africaine en Centrafrique (Misca) dans la foulée de nombreuses missions à Bujumbura du général David Rodriguez, commandant de l'Africom, l'US African Command. L'impérialisme américain compte, parmi les pays qui recrutent des troupes militaires supplétives pour le maintien de l'ordre impérialiste dans la sous-région et au-delà.

Le Burundi bénéficie d'un important soutien financier, logistique et de formation destiné à la Force de défense nationale (FDN). Un communiqué de presse, daté du 24 janvier 2014, émanant de l'ambassade des Etats-Unis à Bujumbura, fait état d'un accord sur le statut des forces (Sofa) signé entre Laurent Kavakure, ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale, et M<sup>me</sup> Dawn Liberi, ambassadeur des Etats-Unis à Bujumbura. Selon l'agence de presse Net Press (Bujumbura, 25 janvier 2014), l'ambassadeur Liberi a félicité le gouvernement burundais en indiquant :

*« La mise en place d'un Sofa est une étape importante dans les relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'un de ses partenaires. Le fait que le Burundi ait été désigné à la fois par le département d'Etat et le département de la Défense comme pays prioritaire pour la mise en place d'un Sofa n'est pas un produit du hasard. C'est parce que le Burundi a manifesté une volonté extraordinaire et une capacité croissante à venir en aide aux voisins en détresse. Par conséquent, depuis 2007, le gouvernement des Etats-Unis a fourni une assistance bilatérale en matière de sécurité s'élevant à 200 millions de dollars en appui à la participation du Burundi dans les missions régionales de maintien de la paix, y compris l'Amisom et celle de la République centrafricaine (RCA). Cette année, il prévoit un investissement de 63,5 millions de dollars, dont 3,5 millions d'aide directe allouée au transport aérien des troupes burundaises se rendant en RCA. »*

Dans le même temps, alors que les Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'ONU, demandent des éclaircissements à Kigali sur la mort de Patrick Karegeya, ancien chef des renseignements extérieurs du gouvernement rwandais, assassiné à Johannesburg le 31 décembre 2013, la même US Air Force transporte des troupes rwandaises à Bangui (RCA).

Le vaste pays voisin du Rwanda et du Burundi, aussi, **la République démocratique du Congo**, connaît depuis 1994, un cycle de guerres sans fin. La France, qui avait soutenu les génocidaires rwandais, a organisé leur exfiltration en juillet 1994 à travers l'opération La Turquoise, vers le Zaïre rebaptisé RDC en 1997.

Le Rwanda et l'Ouganda, soutenus par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, interviennent au Zaïre en appui à l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila et finissent par imposer ce dernier à la tête du pays après la défaite militaire et la chute du dictateur Mobutu en 1997. Mais en 1998, Laurent-Désiré Kabila, appuyé par la France et, autour d'elle, l'Angola et le Mozambique, se retourne contre ses anciens alliés soutenus par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Laurent-Désiré Kabila sera assassiné en 2001 et remplacé par son fils Joseph Kabila qui avait combattu avec les forces rwandaises. La guerre soutenue par les puissances impérialistes et leurs multinationales se poursuit plus particulièrement dans l'est de la RDC, le Rwanda et l'Ouganda étant accusés

par l'ONU d'y intervenir militairement et en appui à des milices. Ces guerres auraient tué, dans ce pays et jusqu'à ce jour, plus de 4 millions de personnes.

Parmi les milices actives dans la région, on peut citer la Force démocratique de libération du Rwanda (FDLR), dont le noyau est constitué des résidus des forces génocidaires rwandaises hutu de 1994, qui vient de déclarer déposer les armes, les Maï-Maï, un groupe qui se déclare combattre les forces soutenues par le Rwanda, le groupe Raïa Mutomboki (Citoyens en colère) dans le Sud-Kivu, ce dernier étant actif même dans les territoires du Masisi et de Walikale, les Forces démocratiques alliées-Armée nationale de libération (ADF-NALU) de l'Ouganda, constituée d'une nébuleuse islamiste de l'Afrique de l'Est), l'armée de résistance du seigneur (LRA), groupe issu de l'Ouganda, le groupe hutu Nyatura, le groupe Bokata Katanga... Toutes ces milices et d'autres, autant que les troupes gouvernementales, la Force armée de la République démocratique du Congo (FARDC), les armées de l'Ouganda, du Rwanda, de l'Angola, du Soudan, du Tchad, de la Centrafrique ont eu, à un moment ou à un autre, à être impliquées dans un cycle de guerres en République démocratique du Congo.

Cette dernière période, le groupe M23, qui s'est constitué à la suite du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) qui avait été intégré dans la FARDC, est né avec la signature de l'accord du 23 mars 2009 avec le gouvernement de la RDC. Ce groupe, avec le soutien présumé du Rwanda, et au-delà de ses frictions internes, avait pu contrôler une partie du Nord-Kivu et la capitale de cette province, Goma.

Les différentes milices sont particulièrement actives dans l'est de la RDC et, dès lors, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de renforcer la Monusco avec des troupes en provenance de la Tanzanie, du Malawi et d'Afrique du Sud et la mise en place d'une brigade d'intervention s'appuyant sur l'« accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région », signé à Addis-Abeba le 23 février 2013, pour l'Union africaine, par la RDC, l'Angola, le Burundi, la République du Congo, la République centrafricaine, le Rwanda, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et le Sud-Soudan.

Il y a à noter que, dans le contexte actuel, à la différence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) des années 1960 qui, poussée par le mouvement des masses, menait le combat contre l'impérialisme certes de manière limitée, l'Union Africaine (UA) actuelle est un instrument direct du capital financier international.

Dans ce cadre, des moyens faramineux sont mis à la disposition de la Monusco : 22 884 hommes, dont 3 069 de la brigade d'intervention, un budget annuel de 1,4 milliard de dollars, 140 millions de dollars supplémentaires pour le fonctionnement de la brigade, avec des équipements les plus sophistiqués, dont des drones. Le M23 est défait en novembre 2013, mais un rapport de l'ONG Oxfam de janvier 2014 signale qu'

*« une grande partie des provinces orientales du nord et du sud demeure sous le contrôle de divers groupes armés » et que les populations « font toujours face à des menaces quotidiennes de violence et d'extorsion de la part des groupes armés et des forces gouvernementales ».*

Dans l'ensemble de la région se développent des guerres internes entretenues par l'impérialisme qui, en même temps, mobilise des troupes de ces pays pour y assurer le pillage des ressources minérales et énergétiques.

A la fin des années 1970, l'Ouganda a été confronté à une guerre avec la Tanzanie qui a entraîné l'exil d'Amin Dada, qui s'était proclamé président à vie en 1976. Plus tard, en dehors du soutien au M23, l'Ouganda a eu à participer à la guerre en RDC et compte, aujourd'hui, des troupes au Sud-Soudan, aux côtés de Salva Kiir du groupe *dinka*, contre Riek Machar de l'ethnie *nuer*, après la partition du Soudan par l'impérialisme américain en 2011. Ce pays participe également, avec le Burundi, Djibouti, l'Éthiopie et le Kenya, à la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), sous l'égide des Nations unies, comme troupes supplémentaires de l'impérialisme américain, notamment sous le prétexte du maintien de la paix dans ce pays.

Le Kenya non plus n'est pas épargné par des conflits prétendument ethniques. Les élections de fin 2007 avaient été le théâtre d'affrontements entre le groupe *kikuyu* d'Uhuru Kenyatta, le président actuel, le groupe *luo* de Raila Odinga et l'ethnie *kalenjin* de William Ruto. Le Kenya, qui a fait l'objet d'attentats comme celui de Nairobi (grenade

lancée dans un bus en mars 2012, attaque du centre commercial Westgate de septembre 2013...) attribués aux Al-Chabab somaliens, dispose d'un contingent de plus de 4 600 hommes en Somalie.

Ces guerres ont pour fondement la politique de pillage des ressources et richesses de la région et d'endettement spéculatif, politique impulsée par les puissances capitalistes et leurs multinationales qui y disloquent peuples et pays, et qui est combinée aux attaques les plus brutales contre la classe ouvrière et les peuples dans ces pays impérialistes eux-mêmes.

---

### PRIVATISATIONS, PILLAGE ET ENDETTEMENT SPÉCULATIF

---

Le continent africain regorge de colossales richesses qui font la convoitise des puissances et de leurs multinationales et qui nourrissent les guerres qui déchirent les différents pays. Tous les pays de la région ont été soumis au programme ravageur dit « d'ajustement structurel » des institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et FMI) relayé par l'Union européenne.

Au Kenya, près de 170 entreprises publiques ont été privatisées ou liquidées. Sous la férule de la Banque mondiale, dans le domaine des transports, la politique de privatisation a frappé les entreprises comme Kenya Airways, Kenya Railways Corporation (KRC) ainsi que les infrastructures portuaires à travers la Kenya Port Autorité (KPA). La Kenya Post and Telecommunications Corporation (KPTC) a été démantelée en Télécommunications company (Telkom) privatisée et en Postal Corporation (Posta).

Ce pays est particulièrement dominé par les multinationales américaines et britanniques et croule sous le poids d'une dette externe de 11,59 milliards de dollars en 2012. Il est connu que les parlementaires kényans touchent 30 % de plus que les parlementaires britanniques et que le président est payé 10 % de plus que le président des Etats-Unis. A l'issue des élections de 2013, le président sortant, Mwai Kibaki, n'a pas hésité à s'octroyer une prime de départ de 150 000 euros !

Le programme des privatisations en Tanzanie a été initié, sous le diktat de la

Banque mondiale en 1993, touchant environ 400 entreprises publiques, parmi lesquelles la Tanzania Harbour Authority et la Tanzania Telecommunications Corporation.

Le secteur, en particulier pour l'approvisionnement de la capitale, Dar es Salaam, en eau potable, avait été placé entre les mains de la multinationale allemande Gauff, opérant sous le sobriquet City Water, comme exigence du FMI pour la remise de la dette pour la Tanzanie. Mais le gouvernement, à travers le ministre de l'Eau de ce pays, n'a pas tardé à relever que la multinationale avait échoué à assurer l'eau potable à la population, ce qui a valu la révocation du contrat et la renationalisation du service de l'eau. La Tanzanie est considérée comme l'un des pays les plus pauvres de la planète et sa dette externe est de 11,58 milliards de dollars en 2012.

Le Rwanda a, quant à lui, pratiqué, depuis les années 1980, une politique de libéralisation à outrance. René Duterme, dans un article daté du 24 août 2010 (« *CADTM-Rwanda : un modèle économique pour l'Afrique ?* ») note à juste titre :

*« C'est notamment à la suite d'un programme d'ajustement structurel que la paupérisation de la société rwandaise s'est accrue drastiquement dans les années 1980 avec comme conséquences l'apport d'une population désœuvrée à la propagande génocidaire. »*

Le Rwanda a signé un accord d'ajustement structurel en 1998 avec le FMI et la Banque mondiale pour un vaste programme de privatisation, avec vingt-six entreprises publiques qui sont passées entre les mains du privé, selon le Secrétaire chargé de la privatisation. Son économie est tributaire de la culture du café et de celle du thé. La dette externe de ce pays en 2012 est de 1,27 milliard de dollars.

La privatisation en Ouganda a engendré des effets destructeurs pour les populations de ce pays ; la précarité des conditions des populations ne peut que s'aggraver. Comme nous le rapportions déjà dans *La Vérité*, n° 59, décembre 2007, d'après David Obot (« *La privatisation contre les pauvres* ») :

*« Bien que dans certains domaines tels que les télécommunications et l'électricité, la libéralisation ait amélioré la qualité, dans d'autres, les améliorations n'ont été que superficielles. Si la plupart des*

*pauvres et des populations rurales manquent d'accès aux services de base (...), dans le secteur de la santé, les cliniques offrent une gamme complète de services de qualité contestable et avec peu de professionnalisme. De même, les établissements d'enseignement privé proposent des infrastructures attractives plutôt que des services de qualité en matière d'enseignement, mais la plupart sont situés dans les villes, excluant les populations rurales et les populations pauvres.»*

Dans le secteur énergétique, il a été découvert un important gisement de pétrole dans le lac Albert, équivalent à 400 millions de barils. La découverte de ce gisement a provoqué un affrontement armé entre l'Ouganda et la RDC sur cette frontière, et il a fallu la médiation du président tanzanien, Jakaya Kikwete, pour la signature, le 8 septembre 2007, d'un accord entre le président congolais, Joseph Kabila, et le président ougandais, Yoweri Museveni, pour la démarcation de la frontière entre les deux pays. La multinationale canadienne Heritage Oil Corporation est déjà impliquée dans l'exploitation de ce pétrole.

La dette externe de l'Ouganda, selon la Banque mondiale, est de 3,77 milliards de dollars.

Le Burundi est probablement le meilleur élève des institutions financières internationales. Le gouvernement de ce pays a signé l'accord d'ajustement structurel avec les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et FMI) déjà en novembre 1986. Les privatisations ont commencé à frapper le Burundi depuis les années 1990 et ont dévasté les populations et le pays lui-même. Tous les secteurs ont été touchés : banques et assurances, commerce, transports, eau, électricité, énergie, agriculture, mines, etc.

La privatisation du secteur du café a particulièrement disloqué le pays. Le produit de cette culture est aujourd'hui placé, pour l'essentiel, entre les mains des groupes suisses la Webcor et la Coprodiva. La filière café avait rapporté à l'Etat plus de 80 % des recettes d'exportation, et des revenus directs à plus de 800 000 familles, soit plus de 4 millions de personnes. Cette culture avait constitué ainsi la colonne vertébrale de l'économie du pays. Dès lors, les populations dans leur ensemble sont démunies, et l'Etat lui-même a déclaré sa crise financière et est amené à créer de nouveaux impôts et taxes et à aug-

menter de manière vertigineuse les impôts et taxes existants, sous l'impulsion de la Banque mondiale, du FMI et de l'Union européenne, à travers l'application du « cadre stratégique de lutte contre la pauvreté » (CSLP). Ce CSLP détruit les services publics, comme la santé (régime d'autonomie de gestion des hôpitaux et des centres de santé) et l'enseignement, par l'instauration de l'école fondamentale qui déqualifie la formation, la privatisation des services sociaux dans l'enseignement supérieur public et la suppression des bourses d'études, chassant de l'enseignement supérieur l'écrasante majorité des étudiants. Le pays a des réserves de nickel évaluées à 280 millions de tonnes, et sa dette externe s'élève, en 2012, à 662,68 millions de dollars.

Spectaculaire également est le pillage des ressources minérales dans la RDC par les puissances et les multinationales, les diverses milices, les Forces armées de la RDC (FARDC) ainsi que les gouvernements de la région ayant eu à intervenir militairement en République démocratique du Congo. Le gouvernement zaïrois a entamé le processus de privatisations dès 1975, qui a touché les transports, le secteur agricole, les télécommunications, les banques, les chemins de fer, l'eau et l'électricité (Regideso) et... les mines, sur ordre de la Banque mondiale et du FMI.

Ce gigantesque pays, qui a été baptisé de scandale géologique et de libre-service minier, est extrêmement riche du point de vue minéral et énergétique ; en matière hydro-électrique, son potentiel avec le seul site d'Inga, peut approvisionner en électricité toute l'Afrique et toute l'Europe.

Selon Rangot Tsasa, dans l'*Agora* (28 juillet 2009), les réserves minières connues se chiffrent de la manière suivante : 20 milliards de tonnes de manganèse, 110 millions de tonnes de cuivre, 10,5 millions de tonnes de cobalt, 20 millions de tonnes de zinc, 15 millions de tonnes de fer, 40 millions de tonnes d'or, 150 millions de tonnes de minerais de niobium, 730 millions de tonnes de carats de diamants, 750 000 tonnes de cassitérite, 175,5 tonnes de lithium.

Il y a aussi des réserves non connues de nickel, de béryllium, de wolfram, de chrome... et de minerais dits stratégiques comme le tungstène, l'étain, le tantale-coltan..., qui interviennent dans la fabrication des appareils électroniques (téléphones portables, consoles

de jeux, iPhones, appareils électroménagers...), et ces derniers se trouvent principalement dans l'est de la RDC, ce qui explique la présence dans cette région de milices, des multinationales, de la Monusco, l'intervention d'armées étrangères sous le prétexte d'opérations d'instauration de la paix.

Signalons que la découverte de l'uranium dans le Katanga, Shaba actuel (shaba signifie cuivre), a permis à l'impérialisme américain, sous Roosevelt, à partir des données qui ont été fournies par Einstein, d'utiliser ce minerai provenant de cette région pour mettre au point les bombes atomiques qui ont détruit notamment la ville d'Hiroshima, au Japon (David Van Reybrouck, *Congo, une histoire*, p. 212).

Il est à noter que pas moins de 85 multinationales pillent les richesses du secteur minier dont les américaines (America Mineral Fields, Kinross Gold Corporation, Flashes of color, Trinitech International Inc...), canadiennes (Tenke Mining Corporation, Harambee Mining Corporation, International Panorama Resources Corp, First Quantum Minerals...), britanniques (Mineral Africa Limited, Euromet, Afrimex, De Beers...), allemandes (Bayer AG, KHA International AG, HC Stark GmbH...), belges (Echogem, Belgolaise, Sogem, Triple 1 Diamonds...), françaises (SDV Transintra-Bolloré...) et d'autres groupes liés à ces multinationales.

A noter que la Chine a installé dans ce pays de nombreux comptoirs miniers pour assurer le fonctionnement de son « atelier » au service de l'impérialisme américain.

Les populations de ce riche pays vivent dans une misère indescriptible et paient de leur vie les guerres de pillage de ces minerais de sang.

La dette externe de la RDC se chiffre, en 2012, à 5,65 milliards de dollars, pendant que la fortune personnelle du dictateur Mobutu, avant son renversement en 1997, était de plus de 15 milliards de dollars.

La RDC, le Burundi et le Rwanda font partie de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) initiée en 1976. Ce regroupement n'a pas survécu aux tueries génocidaires au Burundi, au Rwanda et aux guerres de la RDC. En 2004, l'impérialisme belge, par le biais de Louis Michel, ministre des Affaires étrangères de l'époque, avait invité les trois pays à relancer la CEPGL.

Aujourd'hui, ses principales institutions, comme la Banque de développement des Etats des Grands Lacs (BDGL), l'Institut de recherches agronomique et zootechnique (IRAZ), la Société internationale d'énergie des Grands Lacs (SINELAC) et l'Energie des Grands Lacs (EGL), sont plutôt moribondes.

Mais le plus grand regroupement de dislocation des peuples de la région est incontestablement la Communauté de l'Afrique de l'Est (East African Community, l'EAC) incluant le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi.

L'EAC, créée en 1967 et constituée à l'époque par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, s'est effondrée en 1977, en raison de dissensions politiques entre ces pays à la veille du conflit armé de 1979 entre la Tanzanie et l'Ouganda. L'EAC a été rétablie en 2000 sous la férule des impérialismes américain et britannique et de l'Union européenne. En 2007, cette communauté s'est étendue au Rwanda et au Burundi. Sous l'impulsion du capital financier, elle vise à soumettre les pays et les peuples à des directives destructrices de l'impérialisme américain et de l'Union européenne, dans leurs rapports contradictoires, et a déjà mis en place un marché commun, une union douanière, une assemblée législative ; elle prévoit l'instauration d'une monnaie unique, d'une cour de justice, l'intégration du Sud-Soudan et la création d'une fédération politique.

Au-delà de la crise qui secoue l'ensemble de la région (conflit frontalier Ouganda-RDC) et du conflit entre Paul Kagame, du Rwanda, et Jakaya Kikwete, de la Tanzanie, qui se prononce pour des négociations avec les FDLR, se traduisant par la tenue de sommets de l'EAC excluant la participation de la Tanzanie et du Burundi (qui soutient le principe de ces négociations), l'EAC elle-même et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) constituent, pour l'impérialisme, un cadre de mobilisation de troupes supplétives pour le Soudan, la Somalie, la RCA, etc.

Tous ces pays, selon le rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations unies, ont un indice de développement humain (IDH) faible. Pour cet organisme, un IDH est considéré comme très élevé lorsqu'il est supérieur à 0,79 et faible quand il est inférieur à 0,52.

Pour l'année 2012, voici l'IDH de ces pays : Kenya, 0,519 ; Tanzanie, 0,476 ; Ouganda, 0,456 ; Rwanda, 0,434 ; Burundi, 0,355 et RDC, 0,3004.

Indépendamment de la méthode de cet organisme, il est certain que les populations de ces pays vivent dans des conditions de misère extrêmes, ne parvenant pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux (alimentation, logement...) et à accéder aux services sociaux de base (enseignement, soins de santé, eau potable, assainissement...) du fait de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel de privatisation-pillage et de remboursement de la dette externe.

C'est donc dans ce contexte que s'est tenue à Bujumbura, du 12 au 15 février 2014, une conférence des représentants américains du Bureau au commerce et du Département d'Etat et de ceux de l'EAC, ayant pour objectif de « renforcer les capacités de l'EAC » et de préparer le sommet des chefs d'Etat africains d'août 2014 à Washington, selon une correspondance du 13 février 2014 de l'ambassade des Etats-Unis au Burundi. A l'occasion de l'une des visites au Burundi du général David Rodriguez, commandant de l'Africom, l'ambassadeur des Etats-Unis, Dawn Liberi, avait déjà indiqué, dans une déclaration de presse du 1<sup>er</sup> août 2013 :

« Les Etats-Unis prévoient une collaboration accrue dans les années à venir avec le Burundi et continuent d'appuyer son adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est. »

Reste que, pour les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, le continent africain connaîtrait une croissance économique.

Par exemple, l'Angola aurait une croissance annuelle de plus de 5 %, pendant que la France aurait une croissance de moins de 0,3 %, voire une croissance négative. Cela, en réalité, ne fait que traduire l'ampleur du pillage des ressources minérales et énergétiques des différents pays à l'aide des gouvernements en place pour détruire les cadres nationaux qui avaient constitué des obstacles au processus de privatisation-pillage. Dès lors, il va s'agir d'inventer des conflits de tous genres (terrorisme, haines tribales et ethniques, conflits de religion, lutte contre la dictature, lutte de libération...) pour faciliter le pillage. A cette fin, le capital financier va à tout prix procéder à la « somalisation » du continent, à l'instar du dynamitage de la

Libye, de la désagrégation de la RDC, du déchiquetage du Soudan et ensuite du Sud-Soudan... pour en faire de vastes zones de non-droits, le terrain d'affrontement interimpérialiste et des multinationales.

Cependant, les classes et couches exploitées et opprimées de la société opposent une résistance contre les conditions qui leur sont imposées par cette situation, avec des difficultés démultipliées, à la recherche confuse de l'indépendance de leur mouvement.

---

## LUTTE DE CLASSE ET IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

---

L'époque de l'impérialisme, ère des guerres et révolutions, se caractérise par l'affrontement de ces processus au quotidien. L'impérialisme doit sa survie à la politique contre-révolutionnaire des directions des organisations que la classe ouvrière s'est forgées dans le cours de son combat pour la satisfaction de ses revendications immédiates et de ses aspirations historiques d'émancipation de la société. Les processus révolutionnaires entamés, mais non achevés, sur le continent africain sont liés à la crise de l'impérialisme et sont l'expression des processus mondiaux de la lutte de classe internationale. Ces mouvements se heurtent aux obstacles dressés par l'impérialisme au sein de la classe ouvrière dans son combat pour son indépendance.

En Afrique du Sud, le mouvement en cours de grève des mineurs (plus de 100 000 travailleurs en grève depuis le 23 janvier 2014 dans le secteur du platine, avec leur syndicat AMCU, rejoint par la NUMSA), cherchant à s'émanciper de l'emprise et pour la conquête de la Cosatu liée au gouvernement (ANC, Parti communiste d'Afrique du Sud et Cosatu), s'inscrit dans le prolongement du combat historique des mineurs sud-africains du site de Marikana, où plus d'une quarantaine d'entre eux ont été massacrés en août 2012, et pose la question de l'indépendance de classe du prolétariat sur le continent africain et à l'échelle mondiale.

Dans la région des Grands Lacs en Afrique, les travailleurs, contre les conditions particulièrement barbares auxquelles veulent les soumettre les exigences de l'exploitation du capitalisme pourrissant, ont toujours résisté et résistent.

Ces derniers temps, des mouvements de travailleurs se sont développés pour l'amélioration de leurs conditions de travail, notamment pour l'augmentation des salaires. En Ouganda, les travailleurs de l'enseignement, dans l'unité, avec leur syndicat, l'Uganda National Teachers' Union (UNATU), ont déclenché un mouvement de grève le 16 septembre 2013, pour exiger du gouvernement le versement d'une deuxième tranche d'augmentation de salaire de 20 % (dans l'attente d'une troisième de 15 %, après le paiement d'une première de 15 %), convenue à la suite de grèves et de négociations avec le gouvernement en 2011. Les dirigeants syndicaux ont eu à souligner que cette augmentation de salaire était même insuffisante, eu égard à la cherté du coût de la vie. Les travailleurs et leur syndicat ont aussi exigé le droit des syndicats à la négociation collective (Convention 98 de l'Organisation internationale du travail [OIT]).

Les travailleurs du Kenya, notamment ceux des zones franches d'exportation (ZFE), les travailleurs sur contrat temporaire ainsi que ceux des entreprises privatisées, sont confrontés au refus des employeurs de s'organiser en syndicat. Le gouvernement lui-même considère la grève comme une action illégale. En 2012, Francis Atwoli, secrétaire général de la Central Organisation of Trade Unions (COTU), a été arrêté et condamné à de fortes amendes pour entrave à une décision de justice, alors que le délai légal de dépôt du préavis avait été observé.

Mais la grève de 2012 des enseignants, qui avait mobilisé les travailleurs du Kenya National Union of Teachers (KNUT) et du Kenya Union of Post Primary Education Teachers, avait contraint le gouvernement à engager des négociations avec les syndicats sur l'augmentation des salaires. William Sossion, président du KNUT, avait déclaré :

*« Nous n'allons pas permettre au gouvernement de se cacher derrière les tribunaux pour éluder ses obligations et priver les enseignants de leurs droits constitutionnels de revendiquer de meilleures conditions salariales ainsi que leur droit d'organisation. »*

En Tanzanie aussi, des grèves se développent dans le secteur de l'enseignement. La grève des enseignants de juillet 2012, organisée par la Tanzania Teachers' Union (TTU) pour le doublement des salaires, s'est heurtée au refus du gouvernement de négocier avec le syndicat.

Le gouvernement de Kinshasa fait également fi des conventions de l'OIT. Alors que le Syndicat national des médecins de la RDC (Synamed) a déclenché une grève nationale du 2 au 29 septembre 2013, portant sur les augmentations salariales, l'avancement dans la carrière ainsi que sur le recrutement de nouveaux médecins, les grévistes en sont venus à s'en remettre au président de la République et aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Au Rwanda, le gouvernement a ratifié les conventions 87 et 98 de l'OIT, mais la grève est interdite chez les fonctionnaires et dans les entreprises privatisées qui licencient à volonté les travailleurs, y compris les responsables syndicaux, comme cela a été le cas pour la Rwandatel.

Au Burundi, la lutte des classes est surtout marquée par les luttes dans les secteurs de l'éducation et de la santé, avec des grèves récurrentes autour de l'application des accords conclus entre les syndicats et le gouvernement depuis déjà 2009.

Mais les travailleurs se trouvent confrontés aux obstacles visant à rendre impuissant le mouvement par l'alignement des directions syndicales à la politique d'ONG de « *coalition contre la vie chère* » ou de campagnes pour « *mobiliser la collecte des impôts pour transformer la vie des populations et sortir de la pauvreté* ».

Dans l'ensemble de la région, les gouvernements piétinent les conventions de l'OIT et les syndicats et les organisations syndicales des travailleurs s'intègrent dans un dispositif corporatiste d'accompagnement des politiques du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et des variantes du programme d'ajustement structurel qui étranglent les populations, la classe ouvrière et la jeunesse, contre leurs légitimes aspirations, et disloquent les pays.

Pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au Burundi, construisant avec d'autres militants ouvriers, paysans et jeunes, le Parti des travailleurs et de la démocratie (PTD-*Twungurunani*), il s'impose de se disposer et s'intégrer dans les processus révolutionnaires en cours et-ou qui se préparent à travers les continents dans cet affrontement permanent entre la révolution et la réaction-contre-révolution.

Au Burundi, comme ailleurs dans la région, le pays est soumis à la politique des-

tructrice de l'impérialisme en décomposition pour assurer la prolongation de sa survie, aidé en cela et par la petite bourgeoisie compradore et les partis petits-bourgeois qui aspirent à être de bons interlocuteurs des institutions financières internationales. De toutes les forces politiques en présence, la classe ouvrière est la seule à même de jouer un rôle politique indépendant pour l'émancipation de toutes les classes et couches exploitées et opprimées de la société car elle possède en propre sa force de travail.

Dans cette formation économique et sociale burundaise, comme dans toute l'Afrique — en dehors des pays comme l'Afrique du Sud et l'Algérie où la classe ouvrière est plus nombreuse et mieux organisée comme classe, faisant notamment, en ce qui concerne le pays maghrébin, la cible privilégiée des menaces de l'impérialisme compte tenu de ses acquis du point de vue social (services sociaux, souveraineté nationale comme aujourd'hui la loi des 51/49 et la résistance relative à l'impérialisme) —, la paysannerie demeure la classe la plus imposante par son nombre.

Au Burundi, le café, en particulier, avait été cultivé par plus de la moitié de la population paysanne, outre le fait que les revenus essentiels de l'Etat provenaient, avant les années 1990, de cette culture. Pour ce faire, elle ne peut qu'œuvrer à gagner et à s'attirer et réaliser l'alliance avec ces autres secteurs opprimés, à commencer par la paysannerie. Dès lors, la tâche immédiate consiste dans la réalisation de l'unité de la classe ouvrière par la conquête de l'indépendance de ses organisations syndicales et la construction de sa représentation politique indépendante pour la réalisation des aspirations sociales, démocratiques et nationales des Burundais, dans l'unité et la fraternité avec les autres peuples de la région et du monde, en prenant appui sur, notamment, les conclusions et déclarations finales des conférences d'Alger (2010 et 2011) contre la guerre et l'exploitation, contre l'ingérence étrangère dans les affaires internes des pays, pour la souveraineté et l'intégrité des nations.

La section burundaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans la contribution à la construction du PTD, met en œuvre une politique de front unique. La Constitution actuelle du Burundi est fondée sur l'accord d'Arusha du 28 août 2000, qui consacre le partage du pouvoir suivant une ligne de clivage *ethnique* pour la poursuite des privatisations et du

remboursement de la dette externe. Avec la nouvelle crise politique et institutionnelle ouverte le 31 janvier 2014, à la suite du limogeage du premier vice-président de la République, Bernard Busokoza, de l'ethnie *tutsi*, par décret présidentiel, et de la destitution par le ministre de l'Intérieur de Charles Nditije de la présidence de l'Uprona, parti *pro-tutsi*, de la nomination à ces postes de cadres de ce parti acquis à la cause du troisième mandat pour le président de la République actuel (Prosper Bazombanza et Concilie Nibigira, respectivement à la vice-présidence de la République et à la présidence de l'Uprona), le PTD a rendu public un communiqué de presse dans lequel il indique ceci :

*« Même s'ils ne le proclament pas, le Cndd-Fdd entend représenter les Hutu et l'Uprona les Tutsi. Ces développements montrent une fois de plus que, dans ce pays, les différents régimes n'ont jamais rompu avec les institutions de parti unique et qu'ils cherchent toujours à raviver les tensions ethniques. »*

*Le Parti des travailleurs et de la démocratie PTD-Twungururuni l'affirme : les différentes crises politiques à caractère ethnique qui ont émaillé l'histoire récente de ce pays ont toujours été le fait des dirigeants ayant entraîné des populations dans des guerres dont elles n'ont tiré que souffrances et misère.*

*C'est pourquoi le PTD-Twungururuni interpelle les dirigeants à l'intérieur des partis, aussi bien au sein des institutions elles-mêmes, pour réaliser l'unité en engageant le débat le plus large pour définir les institutions dont le pays a besoin, garantir les libertés démocratiques, stopper le processus des privatisations et de remboursement de la dette externe que nous imposent les institutions financières internationales que sont la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne. Il s'impose, dès lors, d'instaurer la souveraineté du pays afin de satisfaire les aspirations légitimes des travailleurs, des paysans et des jeunes à la paix, à l'unité et à une vie digne. »*

Cette déclaration s'inscrit dans la droite ligne de l'appel à la réalisation du front uni anti-impérialisme contenu dans la déclaration de presse qui a été publiée dans *Tribune libre des travailleurs* (organe du PTD), n° 1 (septembre 2008), qui exprime encore cette position :

*« (...) Le PTD Twungururuni, qui combat pour l'unité du peuple et des travailleurs, interpelle tous, y compris le Cndd-Fdd, l'Uprona et le Frodebu qui participent au gouvernement, les organi-*

*sations des travailleurs et les forces vives du pays pour œuvrer pour la rupture avec les injonctions de la Banque mondiale et de la FMI qui ravagent le pays, pour l'arrêt des privatisations, du remboursement de la dette externe, pour la défense et l'extension des services publics, le respect de la législation du travail et la défense de la souveraineté nationale, conditions de la paix et de la reconstruction du pays. »*

Nous avons déjà signalé qu'au Burundi, la filière café avait constitué la base de l'économie du pays. Dans son discours d'ouverture de la 11<sup>e</sup> conférence de l'African Fine Coffees Association (AFCA, « Conférence des bons cafés africains », qui regroupe le Burundi, la RDC, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe), tenue à Bujumbura du 13 au 15 février 2014, M<sup>me</sup> Dawn Liberi a souligné, en présence de plus de 150 délégués, représentants des États-Unis, de pays européens, de multinationales du secteur et de gouvernements africains, l'importance du café pour les domaines de l'agriculture et de l'exportation du Burundi.

Au plan pratique, le PTD a pris et prend toute sa place dans la lutte pour la renationalisation de la filière café au Burundi.

La privatisation de la filière café a engendré l'effondrement économique et financier de l'État et la paupérisation généralisée de la population. Deux experts de l'ONU, Olivier De Schutter et Cephas Lumina, qui ne sont pas des militants ouvriers, ont remis en 2013 un rapport appelant à suspendre la privatisation de la filière café au Burundi. Les auteurs déclarent, en conclusion :

*« Nous regrettons que la Banque mondiale continue de considérer qu'elle n'est pas tenue de prendre en compte les droits de l'homme dans ses processus de décision alors que les politiques qu'elle recommande ont des impacts très concrets sur les droits et les moyens d'existence des caféiculteurs. »*

Dès 2009, au lendemain de son agrément en 2008, le PTD a engagé la bataille pour la renationalisation de la filière café en initiant un appel à l'adresse de toutes les organisations politiques, des syndicats ouvriers, des associations de la « société civile », des personnalités... qui a permis la discussion avec des membres de base de ces divers regroupements.

Un seul parti politique a accepté de mener la bataille avec le PTD sur cet axe, alors que les directions des syndicats ouvriers ont rejeté l'appel.

La campagne de signature de l'appel à travers le pays a convergé sur l'organisation d'une conférence nationale pour la renationalisation de la filière café (5 septembre 2012) et la mise en place d'une structure permanente de front unique composée de militants de partis politiques, de membres d'associations, de la « société civile » et d'organisations de paysans caféiculteurs pour sceller l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

La déclaration finale de la conférence affirme :

*« Nous ne faisons pas nôtre l'explication selon laquelle la privatisation est incontournable pour résoudre la crise du marché. Les travailleurs, les peuples et la jeunesse, à travers le monde, ne sont pas responsables de cette crise. La responsabilité en incombe à la politique de pillage et de remise en cause des conquêtes sociales et démocratiques (plans d'austérité de la troïka, PAS, CSLP...) mise en œuvre sous l'égide des institutions internationales et qui disloque peuples et nations (Libye, Mali, Syrie...), au profit de la minorité qui contrôle les marchés. Dès lors, les travailleurs et les peuples ne doivent-ils pas résister et combattre dans l'unité fraternelle pour leurs intérêts communs contre cette politique d'austérité et de privatisation-pillage ?*

*A travers des discussions franches, nous avons conclu que s'impose de manière urgente la nécessité de la renationalisation de la filière café pour la sauvegarde du pays et des Burundais eux-mêmes. Il s'agit, pour nous, d'une question vitale et qui, en tant que telle, concerne tous. C'est pour cette raison que nous nous sommes fixé pour objectif d'élargir la discussion avec tous pour unir toutes les forces vives du pays, à commencer par les partis institutionnels, afin que le Burundi rompe avec la politique de privatisation du patrimoine national qui met le pays à sac.*

*Pour nous en donner les moyens, nous avons décidé de constituer un Comité national permanent pour la renationalisation de la filière café. »*

Par ce moyen encore, des militants, à la recherche de voies et moyens pour sortir la population de la situation de détresse sociale, et sur le terrain de la démocratie, ont pu se dégager de la tutelle de leur direction. La

poursuite du combat s'oriente vers l'organisation d'une deuxième conférence nationale en juillet 2014, avec la participation de militants ouvriers de la région.

La classe ouvrière et les peuples de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Est sont confrontés aux mêmes problèmes de soumission de leurs pays à la politique d'oppression, d'exploitation et de pillage de l'impérialisme, qui lui-même exploite et opprime sa propre classe ouvrière. Également par les guerres qu'il fomenté et organise à travers le continent et le monde, le capital financier, aux prises avec sa crise de décomposition, est amené à chercher à détruire les acquis ouvriers et démocratiques et à financer la guerre par la réduction du coût de travail, le saccage de la Sécurité sociale, des services publics...

Dans chacun des pays de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Est se trouve posée la nécessité de la rupture avec l'impérialisme et ses institutions, la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne, et ses multinationales.

L'émancipation des peuples de la région met à l'ordre du jour dans chacun des pays la conquête de l'indépendance des syndicats des travailleurs, la construction de la représentation politique de la classe ouvrière pour la centralisation du combat et l'instauration de l'Assemblée constituante souveraine, débarrassée de l'emprise de l'impérialisme, de ses institutions supranationales, des armées impérialistes et de leurs troupes supplétives, Constituante chargée de satisfaire les aspirations de la classe ouvrière, du peuple et de la jeunesse.

Il s'agit, dans chaque pays, de créer une section de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la renforcer là où elle existe, pour l'organisation du combat pour l'union libre et fraternelle des Républiques souveraines de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Est, qui s'intègre dans le combat pour les Etats unis socialistes d'Afrique.

**Paul Nkunzimana**  
**20 février 2014**



# Espagne : la classe ouvrière, les droits des peuples, vers une crise révolutionnaire

Par A.Tubau

---

## POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

---

L'effondrement économique en Espagne, dans le cadre de la crise économique mondiale et de ses particularités dans les pays de l'Union européenne, a porté à leur paroxysme toutes les questions démocratiques que la bourgeoisie espagnole a historiquement été incapable de régler. Après la mort de Franco le 20 novembre 1975, le régime mis en place dit « de la transition » a essayé de contourner la solution à apporter aux questions démocratiques ainsi qu'aux aspirations de la classe ouvrière. Nous y reviendrons.

Aujourd'hui, les principaux dirigeants politiques officiels semblent stupéfaits de l'évolution de la situation en Catalogne. Même si nous ne pouvons en aucun cas isoler la montée en puissance de l'exigence de souveraineté du peuple catalan — qui correspond au mouvement profond de la classe ouvrière dans sa lutte de résistance aux plans d'austérité et aux atteintes aux droits sociaux et démocratiques au cours des cinq dernières années en particulier — et la révolte de tous les peuples qui composent l'Etat espagnol, il faut constater que la situation en Catalogne prend des formes particulières et s'est transformée en premier élément de déstabilisation de l'Etat monarchique. Evidemment, c'est d'abord parce que la puissante classe ouvrière catalane reste la seule force sociale capable

de mener à terme le combat pour la souveraineté. Et la classe ouvrière catalane est une composante de l'ensemble de la classe ouvrière, qui, par ses traditions, ses organisations et ses conquêtes, est *une* à l'échelle de tout le pays.

De la mort de Franco en 1975, à 2014, les forces qui se déclarent partisans de l'indépendance de la Catalogne sont probablement devenues aujourd'hui majoritaires. Mariano Rajoy, président du gouvernement espagnol, se demandait il y a quelques semaines pourquoi il y avait autant de partisans de l'indépendance. Un bref rappel de ce qui s'est passé ces dernières années nous donne quelques éléments de réponse.

Comme résultat du processus de régionalisation du pays entamé par la Constitution adoptée le 6 décembre 1978, la Catalogne a été dotée d'un statut d'autonomie. Ce statut d'autonomie a été voté en 1979. Il donnait au gouvernement régional des compétences exclusives, notamment sur le terrain de la santé et de l'enseignement. Ce statut a été modifié en 2006, modification approuvée par le Congrès des députés d'Espagne et adoptée définitivement le 28 juin 2006 par un référendum en Catalogne.

Les forces politiques qui représentent directement l'appareil d'Etat hérité du franquisme, c'est-à-dire le Parti populaire (PP) d'Aznar et de Rajoy, ont fait appel au Tribunal constitutionnel pour casser ce nouveau statut, qui élargissait les compé-

tences du gouvernement régional de la Catalogne, tout en restant respectueux du cadre de la Constitution de 1978 qui consacre l'Espagne comme nation unique et rejette le droit des peuples à l'autodétermination.

Le 28 juin 2010, le Tribunal constitutionnel a rendu sa sentence en cassant toutes les nouvelles mesures d'élargissement du pouvoir du gouvernement régional dans le Statut d'autonomie (*Constitution régionale — NDLR*). La réaction des forces politiques qui disent défendre les droits du peuple de Catalogne a été instantanée.

Le 10 juillet 2010, plus d'un million de personnes ont défilé à Barcelone pour protester contre ce jugement du Tribunal constitutionnel sous le mot d'ordre : « *Nous sommes une nation, nous avons le droit de décider* ». Cette manifestation avait été appelée par les partis nationalistes, mais aussi par le Parti socialiste et les syndicats Union générale des travailleurs (UGT) et Commissions ouvrières (CCOO). Comme l'a dit le quotidien nationaliste basque *Gara*, « *le jugement du Tribunal constitutionnel a approfondi la fracture entre la Catalogne et l'Espagne* ». Le processus ouvert semble irréversible. Car au déni de démocratie du Tribunal constitutionnel se sont ajoutées les conséquences catastrophiques de l'effondrement économique.

Tout le système des régions a été bouleversé de haut en bas par cette crise. Toutes les régions exigeaient du gouvernement central un financement accru, et le gouvernement central a répondu en aiguisant les affrontements entre régions. Le gouvernement de Rajoy a refusé toute nouvelle négociation sur le financement des régions, ce que le gouvernement de la Catalogne demandait. Dans les rues de Barcelone, on a commencé à entendre : « *Madrid, l'Espagne nous volent notre argent*. » Cette campagne a été accentuée par le gouvernement central dénonçant « *les privilèges des Catalans* ». N'importe quel travailleur de Barcelone se pose en effet la question : « *A quoi nous sert cet Etat qui vole nos recettes, baisse nos salaires, privatise la santé et l'enseignement et augmente les impôts ?* »

Le gouvernement de Catalogne, qui se dit la représentation politique de la bourgeoisie catalane, qui a été à l'avant-garde pour

appliquer le plan d'austérité et prône la dépendance directe à l'Union européenne, a déclaré qu'il ne pouvait faire autrement car c'était le gouvernement central qui exigeait ces plans d'austérité. De façon démagogique, il a dit en substance : « Avec l'indépendance, tous les droits sociaux, et en particulier les retraites, seront garantis. » Telle était la situation quand, dans la lignée de la manifestation du 10 juillet 2010, les 11 septembre 2012 et 2013 (dates de la journée nationale de la Catalogne) ont été l'occasion des manifestations de masse les plus importantes de toute l'histoire du pays. Un quart de la population de Catalogne a défilé ces jours-là pour exiger le droit à l'autodétermination.

Le 12 décembre 2013, la majorité des partis qui composent le Parlement catalan (les deux tiers des députés) a adopté une résolution qui décide la convocation d'une consultation le 9 novembre 2014 sur deux questions : « *Etes-vous pour que la Catalogne soit un Etat ? Si c'est le cas, êtes-vous pour que cet Etat soit indépendant ?* » Selon les sondages, aujourd'hui, 85 % de la population sont en faveur de cette consultation et 60 % se prononcent pour l'indépendance.

Le 12 décembre au soir, les secrétaires généraux de l'UGT et des CCOO de Catalogne se prononçaient pour cette consultation, demandant à l'Etat espagnol de prendre en charge son organisation.

---

### “AVEC LE PEUPLE CATALAN QUI VEUT POUVOIR DÉCIDER”

---

Le 14 décembre, le comité central du POSI, section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Espagne, publiait la déclaration suivante :

**« Avec le peuple catalan qui veut pouvoir décider »**

*Le 12 décembre, les partis CiU, ERC, ICV-EUiA et CUP ont décidé d'appeler le peuple catalan à une consultation le 9 novembre 2014. Ils veulent ainsi répondre à la clameur du peuple de Catalogne qui, depuis plus d'un an, exige d'exercer son droit à l'autodétermination.*

### **Qui s'oppose à ce droit ?**

Indépendamment de l'opinion que l'on peut avoir sur la question, ou de la considération que méritent ceux qui parlent du droit à décider des Catalans et qui, ensuite, lui imposent des budgets de rigueur dictés par la troïka, les représentants du peuple de Catalogne ont le droit de consulter les citoyens. Tout partisan de la démocratie doit défendre ce droit, qui n'est pas applicable qu'à la Catalogne, mais qui touche tous les peuples de l'Etat espagnol.

Mariano Rajoy, président d'un gouvernement qui attaque les retraites, les services publics, les syndicats, n'a pas mis longtemps pour répondre, Constitution en mains, qu'il empêchera cette consultation. A ses côtés, Van Rompuy, président du Conseil de l'Union européenne qui impose « l'austérité », a soutenu cette position. Immédiatement, Obama a accordé l'entrevue que Rajoy lui demandait depuis deux ans. Les représentants du capital serrent les rangs contre la souveraineté et la démocratie pour diviser les travailleurs et soutenir les institutions qui imposent les plans d'ajustement.

Il est inadmissible que Rubalcaba (secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE] — NDLR) s'agrange à ce chœur en disant : "Non, maintenant et toujours, au droit à l'autodétermination." N'est-il pas le dirigeant d'un parti créé et préservé par les travailleurs pour défendre la liberté et les droits ? Les députés du Parti socialiste n'ont-ils pas été élus au Parlement de Catalogne en promettant de défendre le droit à décider ? Pourquoi Rubalcaba lie-t-il encore une fois le PSOE au PP ?

Le POSI, qui défend inconditionnellement le droit des peuples à décider librement de leur avenir, considère que les dirigeants de l'UGT et des CCOO de Catalogne ont raison lorsqu'ils défendent le droit à appeler à cette consultation et à y participer. L'UGT exige que le gouvernement espagnol facilite cette consultation. Telle doit être l'exigence unanime des partis et syndicats qui parlent au nom des travailleurs de l'Etat espagnol. C'est la seule manière de préserver l'unité de la classe ouvrière de l'Etat espagnol et de ses organisations face à ceux qui veulent détruire tous nos droits et conquêtes. En ce qui nous concerne, nous mettrons toutes nos forces dans le combat pour obtenir cette unité.

### **Décider sans trucage**

Cela dit, nous voulons signaler que l'écrasante majorité du peuple de Catalogne veut décider sans trucage et sans

avoir à choisir entre de fausses solutions. L'expérience montre, et des prises de position réitérées le confirment, que cela n'est pas possible sans rompre avec le cadre de la Constitution monarchique, même si certains s'entêtent à proposer des réformes inviablées ou veulent couvrir la monarchie et l'Etat des autonomies d'un vernis "fédéral".

L'expérience et les déclarations de leurs représentants démontrent que l'autodétermination ne peut se faire dans les institutions antidémocratiques de l'Union européenne, qui, loin de reconnaître le droit des peuples à décider librement de leur avenir, sont opposées à la souveraineté de tous les peuples d'Europe. Toutes ces solutions refusent ce que veut la majorité du peuple catalan : obtenir la souveraineté pour pouvoir se défendre des politiques qui détruisent les conquêtes et les droits. Car la défense de la souveraineté est incompatible avec l'imposition des plans d'ajustement ou, par exemple, avec l'adoption de budgets élaborés sous le diktat de ce que disent Bruxelles-Montoro (ministre de l'Economie — NDLR), qui provoqueront davantage de coupes budgétaires, plus de privatisations et plus de pillage du patrimoine public.

L'allié des travailleurs et du peuple de Catalogne, ce n'est pas l'Union européenne, ni la "communauté internationale", mais les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol qui luttent contre les coupes sociales et salariales, pour l'abrogation de la réforme du travail, pour la défense des pensions et des services publics. Seuls ceux qui ont intérêt à éliminer cette résistance pour qu'ainsi puissent passer plus facilement, partout, les plans d'ajustement ont intérêt aussi — à partir de l'Espagne ou de la Catalogne — à aiguïser l'affrontement entre les travailleurs et les peuples.

**Regroupons les forces pour que prévalent la démocratie, l'intérêt de la majorité (...)** »

---

## **UNE CONFRONTATION INCONTOURNABLE**

---

En ce début de l'année 2014, la confrontation entre les aspirations du peuple de Catalogne et l'appareil d'Etat semble incontournable.

Le 16 janvier, le Parlement de Catalogne a adopté à nouveau une motion adressée au Parlement espagnol pour demander que soient transférées au gouvernement régional de Catalogne les compétences quant à l'organisation de cette consultation. Cette demande doit être discutée au Parlement espagnol dans les mois à venir.

Entre-temps, le 17 février, le Parlement espagnol a adopté une motion avec 85 % des voix pour le rejet du « *processus sécessionniste ouvert en Catalogne* » et appelant à l'utilisation des « *moyens constitutionnels* » pour l'empêcher. Les moyens constitutionnels peuvent aller jusqu'à la dissolution des institutions régionales par la force, y compris si nécessaire l'utilisation de l'armée, qui est garante, selon la Constitution, de l'unité de l'Espagne.

Des rumeurs circulent à présent indiquant qu'une opération militaire est prévue pour le mois d'octobre de cette année, si la consultation est convoquée, pour la prise de contrôle militaire de la Catalogne. Ces rumeurs ne sont évidemment pas confirmées, mais le gouvernement espagnol, en revanche, a annoncé le 6 janvier, par la voix du roi et commandant en chef des armées, une restructuration des armées qui a pour axe le Pays basque, l'Aragon et la Catalogne. Personne, évidemment, ne peut aujourd'hui dire que cette hypothèse va se réaliser.

Nous ne sommes pas à la veille du soulèvement fasciste de Franco du 17 juillet 1936, d'abord parce que la classe ouvrière, en dépit des coups reçus ces dernières années, n'est pas défaite, et, au contraire, a entamé lors de ses derniers mouvements (travailleurs du nettoyage et travailleurs de la santé de Madrid, ouvriers de Coca-Cola, d'Airbus) toute une série de grèves qui fournissent les éléments d'une contre-offensive de la classe ouvrière.

En effet, celle-ci exige de ses organisations syndicales qu'elles se mettent à la tête de l'action unie pour ses revendications, contre la politique de « dialogue social » qui a paralysé la classe ouvrière ces dernières années, ou l'a conduite à des journées de grève à répétition sans objectif, sans suite, dans les faits donc, d'accompagnement de la politique du gouvernement.

De toute évidence, c'est cette puissance de la classe ouvrière, restée pour l'essentiel intacte, qui a empêché le processus de dislocation du pays et qui peut ouvrir la voie pour que les peuples, notamment les peuples catalan et basque, obtiennent leur souveraineté dans un cadre qui cherche à établir des rapports fraternels entre les peuples, en se débarrassant des institutions de l'appareil d'Etat héritées du franquisme et des diktats de l'Union européenne.

---

### BREF RAPPEL HISTORIQUE : L'ÉTAT ESPAGNOL, PRISON DES PEUPLES

---

L'Etat espagnol n'est pas une nation. L'Espagne est constituée d'un ensemble de peuples de langues et de cultures différentes. Mais le développement capitaliste a fait que s'est constitué un « cadre économique commun », comme le disait Marx, c'est-à-dire qu'une classe ouvrière s'est formée à l'échelle de tout le pays, avec les mêmes traditions, les mêmes organisations syndicales et politiques et les mêmes conquêtes. Mais la bourgeoisie a été incapable de régler les questions nationales existantes et, pour préserver sa domination de classe, elle s'est réfugiée derrière l'Etat centraliste, et notamment les institutions modelées par la longue dictature (de 1936 à 1975) de Franco.

La monarchie actuelle plonge ses racines dans les vieilles institutions du franquisme auxquelles se sont ajoutées les institutions élues : le Parlement et les municipalités. Mais pour détourner les aspirations du mouvement des peuples catalan, basque, etc., qui exigeaient leur émancipation après la mort de Franco, elle a constitué dix-sept régions partageant la gestion du budget avec l'Etat central dans le cadre d'une autonomie limitée. C'était aussi un instrument majeur pour diviser la classe ouvrière.

Ce sont les pactes de la Moncloa de septembre 1977, pactes signés entre l'appareil franquiste, les partis traditionnels de la classe ouvrière et les partis nationalistes basque et catalan, qui avaient comme objectif, au nom d'une transition pacifique, d'empêcher une explosion révolutionnaire.

Ce caractère extrêmement parasitaire a pour conséquence — et c'est compréhensible — que tous les peuples d'Espagne, à différents niveaux, veulent s'émanciper de cet Etat, et cela rejoint les exigences des travailleurs, des jeunes de tout le pays qui s'opposent aux contre-réformes.

Après ce pacte de la Moncloa, une « Commission constitutionnelle » a été mise sur pied, en dehors de tout contrôle — même parlementaire (rappelons que les élections parlementaires avaient eu lieu le 14 juin 1977).

Elle a élaboré un projet de Constitution. Cette commission était constituée de représentants du Parti communiste d'Espagne (PCE) de Carrillo, du PSOE de Felipe Gonzalez, du Parti nationaliste basque et du parti nationaliste catalan (Convergence et Union), avec des représentants de l'appareil de l'Etat (l'UCD d'Adolfo Suarez).

Le projet de Constitution a été adopté par référendum le 6 décembre 1978. Une des caractéristiques majeures de cette Constitution est le rejet explicite du droit à l'autodétermination et la restructuration du pays en dix-sept régions autonomes (titre VIII de la Constitution).

L'objectif de cette Constitution était de préserver les principales institutions de l'appareil d'Etat franquiste, en y greffant des institutions élues comme le Parlement et les municipalités, en « légalisant » les partis politiques et les syndicats.

Trente-cinq ans après, ce château de cartes est en train de s'effondrer dans la plus grande confusion et le chaos, du fait, notamment, du caractère totalement parasitaire et corrompu de l'ensemble des institutions de l'Etat, aggravé par leur dépendance et leur soumission à la politique prônée par l'Union européenne (depuis l'intégration de l'Espagne en 1986 à la « CEE »).

Répétons-le, ce caractère totalement parasitaire a pour conséquence que tous les peuples d'Espagne, à des rythmes et des niveaux différents, veulent s'émanciper de la tutelle de cet Etat, et cela rejoint la mobilisation des travailleurs et des jeunes de tout le pays qui s'opposent aux contre-réformes.

---

## LA BOURGEOISIE CATALANE PEUT-ELLE RÉGLER LA QUESTION NATIONALE ?

---

Les partis nationalistes catalans, qui ont la majorité au Parlement de Catalogne, sont Convergence et Union (C&U, qui se présente comme le porte-parole des entrepreneurs) et la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), qui représentent ce qu'on appelle les couches moyennes, y compris un secteur de la jeunesse et des salariés. C&U est l'héritier de la Ligue régionaliste, qui s'était constituée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'ERC était le parti traditionnel, électoralement majoritaire dans les années 1930, qui a présidé le premier gouvernement régional au moment de l'instauration de la République, le 14 avril 1931. Son principal dirigeant, Lluís Companys (1), a même proclamé la République catalane, mais il a ensuite accepté de rester dans le cadre de l'Etat espagnol.

On peut donc dire que ces deux partis sont les héritiers des partis nationalistes traditionnels, mais avec une différence : c'est que pour eux, la souveraineté et l'indépendance de la Catalogne doit se faire dans le cadre de l'Union européenne. C'est pour cette raison que leur devise est : « *La Catalogne, Etat d'Europe* ». C'est ce qui explique aussi que ces partis, constituant le gouvernement régional que l'ERC soutient sans en être membre, soient à l'avant-garde de l'application des différents plans d'austérité et recommandations de la troïka. Il faut également indiquer que dans le Parlement catalan, il y a un parti nationaliste, Candidature d'unité populaire (CUP), qui se déclare pour l'indépendance et contre l'Union européenne.

Mais de toute évidence, les déclarations de ces partis et les mesures qu'ils prétendent vouloir prendre sont le produit du soulèvement du peuple catalan ces dernières années. Le président du gouvernement régional, Artur Mas, qui est le principal

---

(1) Lluís Companys, exilé en France à la fin de la guerre en Espagne, en avril 1939, a été arrêté par le gouvernement de Vichy et livré à la Gestapo, laquelle l'a rendu à Franco qui l'a jugé et fusillé.

dirigeant de C&U, cherche encore à tout prix un accord avec l'Etat espagnol, au détriment de l'exercice du droit à l'auto-détermination. C'est pour cette raison que le porte-parole du gouvernement régional de Catalogne, Francesc Homs, a déclaré que la consultation du 9 novembre n'aurait pas valeur juridique, mais servirait pour négocier avec le gouvernement espagnol la tenue d'un référendum dans toute l'Espagne, pour que l'ensemble des peuples espagnols décide sur la Catalogne.

Mais l'appareil d'Etat n'accepte aucune négociation.

Avant l'été, le président du gouvernement régional de Catalogne, Artur Mas, a envoyé une lettre à Rajoy pour proposer une négociation dans l'objectif d'organiser une consultation légale. Le 14 septembre, après la manifestation du 11 septembre, Rajoy a répondu en disant que la consultation n'était pas dans le cadre de la Constitution parce que, selon l'article 149 de la Constitution, le depositaire de la souveraineté est le peuple espagnol et non le peuple catalan.

En revanche, Rajoy a proposé à Mas une amélioration du financement de la région. En réalité, il s'agit de la position de la majorité de la bourgeoisie catalane qui a besoin de l'Etat monarchiste pour faire face à la classe ouvrière.

Cela a toujours été ainsi dans l'histoire. La bourgeoisie catalane, ou plus exactement la fraction catalane de la bourgeoisie espagnole, a toujours privilégié ses intérêts de classe, tout en utilisant un discours de souveraineté quand cela lui convenait. Voilà pourquoi pendant la guerre civile de 1936-1939, elle s'est rangée majoritairement derrière Franco.

Les vieilles institutions héritées du franquisme fondent leur pouvoir sur l'unité de l'Etat. C'est pour cela que le 12 septembre 2013, le journal *ABC*, porte-parole traditionnel de la monarchie, a expliqué :

*« La vice-présidente du gouvernement a déclaré que face aux défis des insurgés catalans, il y aurait dialogue et Constitution. Nous disons non : d'abord c'est la Constitution, l'accomplissement de la loi utilisant si c'est nécessaire tous les instruments que prévoit la Charte (Constitution de 1978 — NDLR). Une fois que les sédi-*

*tiens respecteront le cadre légal, on pourra dialoguer, mais pas avant. La politique du "profil bas" signifie abandonner à leur sort les millions de Catalans qui se considèrent espagnols, harcelés par la Generalitat qui pousse à la haine contre l'Espagne et contre tous ceux qui s'identifient à elle. ABC, fidèle à son histoire et à ses principes, demande au gouvernement un changement de cap pour qu'il prenne les mesures nécessaires à la défense de l'unité de l'Espagne, comme la majorité des Espagnols l'exige. Il ne servirait à rien de surmonter la crise économique si le résultat devait en être une Espagne mutilée. »*

---

## LA BOURGEOISIE CATALANE CONTRE LA SOUVERAINÉTÉ

---

Cette déclaration, qui fait un appel à peine voilé à l'intervention de l'armée, a été reçue 5 sur 5 par le gouvernement Rajoy, qui a répondu à Mas que la consultation était illégale.

Parallèlement, les institutions patronales de la bourgeoisie catalane ont pris une position claire et nette. Le 18 février, le syndicat patronal, Fomento del Trabajo, qui est membre de la CEOE (organisation du patronat espagnol), s'est prononcé contre la consultation et a appelé au respect de la Constitution et du Statut catalan. Il a insisté sur le fait que l'objectif, c'était de négocier avec le gouvernement central un nouveau « pacte fiscal ».

Aujourd'hui donc, les aspirations du peuple catalan vont se trouver ouvertement confrontées aux intérêts de la bourgeoisie catalane, qui fait partie de la bourgeoisie espagnole et de sa petite place sur le marché mondial.

A ce sujet, en dépit de quelques différences dans la situation, notamment l'existence de l'Union européenne, il faut rappeler les propos de l'un des principaux dirigeants de la Confédération nationale du travail (CNT), Salvador Seguí, lors d'une conférence qu'il tenait en 1919 à l'Ateneo de Madrid :

*« En Catalogne, les éléments réactionnaires du catalanisme ont souvent brandi le drapeau des revendications catalanes dans un sens nationaliste. (...) Vous pouvez être sûrs, amis de Madrid, que s'il*

*arrive qu'ils parlent un jour sérieusement de l'indépendance de la Catalogne vis-à-vis de l'État, les premiers qui s'y opposeront seront les capitalistes de la Ligue régionaliste et de Fomento del Trabajo. (...) S'ils croient que leurs intérêts particuliers de classe sont en danger, ils courront à Madrid offrir leurs services à la monarchie centraliste et seront même disposés à devenir ministres. Est-ce par la collaboration dans les ministères qu'on peut défendre les aspirations à la libération nationale de la Catalogne, par la soumission à la monarchie centraliste et ennemie de l'émancipation de tous les peuples hispaniques ? (...) Une Catalogne libérée de l'État espagnol, je puis vous l'assurer, amis de Madrid, ce sera une Catalogne amie de tous les peuples de la péninsule, et je soupçonne que ceux qui prétendent se présenter aujourd'hui comme les défenseurs du catalanisme craignent en réalité une entente fraternelle et durable avec les autres nationalités de la péninsule. »*

Si on remplace Ligue régionaliste par Convergence et Union, et qu'on ajoute à la soumission à la monarchie centraliste la soumission à l'Union européenne, les propos de ce dirigeant syndical sont plus que d'actualité. Ce n'est sans doute pas un hasard non plus si Salvador Seguí a été abattu par des hommes de main patronaux.

En effet, la bourgeoisie catalane ne fait qu'utiliser l'aspiration nationale du peuple catalan pour renégocier avec la couronne sa place sur le marché.

Rappelons qu'en 1936, lorsque Franco organisait le coup d'État contre la République, annonçant clairement que sa « croisade » se faisait et contre la classe ouvrière et contre les peuples, la grande bourgeoisie catalane, presque unanime, a fait le pèlerinage à Burgos (capitale de Franco pendant la guerre).

Sous des formes différentes, l'histoire bégaie. Et cela pose la question centrale : quelle est la force sociale qui peut garantir l'exercice du droit des peuples, et au-delà, quelle force sociale est la garantie des droits démocratiques ?

Nous puisons dans la tradition du mouvement ouvrier, dans les lignes directrices de la Première Internationale, et en particulier dans ce qu'a accompli la révolution d'Octobre, seule révolution qui ait garanti le

droit des peuples, et qui, au nom de la révolution mondiale, a ouvert la voie à l'émancipation de tous les travailleurs de tous les pays européens pour le règlement de toutes les questions nationales.

Les événements en Ukraine aujourd'hui le rappellent, même si, a contrario :

*« C'est d'ailleurs la révolution d'octobre 1917, c'est-à-dire la révolution mondiale, qui, en expropriant le capital, en rompant avec l'impérialisme, a libéré la nation ukrainienne. La nation ukrainienne, développant sa langue nationale, sa culture, sa littérature, a pu se développer comme jamais dans le cadre d'une République soviétique d'Ukraine, fédérée avec la Russie soviétique et d'autres dans le cadre de l'URSS qui devait être, selon Lénine, une "union libre des peuples libres" s'étendant vers l'ouest de l'Europe au rythme des avancées de la révolution mondiale.*

*Ce n'est pas un hasard si la dégénérescence bureaucratique de l'URSS a pris, en Ukraine, la forme de l'élimination par Staline des dirigeants communistes ukrainiens (qu'ils soient ou non membres de l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky) au nom de la lutte contre un prétendu "nationalisme ukrainien". Mais la brutalité du stalinisme, la brutalité avec laquelle la bureaucratie mènera dans les campagnes la collectivisation forcée et les famines que cela entraînera n'empêcheront pas des centaines de milliers de partisans de se lever contre l'occupant nazi, qui prétendait y rétablir la propriété privée sous la forme de l'asservissement des populations soviétiques » (extrait de la Lettre de la IVe Internationale, n° 26, 22 février 2014, « Que se passe-t-il en Ukraine ? »).*

---

## LE MOUVEMENT OUVRIER, SES ORGANISATIONS, ET LA POLITIQUE DES APPAREILS

---

L'aspect le plus négatif dans la situation actuelle, c'est que la force sociale qui peut ouvrir une issue démocratique et positive pour toutes les questions non résolues en Espagne, c'est-à-dire la classe ouvrière — qui, malgré le chômage et les coups reçus, reste la classe principale de la société — traverse une crise majeure de représentation politique. Non qu'elle ne soit pas représentée, mais elle est représentée

notamment par la direction du PSOE qui soutient l'oppression par l'Union européenne et la monarchie centraliste.

La position que prend aujourd'hui la direction du PSOE — et de façon subsidiaire la « Gauche unie » (coalition électorale constituée par le PCE) — n'est pas simplement contradictoire aux intérêts de la classe ouvrière, à la défense de son unité, à la défense du droit élémentaire à l'autodétermination des peuples, mais aussi aux meilleures traditions de ces organisations.

Un bref rappel historique est nécessaire pour le montrer. Lors de sa fondation en 1888, à Barcelone, par les mêmes militants qui ont fondé le PSOE en 1889, parti qui a tenu son congrès quelques mois après également à Barcelone, l'UGT a, dans sa thèse nationale, établi la liaison entre le combat pour l'émancipation sociale de la classe ouvrière et le combat pour le droit des peuples. Ce n'est pas non plus un hasard si la deuxième grande confédération syndicale, constituée en 1910 également à Barcelone, rassemblant les différents groupes anarchistes du pays, le faisait à l'initiative d'un syndicat catalan, Solidarité ouvrière.

On peut affirmer que la classe ouvrière catalane a été à l'avant-garde de la constitution des partis et syndicats ouvriers.

C'est ce qui explique que, lors du dernier congrès clandestin du PSOE en 1974 à Suresnes (France), ce parti ait adopté une résolution sur la question nationale indiquant :

*« 1. La solution définitive du problème des nationalités qui font partie de l'Etat espagnol part obligatoirement de la pleine reconnaissance du droit à l'autodétermination, ce qui implique la possibilité que chaque nationalité puisse déterminer librement les rapports qu'elle maintiendra avec les autres peuples qui font partie de l'Etat espagnol. »*

Et dans son point 2, cette résolution explique :

*« L'exercice spécifique du droit à l'autodétermination s'incarne dans le PSOE dans le cadre de la lutte des classes et du processus historique de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. »*

Cette résolution a été ratifiée dans le congrès de 1976, qui s'est tenu dans la légalité. Et cette orientation a été aban-

donnée lors de la signature du pacte de la Moncloa déjà cité, en septembre 1977, pour préserver les institutions de l'Etat franquiste et restaurer la monarchie centraliste, oppresseur des peuples.

Aujourd'hui, la direction du PSOE est le soutien le plus direct à la monarchie et à la Constitution centraliste contre le droit du peuple catalan, y compris contre la majorité de ses militants en Catalogne.

La « Gauche unie », deuxième grande organisation se réclamant de la Catalogne, a, dans les faits, adopté une position subsidiaire à celle de la direction du PSOE.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> février 2014, dans une conférence de la Gauche unie sur le modèle d'Etat, un document est adopté dans lequel elle se prononce pour une « République fédérale » qui a pour contenu l'élargissement de l'Etat des autonomies — c'est-à-dire maintenant la structure des dix-sept régions, en proposant de remplacer le roi par un président — dans le cadre de l'Union européenne.

Dans le mouvement syndical, la contradiction est publique. Car les instances syndicales catalanes de l'UGT et des CCOO se prononcent ouvertement pour le droit à l'autodétermination, et pour que le peuple catalan puisse se prononcer par référendum, avec obligation pour l'Etat de garantir cet exercice. Pour l'instant, les instances confédérales ne se sont pas prononcées.

---

## QUEL EST LE POINT DE VUE OUVRIER SUR LA QUESTION NATIONALE ?

---

Ceux qui, dans le mouvement ouvrier, rejettent le droit à l'autodétermination, disent que la Catalogne et le Pays basque ne sont pas des « colonies ». En effet. Si c'étaient des colonies, nous serions pour leur indépendance tout court, comme nous le sommes pour les enclaves coloniales de Ceuta, Melilla et Gibraltar.

Nous sommes inconditionnellement pour le retour au Maroc de Ceuta et Melilla, et de la base militaire anglaise de Gibraltar (qui sert aussi de paradis fiscal) à l'Espagne. Quelle que soit la caractérisation que l'on porte sur leur régime politique.

La question posée, c'est qu'il y a un Etat qui opprime tous les peuples, qui organise les affrontements de ces peuples entre eux, et que tous ces peuples, plus ou moins ouvertement, exigent leur émancipation.

C'est le sens du combat pour la République à travers toute l'Espagne, c'est-à-dire pour nettoyer les écuries d'Augias de l'ancien régime, sur lesquelles se sont greffées les institutions issues de la « transition » après la mort de Franco — c'est-à-dire les Cortes élus et les municipalités — auxquelles se sont encore ajoutés, après l'adoption de la Constitution de 1978, les dix-sept parlements régionaux avec leurs gouvernements et compétences.

Cela fait des institutions d'Etat énormes, à trois étages, qui ont préservé et multiplié une importante bureaucratie de haut niveau, au détriment des services publics. Ainsi, la somme des salaires de 2 000 hauts fonctionnaires équivaut à la somme des salaires de 40 000 enseignants ou médecins. Le ressenti vis-à-vis du parasitisme extrême de cet Etat ne relève pas de l'impressionnisme, c'est une réalité matérielle.

Autre exemple : la multiplication des corps de police. Il y a la police nationale, la Garde civile, les polices régionales, les polices locales armées, et les polices privées qui, avec la nouvelle loi, ont les mêmes prérogatives que la police nationale (par exemple, les vigiles de supermarchés...). Le pourcentage d'agents de police par habitant représente le double de celui de la France.

L'imbrication entre les revendications sociales et les aspirations démocratiques ou nationales est totale. La politique du gouvernement de Madrid, comme celle des gouvernements régionaux et des forces politiques qui les soutiennent, essaye de séparer les deux.

La déclaration du POSI déjà citée: « Avec le peuple de Catalogne qui veut décider » s'inscrit dans la continuité de la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa section en Espagne sur la question nationale. Dans la forme, elle correspond au développement de l'orientation définie lors du XXI<sup>e</sup> Congrès du POSI d'octobre 2012 et de sa résolution « *La classe ouvrière et la souveraineté des peuples* ».

Le rapport d'ouverture de la discussion du XXII<sup>e</sup> Congrès du POSI, qui se tiendra à la fin juin 2014, indique :

*« C'est à partir de l'unité de la classe ouvrière que nous défendons la souveraineté des peuples, de tous les peuples. En effet, le combat pour l'émancipation nationale et le combat pour l'émancipation sociale sont indissolublement liés, et l'unité de la classe ouvrière est la voie pour les arracher. »*

*Pour nous ce ne sont pas là des paroles vaines. La classe ouvrière existe comme organisation, d'où l'importance de la position des partis et syndicats qui s'en réclament.*

*Il ne s'agit pas de déclarations plus ou moins générales de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa section, il s'agit d'utiliser à fond le point d'appui pour l'unité de la classe ouvrière, garantie de la lutte pour le droit à l'autodétermination, que représente le fait que ce même jour, 12 décembre, l'Union générale des travailleurs (UGT) de Catalogne, seule, puis, ensuite, dans un communiqué commun avec la Commission nationale ouvrière de Catalogne (CONC), affirme le droit du peuple catalan et demande à l'Etat qu'il permette que se fasse la consultation populaire. C'est pourquoi la déclaration insiste sur le fait que c'est le devoir de tous les partis et syndicats de la classe ouvrière de prendre cette position. Cela se heurte à la politique monarchique de Rubalcaba et à sa pression sur les organisations syndicales.*

*C'est une bataille centrale dans le mouvement ouvrier, où nous donnons toute sa dimension au Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples (CATP), en partant des prémisses de la conférence du 10 novembre 2012 et de la préparation de la rencontre pour la fraternité entre les peuples d'avril 2014.*

*Les questions nationales et sociales s'enchevêtrent, la fraction catalane de la bourgeoisie utilise la question nationale pour poursuivre la politique dictée par Bruxelles, les appareils "s'agitent" sur la question sociale (eux qui, au gouvernement, ont mis en place les plans d'ajustement) pour nier toute issue à la question nationale, pour défense de la monarchie et de sa Constitution. La politique du POSI part du rapport indissoluble entre le combat pour l'émancipation sociale et le combat pour l'émancipation nationale, qui met à l'ordre du jour les tâches de la révolution prolétarienne à partir de la seule force (la classe ouvrière) qui peut donner la solution positive à l'ensemble de ces*

*questions que la bourgeoisie n'a pas voulu ou n'a pas pu, et ne peut plus résoudre.*

*Du point de vue de la théorie, c'est la démonstration des lois définies par Trotsky dans La Révolution permanente, c'est-à-dire qu'à notre époque, les tâches démocratiques ne peuvent être résolues que par la classe ouvrière, et qu'elle ne s'arrêtera pas à une "étape démocratique" de la révolution mais fera valoir ses intérêts de classe, la nécessité de la réorganisation de la société sur un nouvel axe à partir de l'expropriation des grands moyens de production. »*

En effet, la question centrale de la démocratie, combat dont la classe ouvrière et ses organisations doivent prendre la tête, c'est la reconnaissance du droit du peuple de Catalogne et des autres peuples d'Espagne à l'autodétermination.

---

## DANS LA TRADITION DE LA IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

---

Ce n'est pas une question nouvelle. Rappelons ce que Trotsky écrivait le 25 mai 1930, dans son document « *Les tâches des communistes en Espagne* » :

*« L'avant-garde prolétarienne fait-elle sien le mot d'ordre de la partition de la Catalogne ? S'il est l'expression de la majorité de la population, oui. Mais comment cette volonté peut-elle s'exprimer ? Par un plébiscite libre, ou par une assemblée de représentants de la Catalogne, ou par la voix des principaux partis que suivent les masses, ou enfin par un soulèvement national de la Catalogne. (...) Tant que la volonté de la minorité nationale ne s'est pas exprimée, le prolétariat ne fera pas sien le mot d'ordre de partition, mais il garantit d'avance, ouvertement, son appui intégral et sincère à ce mot d'ordre dans la mesure où il exprimerait la volonté avérée de la Catalogne.*

*(...) Les ouvriers catalans devraient mener une propagande en faveur du maintien de la Catalogne, sur des bases à déterminer, au sein de l'Espagne ; quant à moi, je pense que le bon sens politique suggère une telle solution. (...) L'avant-garde communiste mène une lutte sans compromis contre la bourgeoisie soi-disant républicaine, démasquant sa perfidie, son double jeu et son caractère réactionnaire. »*

Evidemment, nous ne sommes pas dans les années 1930. Même si l'exercice du droit à l'autodétermination reste une question majeure, aujourd'hui, toutes les forces politiques qui disent le défendre, en Catalogne et au Pays basque, posent cette question en rapport avec l'Union européenne. Autrement dit, elles veulent établir des rapports de subordination aux institutions de Bruxelles (au nom de l'Europe) sans passer par Madrid.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le combat de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Espagne, qui établit un lien direct entre combat d'émancipation sociale et combat d'émancipation nationale, et formule la nécessité de doter la classe d'un véritable parti ouvrier qui rétablisse ce lien.

Ce combat s'inscrit dans la continuité du soulèvement révolutionnaire de 1936 ; de la constitution du Comité central des milices antifascistes ; de l'insurrection ouvrière à Barcelone en mai 1937 contre la provocation stalinienne visant à rétablir l'Etat bourgeois ; de la longue résistance contre le franquisme pour la reconstitution des organisations ouvrières ; de la lutte contre le pacte de la Moncloa et la Constitution monarchiste ; de la lutte pour l'indépendance syndicale, notamment depuis le congrès d'avril 1976 de l'UGT ; de la résistance contre la monarchie, contre l'Etat régionalisé, pour la défense inconditionnelle du droit à l'autodétermination des peuples basque et catalan, en particulier au travers de l'amnistie pour les prisonniers politiques basques.

Ce combat prend aujourd'hui la forme du combat pour le front unique des organisations contre les plans d'austérité et les contre-réformes, pour la défense inconditionnelle des syndicats, notamment de l'UGT, agressive par les appareils judiciaire et militaire, et il met au centre le combat pour l'alliance des travailleurs et des peuples.

26 février 2014

**A. Tubau**

# Brésil : le V<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs

Par João Alfredo Luna

La tenue du V<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs (PT), les 12, 13 et 14 décembre 2013, à Brasília, a été conçue comme une session d'ouverture d'un congrès qui se tiendra dans un deuxième temps en 2015.

Dans cet objectif, une tribune a été proposée aux représentants de l'Union nationale des étudiants (UNE), de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et du Mouvement des sans-terre (MST), parmi d'autres. Le ton général des discours a consisté à demander de rendre des comptes. Joao Paulo, au nom du MST, a mis l'accent sur le profond retard pris par la réforme agraire, et a demandé l'aide du congrès pour que le mouvement soit reçu par la présidente de la République, Dilma Rousseff (ce n'est qu'en février de cette année 2014, après s'être heurté au barrage policier en front du palais gouvernemental, que le MST a finalement été reçu). Vagner Freitas, président de la CUT, s'est concentré sur l'absence de réponse aux revendications avancées par les travailleurs qui étaient à la base de leur soutien à Dilma Rousseff en 2010. Vagner a conclu en affirmant qu'aux prochaines élections, le « *gouvernement a une dette à l'égard des travailleurs* ».

S'exprimant au nom de la liste Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté (CTTS), Markus Sokol a argumenté :

*« Les dirigeants de la CUT, du MST et de l'UNE ont affirmé que rares ont été les revendications de juin satisfaites par le gouvernement "en dette avec les travailleurs". Mais l'intérêt du texte de Marco Aurelio Garcia (dirigeant et assesseur international de Lula — NdT) soumis au congrès est de*

*préciser l'obstacle, de pointer la réforme politique et de parler de modification constitutionnelle. Pour ma part, je parlerais plutôt d'Assemblée constituante souveraine pour les changements nécessaires. Or il n'y a pas de réforme parce que le président du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien — NDLR) n'en veut pas. Et le gouvernement est prisonnier du premier des cinq pactes annoncés en juin, celui de la responsabilité fiscale, qu'il faut comprendre comme étant la dictature de l'excédent fiscal primaire (mécanisme de paiement de la dette imposé par le FMI il y a quinze ans — NdT). L'issue passe donc par la Constituante exclusive unicamérale (sans Sénat) pour la réforme politique, élue à la proportionnelle (un électeur, une voix) et sans financement patronal, pour réformer l'Etat de fond en comble et ouvrir la voie aux aspirations populaires de justice sociale et de souveraineté nationale. » Et il a conclu : « Je réponds à une des intervenantes que certes, la Constituante ne règle pas tout, mais c'est Joao Paulo, du MST, qui a raison sur ce point, c'est "un premier pas". C'est pourquoi le plébiscite populaire sur la Constituante du 7 septembre 2014, avec la CUT et d'autres secteurs, devrait être une décision centrale de ce congrès. »*

Un des aspects qui ressort des résultats du PED de novembre, et du Ve Congrès du PT qui devrait en être la conclusion, est que la direction luliste a été secouée. Mais jusqu'à quel point ? Le PED aurait dû consacrer de façon définitive le contrôle total de l'appareil dirigeant sur l'ensemble du parti, qu'il contrôlait déjà. Mais le résultat a été l'inverse, il en est sorti affaibli.

Il y a eu 400 000 votants. Il y a quatre ans, il y en avait 500 000. Une baisse, donc, de 100 000. Et pourtant, après les changements des règles « moralisatrices », seul l'appareil dirigeant était véritablement compétitif, avec assez de permanents pour mobiliser un an à l'avance pour faire adhérer, et payer toutes les cotisations des trois mois précédents les élections, grâce aux fonctionnaires des cabinets parlementaires qui soutenaient la liste X ou Y. Le PT avait 1,8 million d'adhérents, presque le double lors du PED précédent. Et 800 000 d'entre eux ont payé ou leurs cotisations ont été payées trois mois auparavant.

La liste CTTS, qui n'avait pas des moyens comparables, s'est lancée dans la lutte, mal-

gré les difficultés, avec l'objectif d'au moins maintenir ses positions. Mais en réalité, elle a obtenu une petite progression, ce qui est extraordinaire.

En fait, nous avons profité non pas d'une combinaison en soi des événements de juin, mais de la réponse que nous avons apportée. Et parce que cette fois, nous avons décidé à l'avance, il y a plus d'un an, de mener une campagne d'adhésions au PT, pour la première fois en vingt ans, avec un tract « *Adhère sur nos objectifs* ».

Et ce qui est le plus important, c'est que le courant O Trabalho s'est tenu à ce plan pendant un an.

### Quelques décisions du V<sup>e</sup> Congrès

Cette session du V<sup>e</sup> Congrès a établi un bilan positif du combat que la liste Constituante pour la terre, le travail et la souveraineté (CTTS, soutenue par le courant O Trabalho du PT) mène depuis le « processus électoral direct » (*PED, élections internes au PT — NDLR*) jusqu'à un congrès qui risquait de ne rien discuter du tout. Finalement, la veille de sa tenue, la direction a tranché, elle a réduit de moitié le nombre de délégués — de 1 600 à 800 — et a repoussé le congrès proprement dit à 2015. Parmi les décisions adoptées, nous revendiquons :

**Constituante** — Le PT a intégré dans le document de base le combat pour l'Assemblée constituante unicamérale, élue à la proportionnelle avec vote par liste et financement public pour « *ouvrir la voie aux aspirations populaires les plus profondes de justice sociale et de souveraineté nationale* » ; le congrès a formalisé le soutien du PT au plébiscite populaire pour la Constituante.

**Haïti** — La tribune du congrès a annoncé la présence du sénateur haïtien Jean Charles Moïse, porteur de la résolution du Sénat pour le retrait de la Minustah (*troupes d'occupation de l'ONU — NDLR*) ; il a été très applaudi lorsque le président de séance a expliqué l'accord pour le retrait d'un amendement après l'entrevue du sénateur avec Dilma Rousseff, qui s'est dite « *préoccupée par la situation* ». « *Une possibilité de dialogue s'est ouverte* », a précisé la tribune.

**Politique des alliances** — Les trois positions en présence (élargissement des alliances, celle dite de « qualification », et la nôtre, de rupture de « l'alliance nationale avec le PMDB ») ont vu leur discussion remise à la rencontre nationale sur la tactique électorale d'avril prochain.

**Excédent fiscal** — Nous avons obtenu près de 20 % des voix sur l'amendement qui exigeait d'utiliser les ressources du budget pour la santé, l'éducation, les transports, le logement et la réforme agraire, incluant la fin de la politique de l'excédent fiscal primaire, des concessions et des enchères en matière de privatisation.

**Processus électoral direct (PED)** — D'un commun accord, il a été donné mandat à la nouvelle direction de constituer une commission de révision statutaire, qui présentera à la deuxième « phase » du congrès, en 2015, la proposition d'amélioration du PED ou de nouvelles procédures d'élection, y compris l'élection de la direction par les délégués des rencontres de base.

**Action Pénale (AP) 470** — Nous avons obtenu plus de 30 % des voix sur l'amendement pour l'annulation de l'action pénale 470 (voir plus loin), après que le courant majoritaire, Construire un nouveau Brésil (CNB), eut réalisé une assemblée générale pour recentrer ses délégués, approuvant cependant le « *soutien à toutes les actions pour la réparation des injustices de l'AP 470* ».

C'est ainsi que nous avons obtenu « l'extraordinaire » résultat où, dans une situation de chute générale (100 000 votants en moins), nous avons perdu moins que la moyenne. Nous avons baissé de moins de 10 %, là où les autres courants perdaient 20 à 25 %. Cela a été une progression relative qui nous a fait passer de 1,2 à 1,4 % du total.

Ce n'est pas beaucoup, mais cela nous a valu de maintenir notre position à la direction nationale, et d'entrer dans l'exécutif de quelques Etats, tout comme dans plusieurs grandes villes où nous n'étions pas à la direction.

Pour bien comprendre, il faut savoir que le bloc majoritaire a eu près de 60 % des voix, et les autres groupes centristes et « de gauche » ont stagné ou ont régressé (le groupe de Serge Goulart lié au courant « Militant », par exemple, a été éliminé de la direction).

La liste « Message » est remarquable en ce qu'elle combine la tendance Démocratie socialiste (issue du Secrétariat unifié qui se revendique frauduleusement de la IV<sup>e</sup> Internationale) à et des leaders comme le gouverneur Tarso Genro, sur une orientation ultragouvernementale (parfois plus que le courant majoritaire CNB) ; elle est passée de 15 à 20 % des voix, et s'ils étaient déjà la deuxième force, leur responsabilité politique est aujourd'hui énorme.

Cependant, dans la dynamique du congrès, le document soumis au congrès, écrit par Marco Aurelio Garcia (l'homme de Lula pour les relations internationales) ne parle jamais de « démocratie participative » ou de « budget participatif », mot d'ordre central de ce courant.

Pourquoi s'en sont-ils écartés ? Il est avéré qu'en juin 2013 les manifestations ont condamné les institutions existantes. Mais elles ont aussi condamné implicitement leurs supplétifs, tout comme les demi-réformes qui visent en réalité à préserver ces institutions, comme c'est le cas du budget participatif qui préserve le Congrès national inique, la dictature de l'excédent, etc. Donc, l'idée a fini par être adoptée au congrès par un amendement présenté par « Message », mais au prix d'une concession exigée non par nous, mais par la direction : ils ont retiré le « budget participatif », le texte parle de la démocratie participative, mais sans les mots « budget participatif ».

En outre, si un extra-terrestre était arrivé au milieu du congrès, il aurait pu penser que le PT est composé de nombreux groupes, dont deux principaux : celui de Lula, hégémonique, et un O Trabalho turbulent. En fait, il y a eu vraiment débat au congrès, parfois négociation, surtout entre ces deux groupes. Y compris avec des accords entre eux, car il est vrai que la majorité (Lula) dispose des forces pour gagner, mais parfois doit en payer le prix. Et, comme les autres, le courant O Trabalho n'est pas né de la dernière pluie et passe des accords sur certains points pour gagner des positions et peser sur d'autres points.

Cela s'était déjà produit il y a vingt ans, mais c'était le temps du « PT des origines ». Même si cela est revenu maintenant, il est difficile que cela se répète, car nous ne sommes plus dans le « PT des origines », mais dans un parti en pleine crise, menacé de devenir totalement méconnaissable. Mais qui n'a pas perdu, et cet élément est décisif, ses racines dans la classe ouvrière et parmi les opprimés.

Certaines décisions du congrès semblent y être venues de l'extérieur.

Par exemple, une des conséquences des événements de juin est la coalition d'organisations constituée avec la CUT, le MST et d'autres, coalition qui organise un « plébiscite populaire » pour une Constituante exclusive pour la réforme politique (*c'est-à-dire une Constituante dont la seule tâche serait de réformer le chapitre du système politique — NdT*). Dans la mémoire sociale du pays est ancré le fait que, deux mois avant l'élection de Lula en 2002, il y eut aussi un plébiscite « populaire » de ce type, c'est-à-dire non officiel, pratiquement avec les mêmes organisations, contre la menace de la zone de libre-échange des Amériques (ALCA). Dix millions de personnes avaient voté, et l'ALCA fut rendue impossible à cause de plusieurs facteurs (Chavez, etc.), mais cela avait été très important.

Il y a maintenant une reprise de ce mouvement à caractère anti-impérialiste, avec des « sans-terre » vraiment engagés, et, officiellement, la CUT. Et le congrès du PT a décidé formellement de soutenir. C'est une réponse à la paralysie du Congrès national par le PMDB qui ne fait aucune réforme.

---

## LA POLÉMIQUE À PROPOS DE L'ACTION PÉNALE 470

---

La décision la plus polémique du congrès portait sur l'action pénale 470, à savoir la condamnation par le Tribunal suprême fédéral (STF) d'anciens dirigeants fondateurs du PT, deux ex-présidents et un ex-président de la Chambre de députés, accusés de détournement de fonds publics et d'achat de voix de parlementaires pendant le premier mandat du président Lula (2002-2006).

Depuis la session solennelle d'ouverture du congrès, la pression des militants a dépassé les limites du simple « acte de solidarité » avec les emprisonnés, prévu pour le lendemain sans la présence des « autorités ». Ainsi, nous avons inondé l'assemblée générale de nos dépliants pour « l'annulation de l'AP 470 », accompagnés d'une banderole que la presse a diffusée, en même temps que d'autres groupes, y compris parlementaires, manifestaient avec des pancartes et des mots d'ordre. En particulier, l'un d'entre eux, crié par les jeunes de Brasilia, a bien exprimé ce que l'on attend de la direction : « *Lula guerreiro, defenda os companheiros !* » (« Lula champion, défends tes compagnons ! »).

Mais Lula n'a protesté que contre la couverture disproportionnée des médias, et Dilma Rousseff n'a pas abordé la question. Rui Falcao, président du PT, a critiqué la sentence de l'AP 470, mais n'a pas appelé au combat pour son annulation comme auparavant. La différence — l'assemblée générale le ressentait —, c'est que maintenant, les camarades sont en prison, et qu'il s'agit de la défense du PT et des droits démocratiques gagnés, aujourd'hui menacés par cette offensive du STF avec le soutien des médias et de l'opposition. Et même de « l'opposition de gauche », Parti socialiste et liberté (PSOL, dans lequel sont les restes brésiliens du Secrétariat unifié pabliste) et Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU, morénistes), qui se refuse encore plus à prendre en charge ce combat pour l'annulation de l'AP 470.

En fait, la question de l'AP 470 est devenue l'expression symbolique de l'adaptation générale, en ce qui concerne le PT, au « gouvernement de coalition » avec le PMDB, aux institutions héritées qui bloquent les réformes.

Il faut dire que le parti est perplexe. Il y a plus d'un an, les camarades ont été condamnés, ce qui n'était pas prévu. Dans des réunions internes, on disait qu'il n'y avait pas de preuves et qu'ils ne seraient pas condamnés. Ce n'était qu'un problème de « deuxième caisse ». C'est, de fait, formellement un crime, à notre avis politiquement condamnable, mais qui donne lieu à une amende tout au plus. Ce sont les us et les coutumes du pays. Mais ils ont fini par être condamnés. Immédiatement, ils ont expliqué qu'avec les embargos (un mécanisme judiciaire), la peine serait réduite pour qu'ils restent libres, mais cela n'a pas marché. Et finalement, maintenant, ils sont condamnés à la prison semi-ouverte ; en fait, ils sont depuis trois mois en régime fermé. C'est donc un jugement « d'exception », comme à l'époque de la dictature.

La question de l'AP 470 secoue le parti. Au point que le courant majoritaire CNB a été obligé de reporter la session finale du congrès pour une assemblée générale pour cadrer la « base », en présentant une résolution contradictoire à la nôtre, la seule sur la question. Pour ce faire, l'ex-président du PT Ricardo Berzoini et le leader du groupe parlementaire, José Guimaraes, ont retiré leur signature de notre amendement publiquement devant la salle. Ils ont obtenu entre 60 et 65 % des voix, mais parce que « Message » a voté pour cette résolution. Cependant, la résolution soutient tout ce qui se fera contre l'AP 470 ! Sauf qu'elle ne dit pas « annulation » ni n'appelle les militants à l'action... à l'inverse de la nôtre, qui a obtenu presque 35 % des voix, provenant y compris de secteurs du CNB, ce qui est reconnu par tout le monde comme une victoire morale.

Mais la direction luliste, malgré la tension, ne s'est pas divisée, elle a subi la pression.

Elle est maintenant obligée d'en appeler aux contributions volontaires pour payer les énormes amendes infligées aux prisonniers par le STF, ce qui est devenu un facteur de crise supplémentaire, avec le président Rui Falcao qui veut, et c'est correct, faire appel contre les juges du Tribunal suprême fédéral.

Le fait que la majorité n'ait pas changé de cap ni qu'elle ne se soit pas divisée est manifeste dans d'autres amendements essentiels votés. L'un d'eux était contre l'excédent fiscal primaire et les privatisations, sur lequel

nous avons obtenu presque 20 %. L'amendement serait le coup d'envoi de la rupture de l'actuel gouvernement avec les exigences du « marché », c'est-à-dire son lien de subordination à l'impérialisme. Il faut voir que dans la composition du congrès, dont les délégués sont en majorité des conseillers municipaux, des maires, députés, sénateurs, gouverneurs et ministres, « ex » ou « futurs », sur une telle question, peu de gens se sont « mouillés ».

Mais la couardise a son prix. Le gouvernement reste sur sa volonté de faire de plus en plus de concessions, et la réaction d'une bonne partie des patrons et de l'Etat impérialiste (la banque centrale américaine, l'ambassade etc.) est de vouloir agresser encore plus le gouvernement dans la perspective des prochaines élections (ce qui sera le sujet d'un autre article).

---

## AVANCER DANS LE REGROUPEMENT

---

Deux semaines avant le congrès, l'Assemblée plénière nationale de « Dialogue pétiste » (DP), regroupement indépendant au sein du PT, s'est réunie avec la liste « Constituante, terre, travail et souveraineté. »

L'assemblée générale a adopté des décisions qui sont renforcées par les résultats du congrès.

D'abord, l'assemblée générale a envisagé la construction d'un cadre commun pour les centaines d'élus de la liste dans les instances du PT, avec une sorte de « lettre de liaison » au sein des structures du PT.

On a aussi décidé d'organiser la rencontre de délégués DP et CTTS en mai, et, la veille, un meeting public pour la Constituante souveraine, pour dire ce que nous proposons comme issue pour le pays à la veille de la Coupe du monde, alors que la campagne électorale est d'ores et déjà engagée avec Dilma Rousseff, candidate à sa réélection.

Le rapport saute aux yeux : finalement, ce sont les mêmes institutions que l'on veut changer avec la réforme politique, celles qui bloquent la réforme agraire, la démilitarisation des polices, la reconquête de la souveraineté sur le patrimoine privatisé, et la fin de la dictature de l'excédent pour payer la dette.

Tout se lie dans le combat général pour l'Assemblée constituante pour réformer l'Etat de haut en bas, ce que Dilma Rousseff doit assumer pour sa réélection en 2014.

**João Alfredo Luna**



# Où va le Japon ?

Par Jean-Pierre Fitoussi

Tous les éléments d'une crise politique, économique et sociale sont en train de se rassembler au Japon.

Si cette crise est inséparable des développements de la situation mondiale et de la crise d'ensemble du système capitaliste, il nous est apparu nécessaire de verser au débat qui se mène dans le mouvement ouvrier mondial quelques réflexions sur les problèmes auxquels ce pays est aujourd'hui confronté, compte tenu de sa place dans le monde et de ses rapports avec les Etats-Unis.

La classe ouvrière japonaise a une longue histoire. Ses organisations sont puissantes. Confrontées à de redoutables défis, elles vont inévitablement voir se développer en leur sein de nombreuses questions : comment faire face à la menace que représente le projet de traité de libre-échange dans le Pacifique ? Comment s'opposer à la militarisation croissante du pays ? Que faire face à la remise en cause de toutes les relations et conquêtes sociales ?

Cette contribution ne prétend pas, bien entendu, apporter des réponses achevées. Loin de là. Elle vise à provoquer une discussion et à favoriser les rencontres.

---

## I. LE JAPON, PUISSANCE IMPÉRIALISTE, EST NÉANMOINS, TANT SUR LE PLAN FINANCIER QUE MILITAIRE, DÉPENDANT DES ÉTATS-UNIS

---

En mai 2013, le Japon est, pour la vingt-deuxième année consécutive, le premier pays créancier mondial :

« Les actifs nets étrangers du Japon, calculés en yens, ont crû de 12 % sur un an, gonflés par le rebond du dollar face à la devise nipponne vers la fin de l'année, ce qui place à nouveau le Japon en première position devant la Chine et l'Allemagne. A la fin 2012, les actifs nets étrangers du Japon ont atteint un record de 296 320 milliards de yens (environ 2 249 milliards d'euros) » (1).

Selon les chiffres fournis par le Trésor américain lui-même, le Japon est, avant

même la Chine, le premier détenteur des bons du Trésor américain en 2012 (rapport de février 2013). Cela le met en situation de dépendance directe des Etats-Unis, dans la mesure où une forte dépréciation du dollar ou une crise économique majeure dans ce pays provoquerait une crise totale de toutes les finances japonaises.

Quant au traité de sécurité nippo-américain, un quotidien de la bourgeoisie française *Le Figaro* (27 avril 2012) indiquait :

« L'alliance stratégique entre Tokyo et Washington est plus forte que jamais. Le Japon, "vassal stratégique" de l'Amérique, demeure la pierre de touche militaire des Etats-Unis en Asie du Nord-Est, face à la Chine. »

Ces deux traits spécifiques de l'impérialisme japonais proviennent des conditions particulières de sa reconstitution

---

(1) [zonebourse.com/actualite-bourse](http://zonebourse.com/actualite-bourse)

comme grande puissance, après son effondrement à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En effet, après que, les 6 et 9 août 1945, Hiroshima et Nagasaki ont été pulvérisées par les bombes atomiques américaines, le Japon est, pour la première fois de son histoire, un pays conquis. Le 29 août, le général Douglas MacArthur, commandant suprême des forces alliées au Japon, se voit confier la tâche de mise en œuvre des « Orientations pour une politique américaine applicable après la capitulation japonaise ».

Il s'agit du démontage d'usines et du démantèlement systématique de l'ensemble des capacités industrielles du pays. En même temps, les autorités américaines d'occupation s'empressent de remplir le vide politique créé par la débâcle des institutions. C'est pour répondre à ce besoin que, tout en conservant l'institution impériale, elles mettent en place un système parlementaire.

Sous l'égide de MacArthur, entre ainsi en vigueur, le 3 mai 1947, une nouvelle Constitution établissant une Chambre des représentants et un Sénat élus au suffrage universel. Les femmes obtiennent le droit de vote. Cette Constitution formalise également dans son article 9 la renonciation du Japon à la guerre.

Cette forme de reconstruction des institutions bourgeoises, nécessaire à l'impérialisme américain, appelle des concessions de sa part. Les libertés publiques sont rétablies le 10 septembre et, le 22 septembre, est promulguée une loi légalisant les syndicats. Les travailleurs japonais s'engouffrent dans la brèche :

« Le taux de syndicalisation enregistré le plus élevé avant 1945 était de 7,1 % (1931), avec 370 000 travailleurs organisés. Dès décembre 1945, ce niveau a été retrouvé et, à la fin de l'année suivante il atteint 3,68 millions de travailleurs, soit 39,5 % de la population employée » (2).

Sur le plan politique, aux élections générales du 10 avril 1946, le Parti socialiste obtient 10 069 907 voix (18,2 %) et le Parti communiste 2 135 757 voix (3,6 %).

Cependant, cette reconnaissance du droit syndical est très encadrée. MacArthur interdit la grève générale prévue le 1<sup>er</sup> février 1947 et, par une note du 22 juillet 1948,

supprime le droit de grève dans les services publics.

La victoire de la révolution chinoise en 1949, qui ébranle tout l'ordre impérialiste dans la région (et au-delà), amène un revirement dans la politique d'occupation américaine, qui a besoin du Japon. Le démontage des usines s'arrête. Et alors qu'en 1950 commence la guerre de Corée,

« le réarmement du Japon commence en juillet 1950 avec la création d'un premier contingent de 75 000 hommes des troupes de réserve de la police nationale (3), (et) provoque une forte demande américaine de biens et de services japonais qui remet en marche l'ensemble de la machine industrielle (...). Une fois la pompe amorcée, la production japonaise progresse à vive allure (...), le redressement industriel s'accompagne d'une reprise du commerce extérieur (...). Les anciens marchés d'Asie, sur lesquels le Japon écoulait à bon marché ses produits manufacturés, sont peu à peu reconquis (...).

*L'exceptionnelle compétence technique des travailleurs japonais associée aux bas salaires constitue une véritable prime pour les exportateurs japonais vis-à-vis de leurs concurrents » (4).*

En relation avec cette place nouvelle accordée au pays, la bourgeoisie japonaise constitue, en 1955, le Parti libéral démocrate (PLD), comme clef de voûte de sa domination politique.

---

## II. 1960-1984 : LA PÉRIODE D'ESSOR ÉCONOMIQUE DU JAPON

---

Mais une crise révolutionnaire s'ouvre en juin 1960. La mobilisation des masses se construit contre la ratification du pacte de sécurité États-Unis/Japon. De quoi s'agit-il ? Nous venons de voir que la Constitution promulguée le 3 mai 1947 formalisait le renoncement à la guerre par son article 9, qui stipule :

---

(2) *Le Japon*, 1993, p. 106, L'Harmattan, bureau français, Maison franco-japonaise (Tokyo).

(3) *Le Japon après la guerre*, sous la direction de Michael Lucken, Anne Bayard-Sakai et Emmanuel Lozerand, éditions Philippe Picquier, p. 303.

(4) *Histoire du Japon et des Japonais*, Edwin O. Reischauer, éditions Points, pp. 40 à 44.

« Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu. »

Or, en relation avec le développement de la guerre de Corée, un traité de sécurité nippo-américain est signé le 8 septembre 1951, pour entrer en vigueur l'année suivante. Il est contradictoire avec cet article 9, qui est devenu tout à la fois une référence et un objet de lutte politique permanente au Japon.

En effet, ce pacte de sécurité place le Japon sous la tutelle militaire des Etats-Unis :

« Article 5 : chaque partie reconnaît qu'une attaque armée contre l'une des parties dans les territoires sous l'administration du Japon serait dangereuse pour sa propre paix et la sécurité, et déclare qu'elle agirait pour répondre au danger commun conformément à ces dispositions et aux procédures constitutionnelles (...). Article 6 : dans le but de contribuer à la sécurité du Japon et au maintien de la paix et de la sécurité internationales en Extrême-Orient, les Etats-Unis d'Amérique sont autorisés à utiliser les terres, l'air et les forces navales des installations et des zones au Japon. »

En 1960, l'impérialisme américain va encore plus loin en proposant que le traité soit renforcé pour légaliser la présence permanente des troupes américaines.

Un véritable soulèvement du peuple japonais contre la ratification de ce traité se produit alors en juin 1960. Pierre Lambert, l'un des principaux dirigeants du combat de l'époque pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, consacre alors un long article dans notre revue *La Vérité* (5) à étudier les développements de la lutte de classe au Japon. Il commence par dresser le tableau du mouvement ouvrier japonais à cette époque :

« La classe ouvrière japonaise est rassemblée essentiellement dans deux organisations syndicales, le *Sohyo* (6), centrale ouvrière liée au Parti socialiste de

gauche, avec 3,5 millions d'adhérents, et le *Zenro* (7), lié au Parti socialiste de droite (parti social-démocrate), avec 700 000 membres. L'aile droite du Parti socialiste est, pour employer le vocabulaire européen, "atlantiste", c'est-à-dire davantage pro-américaine. Dans les luttes de juin 1960, les dirigeants socialistes de droite, bien que participant au "conseil de lutte contre le pacte de sécurité américano-japonais" aux côtés du Parti socialiste de gauche, du *Sohyo*, de *Zenro* et de la fédération des étudiants *Zengakuren* (8), étaient toujours enclins à trouver un compromis avec *Kishi* (le Premier ministre — NDLR). »

En même temps, poursuit l'article, « le Parti communiste japonais est largement minoritaire par rapport au Parti socialiste ». La mobilisation du peuple et des étudiants japonais aboutit, le 16 juin, à une situation où « le secrétaire général adjoint du gouvernement annonce » que « le gouvernement japonais a officiellement demandé au président Eisenhower (9) d'ajourner sa visite au Japon », alors que

« la *Zengakuren* s'apprêtait à lancer un nouvel assaut contre la Diète (...). Dans la soirée du 18 juin, le prolétariat japonais, qui a opéré sa mobilisation générale (...), est prêt à prendre d'assaut la Diète, à disperser les députés, empêchant ainsi la ratification du traité. Le pouvoir est à la portée des masses. Et pourtant : la manifestation qui grossit d'heure en heure pour atteindre 400 000 personnes s'est contentée uniquement de clamer les mots d'ordre. Que s'est-il donc passé ? (...) Dix parlementaires socialistes, qui se trouvent dans la foule, incitent les manifestants à la modération (...). Le Parti socialiste de gauche et le PC ont donné des consignes dans ce sens. »

Et d'en tirer les enseignements :

« Le 18 juin, le prolétariat japonais s'est montré prêt à prendre le pouvoir, mais il l'était dans la mesure même où il croyait — à tort — que ses dirigeants

(5) « Les journées de juin 1960 au Japon », *La Vérité*, n° 520, hiver 1960-1961, sous le pseudonyme de Victor Lepage.

(6) Constitué en 1950, en liaison avec le Parti socialiste japonais (PSJ) et, pour certains syndicats, avec le Parti communiste japonais (PCJ).

(7) Résulte d'une scission correspondant au PSJ de droite avec le *Sohyo* en 1954.

(8) Fondée en 1948, reste contrôlé par le PCJ jusqu'en 1957.

(9) Eisenhower est alors président des Etats-Unis.

*(staliniens et réformistes), qui participaient à l'action, étaient prêts à assumer leurs responsabilités révolutionnaires. Or, répétons-le, staliniens et réformistes n'ont participé aux manifestations que contraints et forcés, pour en émousser la combativité et les faire rentrer finalement dans l'ornière du parlementarisme bourgeois. »*

A partir de ce moment-là, rassuré quant à sa tutelle militaire sur le Japon, l'impérialisme américain va laisser, dans certaines limites et pour un certain temps, le champ libre à l'essor économique de l'impérialisme japonais.

Ainsi, les conséquences sur le dispositif de l'ordre impérialiste dans la région, à la suite de la guerre de Corée, d'une part, la politique menée par les directions du mouvement ouvrier durant la mobilisation révolutionnaire de 1960, d'autre part, stabilisent pour une longue période la bourgeoisie japonaise et son parti, le Parti libéral démocrate, qui va, sans interruption, fournir seize Premiers ministres pour diriger les 28 gouvernements PLD qui se succèdent de façon continue de 1955 à 1993.

Avant la fin des années 1960, le Japon devient ainsi l'une des principales puissances économiques mondiales. Il est le deuxième partenaire commercial des Etats-Unis. Dans son gigantesque effort de reconstruction économique, l'archipel nippon protège ses industries en édifiant des barrières douanières sensiblement plus élevées que celles de tout autre pays industrialisé (10). Le PIB japonais va quintupler de 1955 à 1973, puis doublera entre 1974 et 1990. Dans ce cadre, l'épargne japonaise atteint 31,4 % du produit national brut en 1985, contre 16,5 % aux Etats-Unis et 18 % en France, ce qui permet au Japon d'assumer un déficit budgétaire supérieur à celui des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sans avoir à s'endetter auprès des grandes institutions financières internationales.

Cependant, l'impérialisme japonais n'a jamais été sur le point (contrairement à toutes les campagnes de presse menées à ce propos) de dépasser l'impérialisme américain sur le plan économique (11). Un autre facteur expliquant l'essor économique du pays réside dans le degré d'exploitation de la classe ouvrière. En

mars 1955, le (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) établit le Centre japonais de productivité. La centrale syndicale Domei (12) rejoint cet organisme.

Mais la centrale majoritaire Sohyo y voit une manœuvre pour mettre le mouvement syndical sous tutelle et, pour sa part, refuse de le rejoindre. Cependant, en 1970, le Congrès des Etats-Unis vote la loi Mills, qui protège l'industrie textile de la concurrence nipponne et qui préfigure une situation où l'impérialisme américain va commencer à exiger du Japon qu'il prenne en charge la crise mondiale du système capitaliste. Le 15 août 1971, l'inconvertibilité du dollar en or annoncée par Nixon s'accompagne d'une surtaxe de 10 % qui pénalise les produits japonais. Le yen est réévalué de 16,88 % en décembre 1971 sur pression de Washington. En 1974, le prix du baril de pétrole a quadruplé et le taux d'inflation atteint 24 %. Entre 1976 et 1978, le yen est réévalué de 24 %, ce qui pénalise les exportateurs japonais.

---

### III. 1985-2012 : LA PRESSION AMÉRICAINE SUR LE JAPON DÉCLENCHE UNE GRAVE CRISE FINANCIÈRE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

---

A partir du milieu des années 1980, la pression américaine sur le Japon s'intensifie. En particulier avec l'accord dit « du Plaza ». Le FMI résume ainsi cette période :

*« Les Etats-Unis cherchent depuis plusieurs années à résoudre le problème du déséquilibre commercial avec le Japon et exigent de ce dernier une plus grande libéralisation de son économie et de son système d'importation et de distribution. En l'absence de mesures directes permettant d'augmenter les importations, les Etats-Unis exigent au moins une déréglementation financière à la fois interne et externe du Japon, afin d'ouvrir le systè-*

---

(10) *Histoire du Japon et des Japonais*, déjà cité.

(11) Selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *Panorama de l'économie mondiale*, décembre 2012.

(12) Créée en 1964, liée au Parti social-démocrate, scission de droite du PSJ.

## Repères historiques

« En 1853, la flotte américaine du commandant Perry entre en baie de Tokyo pour exiger l'ouverture au commerce international d'un pays presque totalement fermé depuis deux siècles et demi. Le Japon, comme la Chine, doit signer en 1858 les "traités inégaux" avec les puissances occidentales. L'humiliation précipite la chute du régime shogunal » (1).

Cependant, après une période de trouble, l'empereur Meiji parvient à restaurer le pouvoir impérial en janvier 1868. La modernisation et l'industrialisation du Japon s'effectuent alors par le haut. La plupart des chefs d'entreprises de l'« ère Meiji » sont d'anciens samouraïs. Un petit nombre d'hommes d'affaires se trouve à la tête de cliques financières — les « Zaibatsu » — qui concentrent l'activité économique. Le Japon devient une puissance impérialiste. En 1894, la guerre sino-japonaise se termine par la victoire du Japon, qui s'empare notamment de Formose (actuellement Taiwan). Également victorieux de la guerre contre la Russie (1904-1905), le Japon récupère la concession du chemin de fer sud-manchourien et rachète la moitié sud de l'île de Sakhaline. En 1910, c'est l'annexion de la Corée. Dans son ouvrage écrit en 1916, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine classe le Japon comme sixième puissance mondiale. Pendant la Première Guerre mondiale, le Japon est allié à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, et en profite pour faire main basse sur les comptoirs allemands situés en Chine. Lors de la Conférence de Versailles de 1918, le Japon compte parmi les cinq grands vainqueurs.

En 1938, lors de la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky précise dans la *Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient* :

« Le Japon, tardivement élevé au rang de puissance impérialiste vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se trouve en face d'un monde déjà partagé pour l'essen-

tiel entre les puissances capitalistes. Les impérialistes japonais furent obligés de s'appuyer sur une base économique extrêmement faible pour la réalisation de leurs plans. Manquant des matières premières indispensables, telles que le charbon et le fer, le cuivre, le pétrole et le coton, ils furent obligés d'aller les chercher au-delà de leurs frontières. L'acquisition de ces matières premières était la condition, non seulement de l'expansion japonaise, mais également de sa survivance dans les compétitions capitalistes (...). Les impérialistes japonais virent en Chine la perspective d'une "solution fondamentale" à leurs plus pressantes difficultés économiques. L'examen de cette perspective laissait entrevoir des possibilités de puissance et de grandeur impériales (...). Les impérialistes japonais s'emparèrent de la Mandchourie en 1931 (...). Les horreurs militaires dont le Japon accable maintenant la Chine représentent une étape ultérieure des plans japonais de conquête coloniale. »

On peut notamment citer le massacre de Nankin, qui, commencé à partir du 4 décembre 1937, dura plus de six semaines et fut le pire massacre organisé à grande échelle dans une ville chinoise par l'armée japonaise, avec, au total, 300 000 morts.

Dans un autre paragraphe de cette résolution intitulé « Pour la révolution japonaise », Trotsky explique :

« Sous la façade imposante de l'impérialisme japonais gisent des faiblesses organiques fondamentales qui ont déjà été aggravées par la conquête militaire de la Mandchourie. Les ressources du capitalisme japonais sont insuffisantes pour édifier l'empire (...). Le capitalisme japonais survit au moyen de la plus intense exploitation du prolétariat, tandis que les paysans, formant la majeure partie de la population du Japon, sont menacés d'un appauvrissement et d'une détresse

(1) Le Shogun, généralissime de l'armée impériale, dispose en réalité du pouvoir effectif depuis le XVII<sup>e</sup> siècle.

*croissants. Les charges à la fois des travailleurs et des paysans sont accrues d'une façon insupportable par la guerre (...). Affaibli par ce qui se révélera être des victoires à la Pyrrhus en Chine, l'impérialisme japonais marchera à la défaite dans la guerre mondiale qui vient, si la révolution prolétarienne ne met pas une fin plus rapide à sa carrière. En dernière analyse, la cause de la révolution en Extrême-Orient progressera dans la mesure où les masses, à la fois en Chine et au Japon, et dans les colonies japonaises, réussiront à empêcher la classe dirigeante de faire peser sur leurs épaules le poids des présentes campagnes militaires. »*

En réalité, fin 1942, alors que le Japon avait, au bout d'un an de guerre, remporté des victoires spectaculaires contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais avait commencé à refluer avec sa défaite lors de la bataille navale de Midway, le Premier ministre japonais, Tojo, décrétrait la peine de mort, sans procès, pour quiconque tenterait de modifier la politique ou les plans du gouvernement durant la guerre.

*« On est donc loin ici de l'image d'un peuple uni et loyal avec son empereur et, au travers de l'empereur, à la classe gouvernant le Japon et à ses buts impérialistes » (2).*

Avant 1918, le socialisme japonais jouissait d'un grand prestige dans les milieux de la II<sup>e</sup> Internationale.

De nombreux partis socialistes, éphémères du fait de la répression, voient le jour. Pas moins de onze durant cette période. Ainsi, le Parti social-démocrate fondé en 1901 fut dissous le jour même par le ministère de l'Intérieur ! Signalons que le Groupe du vendredi, anarchiste, fondé en 1907, disparaît en 1908. Autre exemple : la Société des simples gens, dont l'organe, *Heimin Shimbun*, prend position contre la guerre nippo-russe de 1904. En même temps, s'organisent les premiers syndicats ouvriers. Ainsi celui des métallurgistes, qui, au bout de deux ans, compte 42 sections et 54 000 membres (3).

Entre les deux guerres, l'histoire du socialisme japonais se résume à une

longue suite de scissions, de fusions. Le Parti socialiste de masse émerge du lot entre 1932 et 1940. Aux élections de 1937, les partis ouvriers obtiennent 1 389 974 voix (13,6 %). En même temps, les syndicats passent de 300 et 103 412 membres, en 1921, à 837 et 359 590 membres en 1937 (4). Quant au Parti communiste japonais (PCJ), constitué le 15 juillet 1922, le groupe dirigeant le dissout en 1924. L'Internationale communiste sous contrôle stalinien le reconstruit en 1926. Un courant animé par Yamakawa, favorable à la coopération avec les socialistes de gauche Romoho (ouvriers-paysans), est vite exclu du PCJ. Les défections des dirigeants sont très fréquentes. Le comité central et le bureau politique sont renouvelés en juillet 1927, avril 1928, avril 1929, janvier 1930, mai 1930, août 1931, décembre 1932 et décembre 1933, sur directives de Moscou, mais les contacts sont eux-mêmes très précaires.

Après 1945, le PCJ connaîtra une série de scissions ou de regroupements éphémères, notamment en relation avec le conflit sino-soviétique et avec ses rapports avec le Parti communiste chinois. Le PCJ a révisé son programme lors de son congrès de 2004 pour adopter la théorie de la « Révolution par la majorité ».

(2) *Fourth International*, février 1944, Li Fu-jen, « Japan Faces The Abyss ».

(3) Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*.

(4) *Ibidem*.

*me financier aux acteurs américains et de libérer les capitaux japonais. Le point culminant sera l'accord "yen-dollar" de 1984, dans lequel le Japon s'engage auprès de son allié à un programme précis de déréglementation financière sur dix ans » (13).*

Cet accord fut suivi de celui dit « du Plaza », en 1985 :

*« Le 22 septembre 1985, les représentants des pays du G5 acceptent de considérer que le dollar est surévalué. Décision est prise de réévaluer le yen japonais et le mark allemand. La Fed (banque centrale américaine) annonce la dévaluation du dollar. Le résultat, pour l'essentiel, est un arrêt des exportations et de la croissance du PIB japonais durant la première moitié de 1986. Avec une économie en récession et une réévaluation du yen, les autorités japonaises sont mises sous pression » (14).*

Le gouvernement est alors poussé à prendre des mesures de relance appuyées sur des injections de capitaux et le développement du crédit. Une bulle financière se forme. En janvier 1990, elle éclate.

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei 225, qui, en janvier 1990, avait atteint 38 916 points (rapporté à 85 points en 1950), s'effondre à 14 485 points en 1994. Les faillites se multiplient et les entreprises délocalisent. En 1996, le producteur d'acier Nippon Steel annonce 7 000 suppressions d'emplois sur trois ans, Nissan 5 000, Mitsubishi 2 600, etc. L'« emploi à vie » ou emploi régulier est mis à mal.

Une grave crise frappe alors tous les partis politiques. La pression américaine provoque un réalignement des formations politiques de la bourgeoisie, mais aussi du Parti socialiste.

En juin 1993, deux scissions se produisent au sein du principal parti bourgeois, le Parti libéral démocrate (PLD). Les deux formations bourgeoises issues de cette crise passent un accord avec le Parti socialiste et forment un gouvernement après les élections de juillet, où, pour la première fois, le PLD perd la majorité.

En conséquence, de 1994 à 1996, c'est un représentant du Parti socialiste qui occupe le poste de Premier ministre. Dans ce cadre, il reconnaît officiellement les Forces d'auto-défense du Japon (FAD), ce qui est contradictoire avec la position tra-

ditionnelle du parti. Il va encore plus loin, si l'on se souvient de l'importance des journées de juillet 1960, en s'engageant à respecter le traité de sécurité États-Unis/Japon, à la suite d'une rencontre avec Clinton.

Cette logique d'alliance avec la bourgeoisie ira à son terme par la fusion de la majorité du groupe parlementaire du Parti socialiste avec une des deux branches dissidentes du PLD, pour, en 1996, constituer un nouveau parti bourgeois, le Parti démocrate.

A partir de cette date, c'est sous le nom de Parti social-démocrate japonais (PSDJ) que le courant socialiste se maintiendra.

En juillet 2007, un an après avoir repris le poste de Premier ministre avec Shinzo Abe, le PLD est confronté à une situation marquée par une série de scandales, au nombre desquels figure l'affaire des dossiers disparus de quelque 50 millions de retraités...

Au moment des élections sénatoriales, il enregistre une lourde défaite en ne remportant que 37 sièges. Le nombre total de ses sièges est ainsi ramené à 83 à la Chambre des conseillers (qui en compte 242), ce qui signifie que le PLD perd sa domination à la Chambre pour la première fois depuis sa création en 1955... Le 9 septembre, avant de démissionner, le Premier ministre déclare qu'il fera tout son possible pour assurer la mission de ravitaillement du Japon dans le cadre des opérations dirigées par les États-Unis en Afghanistan.

En fait, on constate qu'en dépit de la confusion politique née de ces scissions et de ce regroupement entre une branche du Parti socialiste et un parti bourgeois, le peuple japonais utilise — chaque fois que l'occasion s'en présente — le terrain électoral pour tenter de s'opposer aux mesures antisociales des gouvernements qui se succèdent. Entre 2005 et 2012, les gouvernements sont renversés les uns après les autres.

En 2009, un raz-de-marée électoral chasse le PLD du pouvoir, et c'est le Parti démocrate qui, bénéficiant de ce rejet, exer-

(13) « Les mutations du travail au Japon », Michel Sicsic, Conseil d'orientation pour l'emploi, Paris, 24 janvier 2012.

(14) Fonds monétaire international, avril 2011.

cera les responsabilités gouvernementales (il dispose alors de 308 sièges sur 480). Mais pour une brève période seulement.

Les raisons en sont à la fois simples et multiples. Avant ces élections de 2009, le PLD avait remis en cause la garantie de l'emploi (« emploi à vie »), privatisé les Télégraphes et téléphones, les chemins de fer, le transport aérien, les universités.

Le Parti démocrate affirmait vouloir « mettre la vie de la population au premier plan ». Il faisait des promesses de rompre avec la politique du PLD et bénéficiait du soutien de la confédération syndicale RENGO.

Mais le gouvernement du PDJ n'a pas répondu aux attentes de la population, notamment par sa gestion de la catastrophe de Fukushima. L'annonce de la remise en marche de réacteurs nucléaires, alors que le rapport du Parlement notait que « les autorités de régulation et Tepco, la compagnie d'électricité de Tokyo, ont failli à leur devoir de protéger la vie de la population et de la société japonaise », a suscité une vague d'indignation. Il en fut de même avec la pseudo-nationalisation de cette société aux frais des contribuables, alors que le quart des sommes allouées au titre du budget pour la reconstruction de la région dévastée était détourné !

De plus, la soumission aux diktats du FMI, enjoignant au Japon de réduire sa dette — 214 % du PIB —, a amené le gouvernement à faire adopter une loi doublant la TVA, dans la perspective d'atteindre 10 % en 2015. Selon la confédération ZENROREN, 57 députés du PDJ avaient voté contre. Même vote pour les 9 députés du PCJ, tandis qu'un communiqué commun PSD-PCJ se prononçait contre le projet de loi.

Concernant la permanence de la pression américaine sur le Japon, dans le cadre de la stratégie américaine de « retour dans la région Asie-Pacifique », la secrétaire d'Etat Hillary Clinton avait notamment affirmé au gouvernement japonais, à la suite d'une collision entre un chalutier chinois et des garde-côtes japonais survenue en septembre 2011 près des îles Senkaku (mot japonais)/Diaoyu (mot chinois), « que ces îles relevaient de la compétence du traité de sécurité nippo-américain » (15).

Par la suite, la « nationalisation » des îles Senkaku/Diaoyu, décidée par le Premier ministre, Yoshihiko Noda, le 7 juillet

(15) « La stratégie américaine en Asie-Pacifique après le départ d'Hillary Clinton. Le rôle de pivot régional en Asie va-t-il continuer ? », Okazaki Hisahiko <http://www.nippon.com/fr/currents/d00065/>

## LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES AU JAPON

- Le Parti démocrate japonais (PDJ) : se situe au « centre-gauche » de l'échiquier politique ;
- Le Parti libéral démocrate (PLD) : parti traditionnel de la bourgeoisie japonaise ;
- Le Parti de la restauration du Japon (PRJ) : nationaliste ;
- Le Parti social-démocrate (PSD) : affilié à l'Internationale socialiste ;
- Le Parti communiste japonais (PCJ).

## LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES JAPONAISES

- **RENGO** : principale centrale syndicale fondée en 1989 et qui absorbe SOHYO, liée d'abord au PSJ, puis au PDJ à partir de 1998 (environ 6,6 millions adhérents) ;
- **ZENROREN** : centrale syndicale fondée en 1989, issue de SOHYO, réputée proche du PCJ (environ 850 000 adhérents) ;
- **ZENROKYO** : centrale syndicale fondée en 1989, issue de SOHYO, se déclare indépendante (environ 140 000 adhérents).

2012 (16) entraînait une série de manifestations de protestation en Chine.

Tous ces éléments combinés conduisent, trois ans seulement après son succès triomphal, à un effondrement du Parti démocrate malgré l'appui de la confédération RENGO (qui s'était récemment qualifiée de « *cheville ouvrière du PDJ* ») : il passe de 233 à 57 sièges.

Le taux de participation chute de 69,29 à 59,32 %, soit 40 % d'abstention.

Ainsi, de 2007 à 2012, ce sont sept Premiers ministres qui se sont succédé. Cette période d'extrême instabilité politique est loin d'être achevée.

---

#### **IV. 2013 : WASHINGTON POUSSE LE JAPON CONTRE LA CHINE ET RETIENT L'ARDEUR BELLIQUEUSE DE SHINZO ABE. MAIS SUR LE TRAITÉ TRANS-PACIFIQUE (TPP), C'EST LA MOBILISATION DES PAYSANS JAPONAIS QUI BLOQUE L'ACCORD JAPON-ÉTATS-UNIS**

---

##### **1- Le revirement américain quant au respect de la zone d'identification aérienne chinoise**

Après la victoire de Shinzo Abe aux élections sénatoriales du 21 juillet 2013, renforçant sa position en donnant à sa coalition (PLD et Nouveau Komeito) la majorité dans les deux chambres de la Diète, les exigences de l'impérialisme américain en matière d'encerclement de la Chine, comme le volontarisme affiché du Premier ministre japonais de réarmer le Japon, se sont complètement rejoints. Dès le 12 août, Shinzo Abe réitérait sa volonté de modifier la Constitution.

Une première réunion, dite « 2 + 2 », du comité consultatif Etats-Unis/Japon s'est tenue à Tokyo le jeudi 3 octobre 2013. Elle a réuni John Kerry et Fumio Kishida, ministres des Affaires étrangères des deux pays, et Chuck Nagel et Itsunori Onodera, ministres de la Défense.

« *Dès le début de la réunion 2 + 2 de jeudi, Fumio Kishida n'a pas caché ses inquiétudes quant à l'expansionnisme*

*chinois autour des Ryukyu* : "La Chine bouscule l'ordre de la région par l'emploi de la force, tout en continuant l'expansion significative de ses moyens et de ses activités militaires." *Parallèlement, lors de ce meeting 2 + 2 mais aussi à plusieurs autres occasions, les Etats-Unis ont rappelé qu'une agression armée contre les îles Senkaku ne serait pas un "conflit de basse intensité" et entraînerait l'application de l'article 5 du traité de coopération et de sécurité mutuelles qui lie les Etats-Unis et le Japon* » (17).

C'est ainsi que le 23 novembre 2013, le gouvernement chinois définissait une zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) incluant les Diaoyu /Senkaku, en exigeant que tout avion la survolant fournisse son plan de vol aux autorités chinoises. Dans un premier temps, Washington a soutenu l'exigence du gouvernement japonais que soit retirée cette ZIDA. Et le secrétaire général du PC japonais, Ichida Tadayoshi, critiquait, le 25 novembre, le gouvernement chinois pour « *avoir créé dans la mer de Chine orientale une "zone d'identification de défense aérienne (ZIDA)" qui comprend le territoire japonais* ».

Le département américain de la Défense annonce alors que deux de ses bombardiers ont traversé la zone d'identification de défense aérienne définie par la Chine, sans avoir signalé leur vol au préalable. Cependant, dès le 1<sup>er</sup> décembre, le département d'Etat américain autorise les compagnies américaines à notifier à Pékin leurs plans de vol. Pourquoi un tel revirement ?

Concernant la visite du vice-président américain, Joe Biden, à Tokyo, puis à Pékin, pour l'expliquer aux gouvernements japonais et chinois, on trouve ce commentaire fort pertinent :

« *Cette visite intervient à un moment pour le moins délicat, constatent encore les analystes cités par l'agence Chine nouvelle. Selon ces derniers, Joe Biden doit en effet compenser l'annulation, en octobre dernier, de la visite de Barack Obama en Asie pour cause de shutdown.*

---

(16) Jour anniversaire de l'incident du pont Marco Polo en 1937, qui marqua le commencement de l'invasion de la Chine par le Japon.

(17) <http://www.dombosco.fr/article-vers-un-nouveau-traite-usa-japon-120418679.html>

*Il doit aussi calmer ses alliés japonais et sud-coréens courroucés par la nouvelle zone aérienne chinoise. Biden est donc un médiateur sous pression » (18).*

On retrouve ici les hésitations de l'impérialisme américain découlant de sa propre crise — shutdown — qui l'empêche de jouer le rôle qu'il voulait en annonçant son retour dans la région Asie-Pacifique en 2009. Ce qui l'amène, après avoir poussé son allié japonais à la confrontation avec la Chine, à le retenir.

Ce qui a conduit le journal chinois *Global Times* à écrire : « *La Chine et les Etats-Unis sont deux grands pays, le Japon est un petit soldat* » (18).

Et un éditorial de l'édition internationale du *New York Times* a énoncé :

*« Le but ultime de M. Abe est de réécrire la Constitution pacifique du Japon, rédigée par les Américains durant l'occupation post-guerre, et qui restreint le droit d'entrée en guerre... Les aventures militaires du Japon ne sont possibles qu'avec le soutien américain » (19).*

## **2- La mobilisation des paysans japonais bloque l'accord entre le Japon et les Etats-Unis sur le traité de libre-échange trans-Pacifique (TPP)**

Le 3 décembre 2013, à l'occasion de la venue à Tokyo du vice-président américain, Joe Biden, des milliers de paysans japonais ont manifesté « *leur opposition à la volonté du gouvernement japonais de prendre part à cet accord TPP* » (*Le Parisien*, 3 décembre 2013). En fait, les agriculteurs japonais n'ont jamais cessé de manifester, tout au long de l'année 2013, leur opposition au TPP, car la suppression des barrières douanières aboutirait à leur élimination.

Or, depuis le 22 juillet, le Japon participe aux négociations sur le TPP (20), à la demande de Washington qui, depuis 2010 et au compte de la politique américaine de « retour dans le Pacifique », entend piloter une zone de libre-échange représentant 40 % du PIB mondial. Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a fait du TPP une priorité car, avec ce marché, il compte sur des exportations japonaises stimulées par un yen fortement dévalué par rapport au dollar et une déréglementation du travail programmée par le projet de loi sur les « zones de déréglementation

*économique afin d'attirer des investissements » (21).*

Mais l'année 2013 se termine sans l'accord espéré par l'administration Obama. Pourquoi ?

*« Washington exige de Tokyo une baisse des tarifs douaniers que l'archipel impose à plusieurs produits agricoles étrangers entrant sur son territoire. Mais le gouvernement de Shinzo Abe a pour l'instant refusé de lever les barrières tarifaires qui protègent ses producteurs de riz, de sucre, de blé, de produits laitiers, de viande de bœuf et de porc » (22).*

Cependant, à la date du 16 décembre : « *Le TPP "reste une grande priorité du président, à cause des dividendes économiques qui en découlent", a déclaré le porte-parole de M. Obama, Jay Carney. "Le Congrès et les Américains attendent beaucoup du TPP", selon lui, et "l'administration est déterminée à obtenir le meilleur marché possible" au terme des négociations* » (23).

Mais la difficulté du gouvernement des Etats-Unis à s'imposer sur cette question face au Japon, comme le fait que le gouvernement Shinzo Abe soit obligé de tenir compte de la résistance des paysans japonais, constitue des indications sur la crise de l'impérialisme américain comme sur la situation qui se tend dans l'archipel.

**Jean-Pierre Fitoussi**

(18) <http://www.rfi.fr/asie-pacifique/20131204-visite-pekine-vice-president-americain-joe-biden-marche-oeufs-chine-japon-senkaku-obama-shutdown>

(19) [http://www.nytimes.com/2013/12/27/opinion/risky-nationalism-in-japan.html?ref=shinzoabe&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2013/12/27/opinion/risky-nationalism-in-japan.html?ref=shinzoabe&_r=0)

(20) Le TPP regroupe l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. La Chine n'en fait pas partie.

(21) <http://www.japoninfos.com/aujourd'hui-au-japon-le-5-novembre-2013.html>

(22) <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0203181491857-le-partenariat-transpacifique-peine-a-emerger-636244.php>

(23) <http://affaires.lapresse.ca/economie/etats-unis/201312/16/01-4721535-washington-redit-son-interet-pour-le-partenariat-trans-pacifique.php>

# L'analyse marxiste face au "bon capitalisme" du PCF et autres

Par Xabier Arrizabalo Montoro

Le 21 novembre dernier, Frédéric Boccara, invité en tant que professeur de l'université Paris-XIII, mais également présenté comme « économiste du Parti communiste français et membre de l'association "Economistes atterrés" », a donné une conférence à la faculté des sciences économiques de l'université Complutense, à Madrid. Sous le titre pompeux d'« Alternatives aux

politiques d'austérité. Propositions de l'économie hétérodoxe », son exposé a été axé sur la proposition de mesures pour une prétendue gestion progressiste du capitalisme. Il posait ainsi la possibilité d'un « bon capitalisme », ce qui le conduisait à conclure sur la proposition que les syndicats collaborent à la conduite de ce prétendu processus de régénération du capitalisme.

Au préalable, les organisateurs du débat avait distribué l'un de ses articles intitulé : « L'actuelle crise globale du capitalisme : diagnostic, nouveaux défis pour un nouveau genre de propositions, opportunités et potentialités. » Il n'est guère intéressant de s'arrêter sur la rhétorique de la « révolution informationnelle » et autres formulations semblables que l'on y trouve. Au bout du compte, il s'agit simplement d'une nouvelle réédition des vieilles thèses staliennes et apparentées à propos des « révolutions scientifico-techniques », présentées comme autant de preuves supposées de la capacité du capitalisme à impulser un nouveau développement des forces productives... Pour cela, il est nécessaire de vider de tout son contenu économique, mais également social et politique, cette catégorie marxiste des forces productives, dans le but de leur donner un caractère purement technique, associé à la notion de productivité (2).

Dans ce même texte, Boccara écrit :

« Au niveau mondial, nous, économistes marxistes français, formulons depuis de nombreuses années des pro-

positions pour une profonde réforme du FMI : sa démocratisation (droits de vote partiellement liés au poids de la population, suppression du droit de veto des USA, etc.), son objectif et ses instruments. Je veux insister ici sur la nécessité d'un nouveau financement s'orientant vers le co-développement des gens. »

Il n'est pas nécessaire de reproduire d'autres extraits : il est absolument impossible de se réclamer du marxisme et de défendre une réforme du FMI. Ce sont des questions incompatibles au plan théorique, parce que, du point de vue de l'analyse marxiste, on ne peut expliquer l'existence du FMI et son rôle dans l'économie mondiale comme une question purement circonstancielle, modifiable à souhait. Le FMI est l'expression institutionnelle de la domination du capital financier américain, qui, nécessai-

---

(1) Professeur titulaire de l'Université Complutense de Madrid et syndicaliste des Commissions ouvrières.

(2) Pour comprendre ce que les marxistes entendent par « forces productives », nous recommandons la lecture de l'article d'Octave Boisgontier (1971) : « Le croisé sans visage », *La Vérité*, numéros 554 et 555.

rement, promeut une politique toujours plus destructrice.

Proposer de réformer le FMI et prétendre engager le mouvement ouvrier dans la gestion du capitalisme est incompatible avec le marxisme. Pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier doit préserver son indépendance par rapport à toutes les institutions du capital.

L'engagement du PCF, et de Boccara lui-même, dans la défense de l'ordre bourgeois prend la forme, en particulier, de la défense de l'euro. C'est pourquoi Boccara formule la proposition d'un « autre euro » (par exemple, dans sa brochure *Contre l'austérité en Europe, luttons pour un autre euro*). Dans la conférence à la faculté de Madrid, plusieurs voix se sont élevées dans l'assistance (des professeurs, des étudiants et des syndicalistes des Commissions ouvrières et de l'UGT) dénonçant de manière rigoureuse et documentée la tromperie que constitue le fait de présenter le discours du conférencier comme marxiste, signalant également son caractère réactionnaire (...).

La prétention actuelle de Boccara et du PCF de se présenter comme marxistes, pour avaliser une orientation dont le but ultime est la préservation de l'ordre bourgeois, n'est pas nouvelle dans leur tradition (...), elle vient de très loin. Il y a quarante ans déjà, Paul Boccara, le père de Frédéric Boccara, avait proposé la formulation d'un nouveau capitalisme qui, baptisé « capitalisme monopoliste d'Etat », était devenu le dogme officiel du PCF. Nul besoin de dire qu'il s'agissait d'une formulation qui rompait frontalement avec la caractérisation marxiste du stade atteint par le capitalisme, que Lénine avait analysé en 1916 dans son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

(...) La possibilité d'un « autre capitalisme » est également défendue dans d'autres courants qui, frauduleusement, se réclament du marxisme, comme le Secrétariat unifié (SU) qui, en Espagne, anime l'organisation Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), avec son manifeste « *Que faire de la dette et de l'euro* », exemple paradigmatique de charlatanisme orienté vers le seul objet de proposer une « refondation européenne »... sans remettre en cause l'euro qui est l'instrument pour imposer les plans d'ajustement du

FMI en Europe. Il peut exister des politiques d'ajustement sans l'euro, mais on ne peut en aucun cas avoir un euro sans ajustement, puisque l'euro est le « cheval de Troie » par lequel l'impérialisme américain prend les rênes de la politique économique dans les pays européens, d'une manière toujours plus directe, avec la troïka (3). Par conséquent, refuser les plans d'ajustement exige de remettre en cause l'euro.

Un autre exemple est celui de Mandel qui, il y a quarante ans, proposait toute une série de formulations visant à « dépasser » l'impérialisme (« les ondes longues », « le capitalisme tardif » ou « le néocapitalisme »).

La dernière invention pseudo théorique des partisans d'un autre capitalisme « possible », capable de développer les forces productives est ce qu'on appelle la « financiarisation ». Partant du fait réel que le rythme d'accumulation se trouve très ralenti et est même interrompu, caractéristique propre aux situations de crise, ces « théoriciens » agissent d'une manière analogue à ceux que Marx qualifiait « *d'économistes vulgaires* », c'est-à-dire se limitant à la superficialité, à la manière dont se manifeste le phénomène, renonçant ainsi à analyser les causes de fond. Quelles sont les raisons de ce ralentissement ? Même si les capitalistes affectent la plus grande partie de leur plus-value au domaine spéculatif au lieu de la réinvestir dans les processus productifs, cela n'est pas la cause réelle. Cela reviendrait à expliquer la séquence du processus à l'envers. Le point de départ, ce sont les difficultés croissantes de la valorisation du capital, que Marx exprime sous la forme d'une loi, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Par conséquent, comme les capita-

(3) Voir le pacte pour « l'euro plus » et la constitution du Mécanisme européen de stabilité (MES), décidés lors du Conseil européen des 24 et 25 mars 2011. Par exemple : « *L'accès aux subventions financières du MES exigera de l'Etat membre bénéficiaire qu'il établisse une manière adaptée de participation du secteur privé, en fonction des circonstances concrètes et de manière totalement cohérente avec les pratiques du FMI (...). Le MEDE pourra compléter sa capacité d'emprunt au moyen de la participation du FMI dans les opérations d'assistance financière (...). A propos de la participation du secteur privé, nous adhérons fermement aux pratiques et aux principes consacrés par le FMI.* » C'est le vieux principe de conditionnalité du FMI pour imposer les plans d'ajustement structurel en Amérique latine, en Afrique, en l'Asie et maintenant en Europe.

listes sont incapables d'obtenir une plus-value suffisante dans le secteur productif, ils tentent de valoriser leur capital dans le secteur spéculatif. Cependant, cette possibilité se trouve limitée par la disponibilité totale de la plus-value, restreinte de manière croissante par cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Par conséquent, la possibilité de valorisation dans la finance, et particulièrement dans sa sphère spéculative, ne peut être que temporaire, s'appuyant sur ce que l'on connaît sous le nom de « bulles » : l'augmentation des prix de certaines marchandises bien au-dessus de leur valeur, c'est-à-dire sans une base réelle, entraîne pléthore de capitaux fictifs avec un gain également fictif (ne reposant pas sur de la plus-value). L'éclatement de la bulle doit être compris comme un rappel à la réalité dans laquelle il n'y a pas de plus-value qui alimente tous les gains apparents. Il se produit alors une toujours plus grande destruction du capital, tant dans la manière de liquider le capital constant et le capital variable par la fermeture d'entreprises, que dans la manière spécifique de liquider le capital variable au moyen de la dévalorisation de la force de travail (réductions salariales, licenciements, etc.).

Le concept de la « financiarisation » part du constat de la localisation massive et croissante du capital dans le secteur financier, principalement dans sa sphère spéculative. Mais en l'analysant de manière superficielle, sans aller jusqu'aux causes profondes, cette approche propose une explication non seulement incompatible mais contraire au marxiste, en niant la baisse tendancielle du taux de profit. (En utilisant la notion du fétichisme dont parle Marx, on peut dire que, de même que les « économistes vulgaires », ceux qui se cachent derrière la thèse de la « financiarisation », restent prisonniers d'une vision fétichiste, dans ce cas financière.) Ainsi, cette thèse attribuée au capitalisme la possibilité d'un développement plus ou moins harmonieux si la plus-value était réinvestie dans l'activité productive au lieu d'être destinée à l'activité spéculative. Or Marx explique que ce développement n'étant pas possible, du fait de la baisse tendancielle du taux de profit, les capitalistes ont besoin de déplacer leurs capitaux vers ces activités non productives, ce qui, dans les conditions du capital dans son ensemble constitue une fuite en avant qui prépare les conditions d'une destruction encore plus massive des forces productives.

Ce qui découle de cette approche de « financiarisation », particulièrement au plan politique, est très significatif. Une chose est que le mouvement ouvrier défende la nécessité d'investissements productifs, pour la préservation des postes de travail menacés par la spéculation ; une autre est de soutenir que l'on peut impulser un tournant du capital vers l'investissement productif qui conduise à un développement économique capitaliste, relativement harmonieux et durable dans le temps.

La tendance toujours plus grande de l'investissement de capitaux vers l'activité spéculative n'est pas due au hasard, mais aux contradictions mêmes du capitalisme. Par conséquent, opposer le capital financier au secteur productif revient à nier l'une des caractéristiques de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, tel qu'analysé par Lénine, la fusion du capital industriel et du capital bancaire, résultat du processus de concentration inhérent au capitalisme. Assigner au capital productif une fonction progressiste du point de vue de l'accumulation aujourd'hui est contraire à l'approche marxiste et à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Cette loi est niée dans le but d'ouvrir un espace pour défendre un capitalisme supposé progressiste aujourd'hui. La cause des graves problèmes actuels, en définitive, ne serait pas le capitalisme parvenu à son actuel degré de contradiction, qui indique ses limites historiques, mais la manière dite « néolibérale » de le gérer.

Cela renvoie à la formule très médiatique, mais vide de contenu, de la « mondialisation » ou « globalisation ». Certes, on pourrait parler de mondialisation, mais encore faut-il préciser : en premier lieu, parce que la loi de la valeur opère chaque fois plus à l'échelle mondiale. Et en second lieu, parce que les difficultés croissantes de valorisation du capital, matérialisées dans des crises récurrentes toujours plus aiguës, conduisent à généraliser les politiques de baisse du coût du travail à travers les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI à tous les pays, sur tous les continents.

*« La mondialisation désigne le droit imprescriptible que s'arroge le capital financier d'en finir avec tout ce qui pourrait faire obstacle à son objectif de surexploitation. Le terme désigne, en particulier, le droit qu'il s'arroge de réduire le coût du travail quelle que soit la victime et à démanteler pour*

*cela les réglementations sociales en vigueur et les cadres nationaux qui garantissent leur permanence » (Daniel Gluckstein, *Lutte de classe et mondialisation*, 1999).*

La mondialisation n'a donc rien à voir avec un prétendu nouveau stade du capitalisme. Le présenter comme tel n'obéit qu'à une intention délibérée de confusion :

*« Le terme de mondialisation occulte également une mystification (...); il consiste à prétendre que la mondialisation correspond à une nouvelle phase de développement de l'économie mondiale, dans laquelle les vieilles divisions dépassées entre classes sociales sont supposées disparaître (...). Ce que l'on appelle "mondialisation" n'est pas autre chose que l'expression de la lutte des classes dans le régime capitaliste : la lutte de la classe capitaliste pour baisser constamment la valeur de la force de travail (le "coût du travail", comme l'on dit aujourd'hui); et la lutte de la classe ouvrière pour se protéger, comme classe, de cette politique de destruction » (ibidem).*

Il n'y a pas de base réelle permettant de soutenir l'existence de nouvelles étapes du capitalisme, dans lesquelles on pourrait nourrir l'illusion de leur caractère progressiste. Au contraire : les principaux événements récents montrent précisément que les caractéristiques de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme non seulement perdurent, mais s'accroissent. Cette accentuation caractéristique de l'impérialisme s'exprime en particulier dans la contradiction croissante entre, d'une part, les possibilités matérielles qu'apporte l'augmentation de la productivité, au moins potentiellement, et, d'autre part, les conditions d'existence de la majorité de la population dans le monde. C'est-à-dire qu'elle s'exprime dans la destruction toujours plus massive de forces productives. Le fait que, dans les cent dernières années, il y ait eu de nombreuses et grandes convulsions dans l'économie capitaliste mondiale non seulement n'est pas contradictoire avec la notion d'impérialisme, mais, au contraire, elle en constitue son essence même. A savoir que la nouvelle configuration du capital comme capital financier et son secteur général d'activité autour de l'économie mondiale ont comme conséquence principale une ten-

sion croissante sur les forces productives. Tendances qui, toutes, cela mérite d'être souligné une fois de plus, ne sont pas dues au hasard mais sont le résultat direct du plein déploiement de l'accumulation capitaliste soumis à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

(...) Ces difficultés croissantes, et leur corollaire en termes de nécessité d'augmenter l'exploitation de la force de travail (qui entraîne non plus seulement une paupérisation relative de la classe travaillante, mais des processus toujours plus étendus de paupérisation absolue), n'impliquent pas que le capitalisme va disparaître graduellement et pacifiquement, car aucune classe dominante, comme le montre l'histoire, ne renonce à ses privilèges. Par conséquent, le « dépassement » en positif du régime capitaliste se résoudra nécessairement sur le terrain politique de la lutte de classe, comme cela s'est passé dans d'autres situations historiques, et en particulier dans la transition du féodalisme au capitalisme, c'est-à-dire dans l'instauration de la bourgeoisie comme classe dominante. Pour cela, tant que le capitalisme survivra, se maintiendra inévitablement un cours qui n'a rien de linéaire, mais qui, comme l'explique Lénine lui-même, se déroulera « avec de telles contradictions, conflits et chocs — non seulement économiques, mais aussi politiques, nationaux, etc. » (...)

Prolonger l'agonie du capitalisme est le seul objectif des formulations que nous avons évoquées, élaborées par ceux qui défendent un « autre capitalisme possible ». Impliquer dans sa gestion le mouvement ouvrier implique de le sacrifier. Le camarade de l'UGT qui est intervenu de la salle lors de la conférence mentionnée au début de cet article a, quant à lui, tranché la question avec clarté : la prétention formulée par Boccara que le mouvement ouvrier participe à la gestion du capitalisme implique d'enterrer le mouvement ouvrier comme tel, de le subordonner à un cadre corporatiste et, par conséquent, d'enterrer toute possibilité d'une issue positive pour l'humanité.

[A la fin de la conférence, nous avons pu constater que la totalité des présents avec qui nous avons eu l'occasion d'échanger partageait notre point de vue. (...)]

**Xavier Arrizabalo Montoro**

# Les leçons actuelles du combat de Marx pour un parti prolétarien

Par Lucien Gauthier

*« Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx, ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires (...). Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions (...). Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire (...). Ce faisant, on vide leurs doctrines révolutionnaires de leur contenu (...). C'est sur cette façon d'"accommoder" le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier », écrit Lénine en 1917 (L'Etat et la révolution).*

Ces lignes sont aujourd'hui d'une brûlante actualité : pour certains, le marxisme serait mort avec le XX<sup>e</sup> siècle ; pour d'autres, à gauche et à l'extrême gauche, Marx ne serait qu'un excellent analyste de l'économie capitaliste. Pour tous, il faut oublier que pour Marx « l'histoire, c'est l'histoire de la lutte des classes » et qu'à partir de là, la classe exploitée, le prolétariat, a besoin de son propre parti.

Marx et Engels ont été des combattants inlassables de la constitution d'un mouvement ouvrier indépendant, et donc d'un parti. Leurs travaux théoriques — dont *Le Capital* — visent à démontrer les mécanismes de l'exploitation capitaliste afin d'armer les ouvriers conscients de la nécessité de s'organiser dans un parti politique, distinct de la bourgeoisie.

Comme le rappelle Engels en 1885, dans une lettre rédigée deux ans après la mort de Marx :

*« Notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, les nouveaux résultats scientifiques. Au contraire, tous les deux nous étions déjà*

*profondément engagés dans le mouvement politique allemand et européen. »*

Léon Trotsky, au cours des débats préparatoires à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, polémiquait avec certains de ses camarades qui préconisaient de se doter, avant toute proclamation, d'un programme achevé ; il écrivait :

*« Laissez-moi vous rappeler que la Ligue des communistes a été fondée par Marx et Engels avant qu'ils aient écrit le "Manifeste communiste". Que la I<sup>e</sup> Internationale a été fondée avant qu'ait été publié le premier volume du Capital, la II<sup>e</sup> Internationale, avant l'ensemble des volumes du Capital. La III<sup>e</sup> Internationale a existé, pendant sa meilleure période, sans programme achevé, etc. » ("Pour" la IV<sup>e</sup> Internationale ? Non ! La IV<sup>e</sup> Internationale).*

Toute la vie de Karl Marx se concentre dans le mot d'ordre qu'il a élaboré : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Toute sa vie, il contribuera à ce combat émancipateur en cherchant à l'organiser. Si la ligne stratégique demeure la même, en fonction de la situation, des développements au sein

du mouvement ouvrier, des révolutions et contre-révolutions, et parce qu'il n'est pas un dogmatique mais un homme d'action, Marx sera amené à préciser les tâches pratiques de construction du parti. On peut, dans cette voie, distinguer quatre périodes :

celle qui va jusqu'à 1848, celle qui suit l'écrasement de la révolution de juin 1848 en France, celle de la Commune de Paris de 1871 et enfin celle de l'Association internationale des travailleurs (AIT) après 1871.

## I- Leçons du combat démocratique (1842-1848)

Marx jeune s'inscrit dans le mouvement des « Jeunes hégéliens », des jeunes gens qui s'inspirent, pour l'action pratique dans la société, des principes du philosophe allemand Hegel — qui, lui, se limitait au domaine des idées.

C'est ainsi que Marx participe, au début des années 1840, à leur revue, la *Gazette rhénane*. Significatif est le premier article qu'il y écrit : il porte sur l'exploitation des vignons mosellans. Quand Marx en prendra la direction, la *Gazette rhénane* deviendra une tribune de combat de la démocratie révolutionnaire contre le Kaiser. Cette revue sera finalement interdite en 1843.

Marx et Engels se rencontrèrent à Paris en 1844, et constatèrent qu'ils étaient arrivés, par des voies différentes (Marx publia en 1843 une *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, et Engels, de son côté, avait écrit une *Etude critique sur l'économie politique*), aux mêmes conclusions. Dès 1844, ils publient *La Sainte Famille*, une virulente critique des philosophes et surtout, en 1845, *L'Idéologie allemande*, qui jette les bases fondamentales de l'analyse matérialiste et dialectique.

C'est dans ce cadre qu'ils établissent que la lutte des classes est le moteur de l'histoire. Dès lors, ce qui n'était encore chez eux qu'embryonnaire s'affirme pleinement : la nécessité d'exprimer le point de vue du prolétariat.

Depuis les révolutions bourgeoises, le développement des forces productives entraîne une croissance massive du prolétariat. Celui-ci, de manière instinctive et confuse, cherche à se défendre face à l'exploitation et à s'organiser.

Il existe aussi, de manière plus ou moins développée, de premières formes de syndicats. Mais, politiquement, la classe ouvrière n'est pas organisée. Des secteurs de la bourgeoisie radicale et de la petite-bourgeoisie, se proclamant socialistes, dominant.

---

### LES COMITÉS DE CORRESPONDANCE COMMUNISTE

---

Dès 1845, dans *La Sainte Famille*, Marx et Engels dénoncent « les gens qui, du haut de l'impartialité de leur point de vue supérieur, prêchent aux travailleurs un socialisme s'élevant au-dessus de toutes les oppositions et des luttes de classes ».

C'est en opposition avec ce « socialisme »-là que Marx et Engels vont choisir la dénomination de communistes.

« Et cependant, lorsqu'il parut, nous n'aurions pu l'intituler "Manifeste socialiste". En 1847, on entendait par "socialistes" deux sortes de gens. D'abord, les adeptes des divers systèmes utopiques, notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes. D'autre part, les charlatans sociaux de tout acabit, qui voulaient, grâce à diverses panacées et toutes sortes de rapiécages, supprimer les défauts de la société, sans faire le moindre tort au capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un point d'appui auprès des classes "cultivées".

Au contraire, la fraction d'ouvriers qui, convaincus de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamaient une transformation fondamentale de la société, s'appelaient alors communistes. C'est un communisme à peine dégrossi que le leur, purement instinctif, parfois un peu grossier (...). Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde ; pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme, dans ce moment, nous étions très nettement d'avis que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", nous ne pouvions hésiter un instant sur la déno-

*mination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter. »* (Engels, préface à l'édition allemande du *Manifeste*, 1890).

Au contact des organisations blanquistes, des ouvriers allemands réfugiés en France fondèrent la Ligue des justes, le premier regroupement communiste. Marx et Engels entretiennent des rapports très étroits avec la Ligue des justes, mais n'estiment pas devoir y adhérer en raison de divergences sur ce qu'est le communisme.

Dès cette époque, Marx et Engels organisent un travail acharné de contacts, d'écrits et de voyages, pour regrouper des noyaux organisés.

Ils organisent, d'abord à Bruxelles, puis à Paris et à Londres, des comités de correspondance communiste, sollicitant la participation de dirigeants ouvriers, dans le but de préparer, par la libre discussion, les conditions de l'action organisée.

C'est ainsi que Marx, le 5 mai 1846, écrit une lettre au vieux dirigeant anarchiste Proudhon, lui proposant de constituer ensemble des « comités de correspondance communiste » qui s'occuperaient « de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais (...), de tenir les étrangers au courant des mouvements socialistes » dans chaque pays. Proudhon déclina la proposition, en donnant le véritable contenu de sa position :

*« Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution. Cette opinion (...), l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous l'avoue, mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. »*

Il serait trop long de détailler le méticuleux travail d'organisation de Marx et Engels ; citons seulement la lettre du Comité de correspondance communiste de Bruxelles, écrite par Marx en 1847 en réponse à des propositions formulées par un socialiste allemand :

*« Vous reconnaissez la nécessité de continuer à verser régulièrement de petites sommes d'argent. Cependant, nous devons, pour notre part, rejeter votre proposition selon laquelle ces cotisations devraient servir à soutenir ceux qui écrivent et à leur procurer une vie à l'abri du besoin. Nous estimons que ces contributions ne doivent être utilisées que pour couvrir les frais d'impression de tracts et de brochures communistes à bon marché ainsi que les frais*

*occasionnés par la correspondance, parmi laquelle aussi celle qui est envoyée à l'étranger. »*

---

## LE CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES

---

De la fin de l'année 1845 au II<sup>e</sup> Congrès de la Ligue des justes, devenue Ligue des communistes en 1847, une intense discussion se développa, des confrontations aboutirent à des évolutions et des ruptures. Marx et Engels adhéreront, début 1847, à la Ligue des communistes sur la base des clarifications opérées.

Engels raconte :

*« Le second congrès siégea de fin novembre à début décembre de la même année. Marx y assistait aussi et défendit la nouvelle théorie tout au long des débats qui durèrent une bonne dizaine de jours. Toutes les objections et les doutes furent levés, les nouveaux principes furent adoptés à l'unanimité, et l'on nous chargea, Marx et moi, d'élaborer le Manifeste. C'est ce qui fut fait rapidement. Quelques semaines avant la révolution de février, il fut envoyé à Londres pour être imprimé. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; traduit dans presque toutes les langues, il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes sont frères", y était remplacée par le nouveau cri de guerre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !", qui proclame ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre résonnait dans le monde comme mot d'ordre de ralliement pour la lutte de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur sa bannière »* (Introduction à la troisième édition allemande de « Révélations sur le procès des communistes de Cologne »).

Le point 1 des statuts adoptés par le congrès de novembre 1847 affirme :

*« Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolissement de la vieille société bourgeoise et la fondation d'une société nouvelle sans classes et sans propriété privée. »*

Marx et Engels ont conscience que l'organisation ouvrière ne peut s'abstraire des conditions concrètes, qui voient les socia-

listes petits-bourgeois dominer le combat démocratique et social. Engels écrit :

*« Aussi longtemps que le terrain n'était pas déblayé pour l'action indépendante des ouvriers, que pouvait faire le parti prolétarien, sinon suivre le mouvement de Paris, tout à fait décisif pour lui, et lutter de concert avec la petite-bourgeoisie pour la conquête des droits qui lui permettraient de mener ensuite son propre combat. »*

Mais Marx et Engels y insistent : cette politique d'alliance avec la bourgeoisie libérale et la petite-bourgeoisie contre l'absolutisme exige, en tout lieu et en toute circonstance, l'indépendance politique des communistes. Car le choc avec la bourgeoisie est à venir, comme vont le démontrer les révolutions de 1848.

C'est ainsi que dans le *Manifeste du Parti communiste*, publié juste avant la révolution de 1848, ils écrivaient déjà :

*« Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes, pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Ça et là, la lutte éclate en émeute.*

*Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. (...) Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. »*

## II- Les leçons de 1848

Une nouvelle situation s'ouvre en Europe en 1848, qui voit des processus révolutionnaires toucher tous les pays. Marx quitte Bruxelles et rejoint Cologne, où il prend part à la révolution qui se dresse contre le régime absolutiste.

Mais c'est en France que va s'affirmer, avec le plus de force, la nouvelle situation qui s'ouvre en Europe. La lutte incessante entre les républicains, héritiers de 1789, et la monarchie s'exprime une nouvelle fois dans la révolution de février 1848, qui va mettre à bas la monarchie de Louis-Philippe. Dans la continuité de 1789, le camp républicain rassemble en apparence bourgeois et prolétaires contre la réaction monarchiste. Mais nous ne sommes plus en 1789. Engels écrit :

*« Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen par l'alliance que les classes de la société qui avaient bénéficié de la première victoire contractèrent aussitôt avec les vaincus. En France, les boutiquiers et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires. En Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché l'appui de la noblesse féodale et de l'armée » (Révolution et contre-révolution en Allemagne).*

Et c'est là la portée internationale de 1848 : une seconde phase va s'ouvrir en juin 1848 « qui vit le prolétariat parisien présenter ses propres revendications » (Engels).

---

### PROLÉTARIAT CONTRE BOURGEOISIE

---

Au nom du droit au travail, les ouvriers se révoltent en juin ; leur mouvement sera noyé dans le sang par l'appareil militaro-policié de la bourgeoisie. Les « alliés » d'hier, bourgeois libéraux, radicaux et mêmes socialistes, se rangèrent du côté de la réaction, les Ledru-Rollin (radical) et Louis Blanc (socialiste) en tête.

La révolution et la contre-révolution de 1848 fondent la nécessité du combat organisé des prolétaires directement contre la bourgeoisie. Marx en tira les leçons dans *Les Luites de classes en France* (1848-1850).

Appuyés sur le *Manifeste*, publié au début de l'année 1848 et adopté par la Ligue des communistes, Marx et Engels vont lutter pour l'organisation indépendante du prolétariat en cherchant à arracher la classe ouvrière à l'influence de la gauche républicaine radicale et socialiste. Une « Adresse du comité central de la Ligue des communistes », en avril 1850, précise :

*« A l'heure actuelle, lorsque la petite-bourgeoisie démocratique se trouve partout opprimée, elle exhorte le prolétariat à l'unité et à la conciliation commune, elle tend la main au prolétariat et s'efforce d'établir un grand parti d'opposition, qui inclura toutes les tendances qu'il est pos-*

sible de trouver parmi les membres du parti démocratique. C'est-à-dire qu'elle s'efforce d'impliquer les ouvriers avec elle dans une organisation unique où ces phrases sociales-démocratiques générales, derrière lesquelles sont cachés ses intérêts spéciaux, prédomineront, et où, au nom de la paix, les revendications spécifiques du prolétariat ne seront pas avancées. Une telle fusion ne profitera qu'à elle et se fera au détriment du prolétariat. Le prolétariat perdrait sa position indépendante si chèrement acquise, et retournerait encore une fois à la situation d'appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Il faut donc rejeter le plus résolument cette fusion. Au lieu de se faire le chœur applaudissant des démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, devraient s'efforcer d'établir, à côté des démocrates officiels, une organisation indépendante. »

Dans un article intitulé « *Marx et les problèmes du parti ouvrier* », Pierre Lambert écrit :

« La révolution de 1848 démontre à Marx et Engels que les partis de la petite-bourgeoisie libérale et de la petite-bourgeoisie démocrate préfèrent, par crainte des masses prolétariennes, capituler devant la réaction absolutiste. La leçon sera immédiatement généralisée, et s'intégrera aux principes révolutionnaires qui, après 1850, vont guider leur action : "Les travailleurs allemands devront faire eux-mêmes le maximum pour leur propre victoire, en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en adoptant, aussi rapidement que possible, un point de vue politique indépendant, et en ne se laissant pas arrêter un seul instant par les discours hypocrites petits-bourgeois... [Ils devront œuvrer à] l'organisation indépendante du parti politique de la classe ouvrière. Leur mot d'ordre doit être : "La révolution en permanence"» (circulaire rédigée au nom de la Ligue des communistes par Marx et Engels, mars 1850).

Et, dès lors, c'est sur ce programme de la révolution permanente que Marx et Engels aborderont les problèmes posés par toutes les tâches assignées par l'histoire au prolétariat révolutionnaire ; y compris celui de l'accomplissement des tâches démocratiques qui prendront, de ce fait, un tout autre contenu : utiliser tout ce qui peut être arraché à la bourgeoisie en vue de favoriser l'organisation indépendante du prolétariat sur son propre plan de classe et pour ses objectifs propres.

Ainsi, la lutte pour le suffrage universel et les candidatures ouvrières seront inséparables de la dénonciation du parlementarisme bourgeois. L'action pour les

revendications élémentaires entreprise par les syndicats devra se combiner avec l'action des syndicats comme foyers organisateurs de la classe » (*La Vérité*, n° 515, février 1959).

Car Marx et Engels ne minimisent pas la question syndicale, même si elle se posait dans d'autres termes qu'aujourd'hui. Engels souligne :

« Il n'en reste pas moins que les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale, parce qu'ils sont la première tentative faite par leurs ouvriers de supprimer la concurrence » (*La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*).

Pour Engels et Marx, dans une situation où la classe ouvrière est au début de sa constitution, syndicats et partis procèdent, sur un plan distinct, de la nécessité pratique historique surgissant de la place du prolétariat dans la production.

Sur un plan distinct, car « *les syndicats ne doivent jamais être associés à un regroupement politique ni dépendre de lui. Autrement, ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel* », expliquait Marx dans une interview en 1869.

De même, à juste titre, Pierre Lambert définit la *révolution en permanence* de l'Adresse de la Ligue des communistes comme le fait que désormais, l'accomplissement des tâches démocratiques prend un contenu autre que celui de la période antérieure : utiliser tout ce qui peut être arraché à la bourgeoisie pour les objectifs propres du prolétariat.

C'est pourquoi Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste* :

« *Le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie* »,

pour préciser, au paragraphe suivant, le contenu de cette conquête :

« *Le prolétariat se servira de sa propre suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante* ».

Pour eux, la conquête de la démocratie est nécessairement prolétarienne.

\*

\* \*

---

## COMMUNISTES ET PROLÉTAIRES

---

Marx souligne l'importance du fait que la lutte du prolétariat débouche sur la conquête du pouvoir politique.

*« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Les historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de la lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. »*

*Mon originalité a consisté :*

1. à démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;
2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ;
3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes » (Lettre à Weydemeyer, mars 1852, Correspondance, tome 3).

Limiter le marxisme à la lutte des classes, c'est non seulement le tronquer et le déformer, mais chercher à le rendre acceptable pour la bourgeoisie.

*« Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat »,* écrira Lénine dans *L'Etat et la révolution*.

Pour Marx et Engels, un authentique parti prolétarien lutte pour l'expropriation du capital et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, première condition pour la transformation sociale de la société. Et surtout, ce parti n'est pas extérieur, étranger à sa classe. Il n'a pas la prétention de représenter toute la classe ouvrière, il est un parti d'avant-garde, c'est-à-dire qu'il représente la fraction la plus consciente des ouvriers.

C'est pourquoi Marx et Engels préciseront :

*« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? »*

*Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.*

*Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.*

*Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants*

*de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.*

*Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.*

*Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat » (Manifeste du Parti communiste).*

---

## L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

---

C'est sur cette orientation que Marx et Engels vont contribuer à rassembler, dans un meeting à Londres, des groupes syndicaux anglais, des communistes allemands, des socialistes français, des bakouninistes (du nom de Bakounine, un dirigeant anarchiste), des proudhoniens, groupes qui, dans la salle nommée Saint Martin's Hall, proclameront l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale ouvrière, le 28 septembre 1864. Engels écrit à ce sujet :

*« Lorsque la classe ouvrière européenne eut repris suffisamment de forces pour un nouvel assaut contre le pouvoir des classes dominantes, naquit l'Association internationale des travailleurs. Elle avait pour but de fondre en une immense armée toute la classe ouvrière combattive d'Europe et d'Amérique. Elle ne pouvait donc partir directement des principes établis dans le Manifeste. Il lui fallait un programme qui ne fermât pas la porte aux trade-unions anglaises, aux proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux lassaliens allemands. »*

*Ce programme — le préambule des statuts de l'Internationale — fut rédigé par Marx avec une maîtrise qu'ont reconnue Bakounine et les anarchistes eux-mêmes.*

*Pour la victoire définitive des principes énoncés dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement*

*intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action unie et de la discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance des panacées qu'ils proposaient jusqu'alors et de les rendre plus réceptifs à une analyse fondamentale des conditions véritables de l'émancipation ouvrière* » (préface à l'édition allemande du *Manifeste*, 1890).

Pour Marx et Engels, il ne s'agit pas d'exiger l'adhésion de tous ces courants au *Manifeste du Parti communiste*, mais de créer les bases d'un accord sur une ligne d'indépendance du prolétariat. C'est pourquoi l'Adresse inaugurale qu'évoque Engels affirme :

*« La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir du prolétariat (...). Il a le nombre, mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. (...) C'est poussés par cette pensée que les travailleurs réunis en un meeting public à Saint Martin's Hall ont décidé de fonder l'Association internationale des travailleurs. »*

Dans une situation où pullulent les sectes « socialistes », où certains n'hésitent pas à se présenter comme les « chefs » d'un parti auto-proclamé, Marx s'oppose avec vigueur à ces conceptions. « *Qu'ils aient tel ou tel chef, c'est leur affaire et non la mienne* », déclare-t-il. Il s'en tient résolument à ce qu'il a lui-même écrit : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Dans une lettre du 29 mars 1869, il définissait ainsi l'organisation révolutionnaire constituée par l'AIT :

*« D'après l'article premier de nos statuts, l'Association admet toutes les sociétés ouvrières aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière. Les sections de la classe ouvrière se trouvant placées, dans les divers pays, dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont aussi divergentes. Cependant, la communauté d'action établie par l'Association, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux congrès généraux ne manqueront pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun. »*

Pour Marx, faire progresser la cause du parti prolétarien exige une discussion libre et fraternelle, hostile à tout bureaucratisme, à toute idée qu'on puisse de l'extérieur dicter au prolétariat ce qu'il aurait à faire. C'est pourquoi, résolution polémique, il avait écrit : « *Un pas en avant du prolétariat, vaut mieux que dix programmes.* »

Quelques années plus tard, Engels revenait sur cette question :

*« Le premier grand pas qui importe dans tout pays nouvellement entré en mouvement est toujours que les ouvriers se constituent en parti politique indépendant, n'importe comment, pourvu seulement qu'il soit un parti ouvrier distinct (...), que le premier programme de ce parti soit confus et des plus incomplets, ce sont là des inconvénients inévitables, mais d'ailleurs passagers »* (lettre à Sorge, 29 novembre 1886).

Pour Engels comme pour Marx, le préalable est l'organisation ouvrière indépendante.

Fidèles à la stratégie du *Manifeste*, Marx et Engels n'entendent pas seulement constituer un courant à l'intérieur de l'Internationale, mais aussi exprimer les intérêts généraux du prolétariat en cherchant à unifier toutes les forces ouvrières ; d'où l'importance de la discussion libre et démocratique au sein du conseil général de l'AIT, qui regroupe tous les courants.

Et, tout en définissant avec fermeté les points de vue de la fraction communiste, sans en faire un préalable, par la libre discussion, ils cherchent à convaincre des thèses du *Manifeste communiste*.

En témoigne d'ailleurs la collaboration avec Bakounine et les anarchistes contre les courants petits-bourgeois, pour défendre ensemble la perspective de la révolution sociale (par exemple le combat commun de Marx et Bakounine contre Mazzini, un socialiste petit-bourgeois).

\*  
\* \*

### III - Les leçons de la Commune de Paris de 1871

La prise du pouvoir par le prolétariat parisien a amené Engels à écrire que « *la Commune, c'est la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat* ». Jusqu'alors, le terme de « dictature du prolétariat » était une formule générale. La dictature du prolétariat n'est pas une dictature au sens commun du terme, c'est l'expression la plus haute de la démocratie, la république ouvrière.

De cette révolution et de sa défaite, Marx et Engels vont tirer un enseignement fondamental, dans *La Guerre civile en France* :

*« La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte. Elle doit la briser. »*

Premier enseignement : l'Etat n'est pas « neutre » ou au-dessus des classes ; au contraire, il est l'instrument de la classe dominante. L'Etat bourgeois est donc ce que Marx appelle « *la dictature du capital* », même sous sa forme la plus démocratique, la démocratie parlementaire.

---

#### DÉTRUIRE OU ABOLIR L'ÉTAT ?

---

La question de l'attitude vis-à-vis de l'Etat a donc été au cœur des débats de la I<sup>e</sup> Internationale. Si le but des marxistes et des anarchistes était le même — instauration de la société sans classes et sans Etat —, leurs avis divergeaient concernant les voies à suivre pour y parvenir. Pour Bakounine et ses amis, il fallait détruire l'Etat bourgeois, abolir l'Etat et instaurer une société libertaire constituée d'associations de libres producteurs.

Pour Marx, comme l'indiquait la Commune, la destruction de la machine d'Etat bourgeoise ouvrait une phase transitoire, celle de l'Etat ouvrier (le socialisme) dans laquelle, sur la base du développement des forces productives, se créeraient les conditions de la société sans classes et sans Etat (le communisme).

A la veille de la révolution d'Octobre, Lénine revenait sur cette question :

*« Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée, en instituant une démocratie "simplement" plus complète : suppression de l'armée permanente,*

*électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce "simplement" représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres, foncièrement différentes. C'est là justement un cas de transformation de la quantité en qualité : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie de bourgeoisie devient prolétarienne : d'Etat (= pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un Etat.*

*Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi que cela avait toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié. Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'un pouvoir spécial de répression ! C'est en ce sens que l'Etat commence à s'éteindre » (Lénine, L'Etat et la révolution).*

Second enseignement : l'Etat ouvrier est donc le premier Etat s'assignant à lui-même, à travers cette phase transitoire vers le communisme, l'objectif de sa propre extinction. Pour Marx et Engels, le socialisme est le contraire, à la fois du « subjectivisme » qui croyait possible de décréter « l'abolition de l'Etat » (anarchisme), et de l'« objectivisme » qui voyait dans la disparition de l'Etat bourgeois un processus automatique et graduel (réformisme). L'une et l'autre positions évacuent la question clef du combat pour la destruction de l'Etat bourgeois : la révolution prolétarienne.

---

#### POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE OU LÉGALISME ?

---

Le marxisme ne fétichise aucune forme du développement historique, y compris celles de la Commune ou des soviets. La « dualité de pouvoir » qu'ouvre la crise révolutionnaire ne débouche pas naturellement et automati-

quement sur la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il lui faut pouvoir s'appuyer sur un parti révolutionnaire qui l'aide à surmonter les obstacles dans la voie de l'« union révolutionnaire » de la classe ouvrière. C'est là le troisième enseignement de 1871.

Revenant sur ce qu'avaient expliqué Marx et Engels, Léon Trotsky développe les raisons de l'échec de la Commune de Paris à la lumière des leçons de la première révolution prolétarienne victorieuse, en octobre 1917 en Russie ; il insiste notamment sur le fait qu'agissent, au sein de la classe ouvrière, différentes forces politiques qui dressent des obstacles face au processus révolutionnaire.

Dans *Les Leçons de la Commune*, il écrit :

« Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures.

(...) Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

(...) Le comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente — non seulement au comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français.

(...) A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élections "légales" à la Commune. Il entra en pourparlers avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la "légalité".

(...) En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise : l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le pouvoir dans le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force

armée. (...) Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale : ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas ; chaque ville a son droit sacré de self-government.

(...) Les méthodes de démocratie informelle (la simple éligibilité) doivent être complétées et dans une certaine partie remplacées par des mesures de sélection d'en haut.

(...) L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne sont qu'une des armes entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignation. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée, la Commune aurait dû réorganiser d'une main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant. »

---

## QU'EST-CE QU'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

---

Trotsky développe son propos sur la conception marxiste du parti, qui est « l'expérience accumulée et organisée du prolétariat ».

Il écrit :

« Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des

masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La comparaison du 18 mars 1871 avec le 7 novembre 1917 est de ce point de vue très instructive. A Paris, c'est un manque absolu d'initiative pour l'action de la part des cercles dirigeants révolutionnaires. Le prolétariat, armé par le gouvernement bourgeois est, en fait, maître de la ville, dispose de tous les moyens matériels du pouvoir — canons et fusils — mais il ne s'en rend pas compte.

(...) A Petrograd, les événements se sont développés autrement. Le parti allait fermement, décidément à la prise du pouvoir, ayant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant toute fissure entre les ouvriers et la garnison d'une part, et le gouvernement d'autre part » (Ibidem).

Plus tard, Trotsky généralisera l'expérience marxiste à la lumière de la faillite des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, à l'époque de l'impérialisme. Tirant en 1939 le bilan de la révolution espagnole, à propos des directions officielles du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaire, il écrit :

« Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément

pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution » (Classe, parti et direction, Œuvres, tome 20).

Il faut un « grand choc » et une organisation qui intervient activement en se construisant, en organisant les travailleurs, pour aider la classe à se libérer des vieilles directions.

Et Trotsky de souligner :

« Mais, même dans des cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut pas improviser tout de suite une direction nouvelle.

(...) Bien sûr, durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés qui ne se laissent pas intoxiquer par des phrases et ne sont pas terrorisés par les persécutions. Mais il faut avoir un parti de ce type avant la révolution, car le processus d'éducation des cadres exige beaucoup de temps et que la révolution ne laisse pas ce temps » (ibid.).

Le parti révolutionnaire ne sera pas construit avant la révolution, telle Minerve sortant de la tête de Jupiter armée et casquée, prête au combat. Mais un parti révolutionnaire doit se construire avant la révolution pour, précisément au cours même du processus révolutionnaire, se construire comme le parti révolutionnaire, dans le même mouvement où les masses, avec son aide, se libèrent de la tutelle des vieilles directions. Léon Trotsky souligne que :

« La supériorité du bolchevisme sur le menchevisme n'est pas seulement sa juste ligne politique mais aussi sa capacité d'apporter l'organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat. »

\*

\* \*

## IV - Les leçons de l'AIT après 1871

En 1869 éclate le conflit avec Bakounine. Ce ne sont pas ses divergences passées avec les marxistes qui sont en cause, mais le fait qu'il constitue, avec le même Mazzini qu'il a jusqu'alors combattu avec l'appui de Marx, une Ligue pour la paix, regroupement de collaboration de classes qui allait le conduire, durant la guerre de 1870, à soutenir la bourgeoisie française contre la Prusse.

Il ne s'agit pas non plus d'une querelle de personnalités, mais d'une question d'orientation (l'attitude vis-à-vis de l'Etat bourgeois) dans une période marquée par une aggravation des contradictions politiques et sociales en Europe. Chez Bakounine, la dénonciation d'un « autoritarisme » de Marx couvre en réalité son opposition à la lutte pour mettre au centre du combat de classe, la lutte pour la prise du pouvoir politique par le prolétariat.

De ce fait, il se prononce contre tout renforcement de l'AIT, dont la plate-forme pose précisément la question du pouvoir d'Etat. La défaite de la Commune de Paris, en 1871, va marquer l'arrêt de mort de l'AIT, qui sera formellement dissoute à Philadelphie en 1876.

---

### LA DISSOLUTION DE L'AIT

---

La Première Internationale (l'AIT) avait amorcé le travail historique de transformation du prolétariat de « classe en soi » en « classe pour soi », c'est-à-dire organisée ; si elle n'avait pu encore créer de partis ouvriers enracinés dans les masses, elle en avait jeté les bases. Comme le soulignait Engels :

*« L'Internationale, au moment de sa dissolution en 1875, laissait les travailleurs dans un état tout différent de celui où elle les avait trouvés en 1864. (...) De fait, les principes du Manifeste avaient fait des progrès considérables parmi les travailleurs de tous les pays »* (préface au Manifeste, *ibidem*).

Après la Commune, l'AIT avait épuisé ses possibilités historiques :

*« L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence (formelle) de l'Association internationale des travailleurs. »*

*Celle-ci n'a été qu'une première tentative pour doter cette action d'un organe central.*

*Cette tentative, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des effets durables, mais elle ne pouvait se poursuivre longtemps dans sa première forme historique après la chute de la Commune de Paris »* (Marx, Critique du programme de Gotha, 1875).

Après l'écrasement de la Commune de 1871, les partis ouvriers ne pouvaient pas ne pas mettre au centre de leur programme la nécessité de « briser l'appareil d'Etat bourgeois ». La collaboration avec les courants qui ne partageaient pas ce point de vue ne pouvait plus se prolonger comme dans la période antérieure.

Dans une lettre à August Bebel, en juin 1873, Engels écrit, au sujet de la fin de l'AIT et du Congrès de La Haye :

*« Si nous nous étions présentés à La Haye en conciliateurs et si nous avions étouffé les velléités de scission, quel en eut été le résultat ? Les sectaires — notamment les bakounistes — auraient disposé d'un an de plus pour commettre, au nom de l'Internationale, des bêtises et des infamies plus grandes encore ; les ouvriers des pays les plus avancés se seraient écartés avec dégoût. (...) Dès lors, l'Internationale était déjà morte et l'aurait été, même si nous avions tenté de faire l'union de tous. Au lieu de cela, dans l'honneur, nous nous sommes débarrassés des éléments pourris. »*

Pour Marx et Engels, la Commune de Paris a ouvert une nouvelle étape du combat prolétarien. La lutte de classe est désormais directe entre bourgeoisie et prolétariat, elle exige la clarté sur le but du prolétariat : exproprier le capital, en conquérant le pouvoir politique, en instaurant sa dictature dont la Commune de Paris est la préfiguration.

Si la « Semaine sanglante » a écrasé le mouvement ouvrier en France pour un temps, la recomposition s'opère dans le mouvement ouvrier européen, notamment en Allemagne.

---

### CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

---

En 1870, August Bebel et Wilhelm Liebknecht, deux députés marxistes allemands qui votèrent contre les crédits de

guerre, contre la poursuite de la guerre après la chute de Napoléon III, ont été emprisonnés pour le premier acte de défaitisme révolutionnaire.

Pour Marx et Engels, l'organisation allemande est un point d'appui pour construire des partis dans les différents pays d'Europe. En 1875, au Congrès de Gotha, l'organisation fondée par Lassalle (qui n'est pas marxiste) et celle de Liebknecht et Bebel fusionnent.

Marx et Engels vont, dans la *Critique du programme de Gotha*, combattre les thèses lassalliennes qui l'imprègnent et, notamment l'idée selon laquelle l'Etat national allemand, au lieu d'être combattu, pourrait être utilisé par le mouvement ouvrier dans sa marche au socialisme. Toujours et encore la question de l'Etat, la question clef pour Marx et Engels.

Marx cite un extrait du programme, qui reprend une thèse de Lassalle :

*« La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'Etat national actuel, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples. »*

A quoi Marx riposte :

*« Contrairement au Manifeste communiste et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela, après l'action de l'Internationale ! Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le Manifeste communiste, "quant à sa forme". Mais "le cadre de l'Etat national actuel", par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, "dans le cadre" du marché universel, et politiquement, "dans le cadre" du système des Etats. »*

D'une part, Marx rétablit les impératifs de l'internationalisme révolutionnaire du prolétariat, contre l'idéologie réactionnaire du « socialisme national » ; d'autre part, il montre que la révolution prolétarienne, pour vaincre, doit détruire la machine de l'Etat bourgeois, et la remplacer par l'Etat de la dictature du prolétariat, et non se contenter d'une conquête de l'Etat bourgeois que, selon les vues fausses de Lassalle, on pour-

rait transformer en un prétendu « Etat du peuple » (*Volkstaat*).

Dans les années 1870, Marx et Engels multiplient les lettres, articles, polémiques avec tous leurs partisans en Europe, pour les aider à bâtir des organisations ouvrières débarrassées du radicalisme et du socialisme petit-bourgeois. Et c'est toujours la question de l'Etat, de la nécessaire destruction de l'Etat bourgeois qui se trouve posée.

---

## LE COMBAT POUR DES PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES

---

Les partisans français de Marx, après la défaite de 1871, commencent à restructurer leurs forces. Ils publient une déclaration internationaliste de soutien aux socialistes allemands : « *Nous ne faisons qu'un contre l'Empire d'Allemagne.* »

Engels leur reproche de ne pas dire aussi : « *Nous ne faisons qu'un contre la République bourgeoise.* »

Ces militants sont encore imprégnés du « républicanisme » : ils n'ont pas saisi qu'il y avait eu 1848, que la République avait écrasé les ouvriers dans le sang, que la République avait été « sauvée » par les monarchistes allemands et russes, qui avaient soutenu Thiers et les versaillais contre la Commune.

Il écrit :

*« Votre république après tout, a été faite par le vieux Guillaume et Bismarck, elle est tout aussi bourgeoise que tous nos gouvernements monarchistes. (...) La forme républicaine n'est plus que la simple négation de la monarchie — et le bouleversement de la monarchie s'accomplira comme simple corollaire de la révolution ; en Allemagne, les partis bourgeois sont si achevés que nous devons passer immédiatement de la monarchie à la république sociale. Vous ne pouvez donc plus opposer votre république bourgeoise aux monarchies comme une chose à laquelle les autres nations auraient à aspirer. Votre république et nos monarchies, c'est tout un vis-à-vis du prolétariat. »*

Marx et Engels enverront des centaines de courriers à leurs partisans dans tous les pays d'Europe et en Amérique, traitant non seulement des questions de fond, mais allant dans le détail sur la question des finances, de la presse, etc. Ils mènent un combat acharné pour fonder d'authentiques partis ouvriers.

Dans une lettre de septembre 1879 à leurs camarades allemands à propos de leur nouvel organe de presse, Marx et Engels sonnent l'alarme, et cela a valeur pour tous les marxistes d'Europe :

« Depuis près de quarante ans, nous avons fait ressortir au premier plan la lutte des classes comme la force motrice directe de l'histoire, et en particulier, la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le plus puissant levier de la révolution sociale. Il nous est par conséquent impossible de marcher de concert avec des gens qui tendent à rayer du mouvement cette lutte de classe. En fondant l'Internationale, nous avons lancé en termes clairs son cri de guerre : "L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même". Nous ne pouvons donc pas marcher avec des gens déclarant à cor et à cri que les ouvriers sont trop peu instruits pour pouvoir s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent être affranchis par en haut, par les philanthropes bourgeois et petits-bourgeois. Si le nouvel organe du parti prend une attitude qui correspond aux idées de ces messieurs, si cette orientation est bourgeoise et non prolétarienne, il ne nous restera plus autre chose à faire, si regrettable que ce soit pour nous, que de nous expliquer là-dessus ouvertement et de rompre la solidarité dont nous avons fait preuve jusqu'à présent, en qualité de représentants du parti allemand à l'étranger. Mais, les choses n'iront pas jusque-là, espérons-le... »

---

## DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

---

Ce travail, Marx et Engels le mèneront tout au long des années 1870 et 1880. Engels le poursuivra après la mort de Marx en 1883.

De nouveau, Engels critiquera en 1891 le programme d'Erfurt du parti allemand, qui n'arrive toujours pas à se dégager des erreurs dénoncées par Marx dans le programme de Gotha. En effet, le programme d'Erfurt acceptait implicitement la Constitution monarchiste accordée par la Prusse à l'Allemagne en 1868, et situait *de facto* son action dans le cadre de « l'Etat national allemand ».

Engels écrit :

« Il faut attaquer la chose [la Constitution] d'une façon ou d'une autre. Et ce qui prouve précisément aujourd'hui combien cela est nécessaire, c'est l'opportu-

nisme qui commence à exercer ses ravages dans une grande partie de la presse social-démocrate.

Dans la crainte du renouvellement de la loi contre les socialistes, on veut maintenant que le parti reconnaisse la situation légale présente en Allemagne comme pouvant suffire tout d'un coup au parti à réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. L'on fait croire à soi-même et au parti que "la société actuelle peu à peu pénètre dans le socialisme" sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne » (Critique du programme d'Erfurt).

Et, devant la croissance du nombre de députés sociaux-démocrates, il met en garde :

« Les questions dans lesquelles les députés sociaux-démocrates peuvent sortir d'une position purement négative sont extrêmement limitées. Ce ne sont que des questions dans lesquelles le rapport entre ouvriers et capitalistes est directement en jeu : législation de fabrique, journée de travail normale, responsabilité légale (...). Dans toutes les autres questions (...), les députés sociaux-démocrates devront toujours mettre en relief le point de vue décisif : ne rien voter qui puisse renforcer la puissance du gouvernement vis-à-vis du peuple » (Lettre à la direction du parti, 1891).

---

## HÉRITAGE RÉVOLUTIONNAIRE

---

Dans la continuité de leur orientation, Marx et Engels, puis Engels seul, ne vont pas chercher à proclamer hâtivement et de manière sectaire des partis et une Internationale. Ce sera un long combat de clarification : ce n'est qu'en 1889, sur la base du développement de partis ouvriers, qu'aura lieu la fondation de la II<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale ouvrière.

Mais il faudra attendre son deuxième congrès en 1891 pour que, sous l'impulsion d'Engels et comme produit d'une large discussion, celle-ci adopte les principes marxistes.

A la trahison des chefs de la II<sup>e</sup> Internationale votant la guerre en août 1914 répondra la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale en mars 1919, après la victoire de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie.

« *Le Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier* » s'ouvre ainsi :

« *Il y a soixante-douze ans, le Parti communiste présenta au monde son programme sous forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans la lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais, au fond, le mouvement a suivi la route tracée par le Manifeste du Parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'espéraient et ne l'espéraient les apôtres de la révolution sociale. Mais elle est arrivée.*

*Nous communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire de différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans. Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière. »*

Presque vingt ans plus tard, et en réponse à la dégénérescence de l'URSS et de l'Internationale communiste, Trotsky explique que la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale « assure l'héritage révolutionnaire des I<sup>e</sup>, II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales ».

Dans cette continuité, face à la trahison des chefs de la II<sup>e</sup> Internationale en 1914, puis celle des dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale en 1933, le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale affirme :

« *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

Contre la bureaucratisation des directions du mouvement ouvrier, qui veulent soumettre la classe au régime capitaliste, Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale mettent au centre de leur combat la leçon de toute l'œuvre de Karl Marx : il faut doter la classe d'un parti, sur la ligne fondamentale « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Telles sont les véritables leçons de la vie de Karl Marx.

**Lucien Gauthier**

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**



**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**